

Université de Montréal

La paix adjar

par
Isabel Tremblay Dion

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade M. Sc.
en science politique

Juillet 2012

©, Isabel Tremblay Dion, 2012

Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences

Ce mémoire intitulé :

La paix adjar

Présenté par :

Isabel Tremblay Dion

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Frédéric Mérand
président-rapporteur

Magdalena Dembinska
directrice de recherche

Marie-Joëlle Zahar
membre du jury

examineur externe

représentant du doyen

Résumé

On assiste en Géorgie, entre 1989 et 1994, à deux conflits civils couplés d'une violence politique majeure. L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, soit deux des trois régions dotées d'un statut autonome à l'intérieur de la Géorgie pendant la période soviétique, sont le théâtre de ces conflits. Les affrontements violents sont par ailleurs évités dans le cas de l'Adjarie, cette troisième région dotée d'un statut autonome. Les raisons de cette relative paix adjar ne sont pas évidentes à saisir à prime abord, surtout lorsqu'on observe la situation chaotique dans laquelle se trouve la Géorgie au moment de la chute de l'URSS.

Il apparaît ainsi adéquat de se pencher plus spécifiquement sur l'Adjarie, en tant que région de la Géorgie, qui a certes entretenu de fortes tensions avec l'État géorgien nouvellement indépendant, mais sans pour autant que ces tensions politiques ne basculent en un conflit ouvert. Étant donné la similarité qui caractérise les territoires de l'Abkhazie et de l'Adjarie, les arguments géopolitiques ou encore les arguments concernant les structures institutionnelles n'apportent qu'une explication partielle. C'est plutôt un argument identitaire mettant de l'avant la relation entre les groupes qui apparaît déterminant pour expliquer l'absence de conflit en Adjarie.

Mots-clés

Guerre civile, groupe ethnique, affiliation identitaire, complexe mythes-symboles, géopolitique, institutions, relation centre-périphérie.

Summary

Between 1989 and 1994, two civil conflicts occurred in Georgia together with major political violence. South Ossetia and Abkhazia, two of the three regions with autonomous status within Soviet Georgia, are the scene of these conflicts. Clashes are otherwise avoided in the case of Adjara, the third region with an autonomous status. The reasons of this relative adjar peace are not obvious at first glance, especially when considering the chaotic situation in which Georgia is at the time of the USSR collapse.

It seems appropriate then to further address the Georgian region of Adjara, a region that certainly has experienced strong tensions with the newly independent Georgian state, although without turning into an open conflict. Because of the similarity between Abkhazia and Adjara, the geopolitical arguments, or those concerning institutional structures, can only provide a partial explanation. It is rather an argument based on identity and putting forward relations between groups that appears to be determinant to explain the absence of conflict in Adjara.

Key words

Civil war, ethnic group, identity affiliation, myth-symbol complex, geopolitics, institutions, centre-periphery relation.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1	
Comprendre les causes des guerres entre les groupes	7
1.1 Les explications possibles à l'avènement d'une guerre civile.....	8
1.1.1 <i>Appliquer les concepts réalistes des relations internationales aux guerres civiles</i>	8
1.1.2 <i>Le statut autonome comme source de tensions sécessionnistes</i>	12
1.1.3 <i>Les peurs collectives associées à la pérennité du groupe et de son identité</i>	16
1.1.4 <i>L'importance de considérer le rôle des élites politiques</i>	19
1.2 Aborder l'ethnicité.....	23
1.2.1 <i>L'affiliation identitaire comme élément primordial</i>	24
1.2.2 <i>La construction identitaire et son assemblage dans la modernité</i>	28
1.2.3 <i>L'instrumentalisation de l'identité</i>	33
1.2.4 <i>La centralité des mythes et symboles</i>	39
1.3 Méthodologie.....	45
CHAPITRE 2	
L'Abkhazie, l'Adjarie et leurs similarités : les facteurs géopolitique et institutionnel	50
2.1 L'équivalence des éléments géopolitiques	51
2.1.1 <i>Les conditions géographiques propices aux insurrections</i>	51
2.1.2 <i>L'héritage militaire soviétique</i>	56
2.1.3 <i>La dimension économique</i>	63
2.2 Des statuts autonomes similaires masquant les distinctions identitaires	67
2.2.1 <i>La classification des nationalités</i>	68
2.2.2 <i>La volonté d'autodétermination parmi les peuples du Caucase</i>	72
2.2.3 <i>Le découpage de l'Union soviétique</i>	77
2.2.4 <i>Le faible poids démographique des Abkhazes</i>	81
CHAPITRE 3	
La distance identitaire entre les groupes comme élément de divergence.....	86
3.1 La distance ethnique entre Abkhazes et Géorgiens	87
3.1.1 <i>Les marqueurs identitaires chez les Abkhazes et les Géorgiens</i>	87
3.1.2 <i>L'historique politique et son articulation aux complexes mythes-symboles</i>	98

3.2 La confusion identitaire adjar	108
3.2.1 <i>Des marqueurs identitaires liés à l'identité géorgienne</i>	108
3.2.2 <i>La disparition du groupe adjar</i>	111
3.2.3 <i>Les Géorgiens musulmans</i>	116
CHAPITRE 4	
Le facteur identitaire et les indépendances.....	122
4.1 Territoire et domination politique – Géorgiens	123
4.2 Les élites et l'activation des mythes et symboles	128
4.3 Côté abkhaze, une hostilité réciproque.....	131
4.4 L'absence de peurs face à l'Adjarie	132
4.5 L'éclatement du territoire.....	138
Conclusion.....	141
Bibliographie	144

LA PAIX ADJAR

INTRODUCTION

Héritées du découpage datant du début de l'Union soviétique, l'Abkhazie, l'Adjarie et l'Ossétie du Sud sont trois entités autonomes ayant été attribuées aux groupes ethniques minoritaires de la Géorgie que sont les Abkhazes, les Adjars et les Ossètes.¹ L'Abkhazie et l'Adjarie se sont vues octroyer le statut de République socialiste soviétique autonome (RSSA), alors que l'Ossétie du Sud obtint celui de Région autonome, ce qui représentait un niveau d'autonomie moindre que les RSSA. Dans l'atmosphère de crise qui précède l'effondrement de l'URSS, qui survient en décembre 1991, des conflits à l'intérieur de la Géorgie se transforment en luttes armées, opposant d'abord les forces gouvernementales et la région séparatiste d'Ossétie du Sud, où le conflit débute à l'été 1989, pour se terminer par un cessez-le-feu en 1992. Entre temps, la Géorgie proclame son indépendance en mai 1991 et entreprend d'abolir le statut autonome détenu par ses trois régions détenant ce statut.

En Abkhazie, alors que la région évoque, tout comme l'Ossétie du Sud, sa volonté de vouloir faire sécession, la guerre civile éclate en août 1992 avec l'entrée des troupes géorgiennes sur son territoire, et se poursuit malgré la signature de deux accords de cessez-le-feu, d'abord le 3 septembre 1992, puis le 27 juillet 1993. Avec la reprise des hostilités, les parties s'accusent mutuellement de violation des accords, ainsi que de

¹ Monica Duffy Toft, "Multinationality, Regions and State-Building: the Failed Transition in Georgia", *Regional & Federal Studies* 11 (2001), 123-142.

violation des droits de l'Homme à l'encontre de la population civile, alors que la poursuite des combats force la fuite d'environ 30 000 civils vers la Russie. En violation du second accord, les forces abkhazes lancent une offensive qui leur permet de reprendre rapidement le contrôle sur le territoire de l'Abkhazie. Cette fois encore, des centaines de milliers de civils, pour la plupart Géorgiens, sont déplacés hors du territoire abkhaze, créant dès lors un problème de réfugiés qui perdure encore aujourd'hui. Un ultime accord de cessez-le-feu est conclu le 14 mai 1994, la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) étant chargée de surveiller sa mise en œuvre, aidée par la force de maintien de la paix de la Communauté des États indépendants (CEI).²

Depuis l'avènement de ces conflits civils, les territoires de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie sont considérés comme des États *de facto*. Ils jouissent d'une indépendance dans les faits, mais pas d'une indépendance *de jure*, cette dernière incarnant le statut légal détenu par un État qui en fait un acteur à part entière sur la scène internationale et membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'Ossétie du Sud et l'Abkhazie demeurent hors du contrôle effectif de Tbilissi, en étant malgré tout considérés par la communauté internationale comme faisant partie intégrante de la Géorgie, reconnus cependant comme États indépendants par la Russie et une poignée d'autres pays depuis 2008.

En plus des deux guerres civiles qui affectent la Géorgie au tournant des années 1990, il faut également noter la présence d'une violence politique touchant l'ensemble du pays, mettant notamment en action des groupes mercenaires. On assiste donc en Géorgie,

² Organisation des Nations Unies. *MONUG. Historique de la Mission*. En ligne. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/unomig/background.shtml> (page consultée le 27 mars 2012).

entre 1989 et 1994, à deux conflits civils, couplés d'une violence politique majeure. Alors que l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, soit deux des trois régions dotées d'un statut autonome, sont le théâtre de conflit, les affrontements violents sont évités dans le cas de l'Adjarie. Les raisons de cette relative paix adjar ne sont pas évidentes à saisir à prime abord, surtout lorsqu'on observe la situation chaotique dans laquelle se trouve la Géorgie au moment de la chute de l'URSS.

Il semble ainsi adéquat de se pencher plus spécifiquement sur l'Adjarie, en tant que région de la Géorgie, qui a certes entretenue de fortes tensions avec l'État géorgien nouvellement indépendant alors que celui-ci souhaite lui soustraire son statut autonome, mais sans pour autant que ces tensions politiques ne basculent en un conflit ouvert. La question de recherche est donc la suivante : Comment expliquer que la guerre civile ait été évitée en Adjarie? Étant donné la similarité qui caractérise les territoires de l'Abkhazie et de l'Adjarie, les arguments géopolitiques ou encore les arguments concernant les structures institutionnelles ne suffisent pas à répondre à cette question, n'y apportant qu'une explication partielle et incomplète. C'est plutôt un argument identitaire mettant de l'avant la relation entre les groupes qui semble déterminant pour expliquer la paix adjar car il s'agit là d'une variable distinguant l'Adjarie de l'Abkhazie en ce qui concerne les relations entre les Abkhazes et les Géorgiens d'une part, et celles entre les Géorgiens et les Adjars d'autre part.

Dans l'époque récente, plusieurs États ont été le théâtre de conflits civils violents. Des guerres mettant en action des acteurs internes à l'État, ce pourquoi nous les désignons en terme de guerres civiles, en distinction des guerres dites traditionnelles, c'est-à-dire celles qui éclatent entre deux ou plusieurs États. Plus d'un épisode de guerres

civiles ont marqué l'histoire du XX^e siècle, tels que la guerre civile espagnole, celle en Irlande du Nord, ou le conflit au Rwanda. Ces événements nous amènent à nous questionner sur la relation qu'entretiennent les États avec leur population, mais également sur les relations entre les différents groupes qui composent cette population. L'État moderne apparaît alors comme un phénomène complexe, étant donné l'hétérogénéité de la population de la plupart de ceux-ci, en plus des aspirations divergentes des groupes vivant dans un même État. On constate que peu d'entre eux semblent être véritablement à l'abri de l'avènement d'un conflit interne. Si l'on souhaite que les États arrivent à gérer les antagonismes qu'ils renferment de manière à éviter l'éclatement de violence en leur sein, il importe donc d'essayer de comprendre ce qui cause les guerres civiles.

L'indépendance étatique demeure néanmoins une panacée que certains groupes vont revendiquer, s'opposant du même coup à l'État duquel ils font partie. Ce type de revendication donne lieu à des situations particulières, telles que l'indépendance *de facto*. On retrouve en effet certains territoires qui sont dans les faits indépendants de l'État duquel ils font partie sur papier uniquement. Comme nous l'avons déjà présenté, l'Ossétie du Sud en est un exemple, puisqu'il s'agit d'un territoire appartenant à la Géorgie, mais *de facto* indépendant depuis le conflit civil qui s'y est déroulé de 1989 à 1992. Une situation similaire à l'Abkhazie, que l'on considère comme un État *de facto* depuis la guerre civile de 1992 à 1994. Ces deux cas nous incitent donc à définir les relations qu'entretenaient les groupes à l'intérieur de la Géorgie pour ainsi découvrir les causes de l'éclatement des conflits civils.

Parallèlement, on retrouve de nombreux groupes minoritaires en Géorgie pour lesquels les relations avec l'État et avec le groupe majoritaire géorgien sont demeurées

pacifiques, ce qui est par exemple le cas des Adjars. L'analyse de ce dernier cas nous amène à observer les causes pouvant expliquer l'absence de guerre civile en Adjarie, nous permettant de mieux élucider les conditions nécessaires à son avènement dans les territoires ossète et abkhaze. Ainsi, cette recherche se propose d'analyser les causes de la guerre civile et ce, à travers les relations entre les groupes.

Pour ce faire, le premier chapitre est d'abord consacré à la revue de littérature couvrant les causes des guerres civiles afin de placer les principaux jalons de ce domaine de recherche avec ses principaux auteurs. Les arguments inspirés du courant réaliste des relations internationales, de même que ceux utilisant les structures institutionnelles pour expliquer les causes des guerres civiles sont ainsi présentés. La première hypothèse de ce travail est conséquemment posée, comme quoi ces deux ensembles de facteurs ne sont pas suffisants pour répondre à la question de recherche. Les arguments liés à l'approche ethno-symbolique de l'identité des groupes sont ensuite présentés et permettent de poser la seconde hypothèse du travail, selon quoi le facteur identitaire est déterminant afin d'expliquer l'absence de conflit civil en Adjarie. Une brève revue de littérature en ce qui concerne le concept d'ethnicité et l'affiliation identitaire suit afin de bien camper la variable identitaire centrale à ce travail. La description de la méthodologie utilisée pour mener à bien la démonstration des deux hypothèses termine ce premier chapitre.

Le second chapitre est dédié à la démonstration de la première hypothèse du travail, à travers deux approches utilisées traditionnellement afin d'expliquer les causes des guerres civiles, celle mettant de l'avant le facteur géopolitique, ainsi que celle utilisant les structures institutionnelles comme facteur explicatif. Le troisième chapitre entame quant à lui la démonstration de la seconde hypothèse en analysant la distance

identitaire séparant les différents groupes en Géorgie qui intéressent ce travail, soit les Géorgiens et les Abkhazes d'une part, les Géorgiens et les Adjars d'autre part. En continuité, le quatrième chapitre fait la démonstration de la seconde hypothèse en analysant les causes, articulées autour de l'identité des groupes et de leurs relations, permettant d'expliquer de manière satisfaisante l'absence de conflit en Adjarie.

CHAPITRE 1

Comprendre les causes des guerres entre les groupes

Ce premier chapitre a pour but de mettre en place le cadre théorique afin de soutenir la démonstration des deux hypothèses permettant de répondre à la question de recherche, à savoir comment expliquer que la guerre civile ait été évitée en Adjarie. La littérature sur les guerres civiles est suffisamment étendue pour que cette revue de littérature ne soit en rien exhaustive. Nous nous attarderons néanmoins à présenter les thèses de différents auteurs quant aux causes des guerres civiles. Les variables utilisées diffèrent amplement selon les auteurs et l'analyse de celles-ci permettra de poser les deux hypothèses du travail au fil de ce chapitre.

Il importe en premier lieu de définir de manière générale le terme de guerre civile. La typologie du projet *Correlates of War* est soutenue par une définition des guerres civiles en termes de combats soutenus, impliquant la participation de forces (groupes) armées organisées et pose un seuil minimum de 1 000 morts reliés aux combats. S'y ajoute comme condition que les parties prenantes doivent être en mesure d'opposer une résistance, distinguant ainsi les guerres civiles des violences unilatérales, telles que les actes de massacres, les homicides d'État ou les émeutes impliquant des individus organisés.³

Pour apporter une explication aux causes possibles des conflits intra-étatiques comme ceux que connue la Géorgie, on retrouve dans la littérature des auteurs mettant de l'avant

³ Correlates of War. *Codebook for Intra-State Wars v.4.0* En ligne. <http://www.correlatesofwar.org/> (page consultée le 14 février 2012).

soit l'aspect géopolitique, ou encore l'aspect institutionnel. Un troisième aspect, celui du facteur identitaire, sera défini, alors qu'une attention particulière sera par la suite donnée à la définition du concept d'ethnicité. Nous expliquerons ainsi l'attrait d'étudier certaines guerres civiles en fonction des relations conflictuelles entre les groupes-acteurs des conflits, en posant de même coup la seconde hypothèse du travail. Il est donc question, dans les pages qui suivent, des trois facteurs principalement utilisés dans la littérature afin d'élucider les causes des guerres civiles.

1.1 Les explications possibles à l'avènement d'une guerre civile

1.1.1 Appliquer les concepts réalistes des relations internationales aux guerres civiles

L'approche réaliste, inspirée du domaine d'étude des relations internationales, est riche en analyses tentant d'expliquer les causes des guerres intra-étatiques. En élaborant d'entrée de jeu certains des postulats fondateurs du réalisme en relations internationales, nous pouvons distinguer les facteurs qui sont priorisés par les auteurs abordant les conflits civils. Selon la théorie réaliste, la scène internationale est caractérisée par l'anarchie, c'est-à-dire l'absence de toute autorité centrale qui soit supérieure aux États. Les États, principaux acteurs sur la scène internationale, sont des acteurs rationnels qui cherchent à maximiser leur intérêt étatique défini en termes de puissance. La guerre est considérée comme un moyen légitime d'atteindre les objectifs de l'intérêt étatique. Elle est de plus omniprésente dans les relations internationales étant donné qu'il ne se trouve aucune instance supérieure aux États pour venir réguler leurs interactions.⁴ On peut ainsi

⁴ Dario Battistella. *Théories des relations internationales* (Paris: Presses de Sciences Po., 2009).

dégager certains éléments pouvant fournir des variables explicatives aux conflits civils: la maximisation des intérêts des États de même que la sécurité, qui sont ici rassemblés en tant que facteur géopolitique en raison des indicateurs que l'approche réaliste nous amène à analyser.

Dans le domaine des relations internationales, les guerres civiles en Abkhazie et en Ossétie du Sud sont souvent abordées en fonction des relations entre la Russie et la Géorgie, en tant que résultats directs des rapports conflictuels qu'entretiennent ces deux États, conjugué à une tendance néo-impérialiste qui prévaut dans la politique étrangère russe.⁵ Ce champ utilise également les intérêts géopolitiques des acteurs (militaro-stratégiques et économiques) dans l'analyse des conflits en Géorgie, où par exemple les intérêts géopolitiques de la Russie ont mené celle-ci à s'immiscer dans la politique interne de la Géorgie et à intervenir en Ossétie du Sud et en Abkhazie.⁶

James D. Fearon et David D. Laitin saisissent quant à eux les éléments géographiques et les érigent en opportunités permettant à des groupes d'individus de se lancer dans des actes de violence envers l'État. Ils nomment ces opportunités les conditions d'insurrections, c'est-à-dire la présence de certaines conditions géographiques et politiques rendant possible la mise en place d'une insurrection et son maintien. C'est ainsi que les auteurs démontrent que certains États sont plus propices à voir apparaître

⁵ Kavus Abushov, "Policing the near abroad: Russian foreign policy in the South Caucasus", *Australian Journal of International Affairs* 63 (2009), 187-212.

⁶ Ekaterina Piskunova, "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie", Note de recherche numéro 31 (Montréal : Centre d'Études des Politiques Étrangères et de Sécurité, CEPES, Université du Québec à Montréal, septembre 2006).

des groupes insurgés sur leur territoire dû à ces conditions qui permettent aux insurgés de survivre en échappant aux tentatives d'élimination que leur livre l'État.⁷

Un autre facteur largement utilisé dans l'analyse des conflits civils par rapport à leur déclenchement concerne la sécurité, plus spécifiquement le dilemme de sécurité, un phénomène que l'on retrouva à certains endroits de l'espace soviétique au moment de la chute de l'URSS. Barry Posen est l'un des premiers auteurs à avoir décrit ce phénomène en relation aux conflits ethniques. Pour Posen, le dilemme de sécurité est le résultat de l'émergence de l'anarchie au moment de l'éclatement d'empires, tel que ce fut le cas avec la fin de l'URSS. Avec le vide transitionnel se créant au niveau du pouvoir politique, les différents groupes sur le territoire d'un État nouvellement indépendant peuvent percevoir que leur sécurité est menacée et chercheront donc à assurer celle-ci. Cela entraîne une perception de menace pour un autre groupe, d'où le dilemme, dont l'intensité évoque la probabilité du déclenchement d'un conflit.⁸ Le dilemme de sécurité n'est que d'une faible utilité lorsque l'on traite de l'absence de conflit en Adjarie. En effet, le dilemme a pu se poser dans cette région de la même manière qu'il le fit en Abkhazie ou en Ossétie du Sud, puisque ces trois régions se trouvèrent dans une situation identique en étant témoin de l'effritement du pouvoir de l'Union soviétique.

Malgré l'utilité du réalisme à apporter des éclaircissements sur les causes du déclenchement des guerres civiles, on peut lui reprocher de ne pas réussir à dresser un tableau complet de ces conflits. Certains auteurs vont notamment affirmer que l'approche réaliste est insuffisante puisqu'elle omet les aspects social et émotionnel qui sont

⁷ James D. Fearon and David D. Laitin, "Ethnicity, Insurgency, and Civil War", *American Political Science Review* 97 (2003), 75-90.

⁸ Barry Posen, "The Security Dilemma and Ethnic Conflict", *Survival* 35 (1993), 27-47.

rattachés au comportement des États. En se concentrant trop strictement sur leurs enjeux de maximisation de la puissance et de la sécurité, le réalisme ne prend pas en compte la signification des conflits pour les acteurs y prenant part et échoue ainsi à prédire et comprendre les actions des États.⁹ Les approches inspirées des théories réalistes des relations internationales sont également incapables d'expliquer pleinement les particularités des guerres civiles parce qu'elles abordent l'État en termes d'acteur unitaire. Elles n'analysent donc pas les divisions, par exemple ethniques, et le rôle de ces divisions lors de conflits, pareillement en ce qui concerne le rôle des élites dans la mobilisation des groupes.¹⁰

Les travaux menés par Barbara Walter afin d'expliquer la nature inextricable des conflits territoriaux ont par ailleurs donné des résultats venant remettre en question certaines hypothèses réalistes. En effet, l'auteure a démontré comme étant non significatives les valeurs économique et stratégique du territoire dans le refus des États à consentir aux revendications sécessionnistes des groupes. La valeur économique et stratégique d'une portion du territoire ne motive donc pas d'avantage un État à s'engager dans un conflit avec les rebelles pour empêcher la sécession. Il s'agit plutôt de la peur du précédent qui mène les États au refus de négocier avec les rebelles parce qu'ils craignent qu'une concession faite à l'égard d'un groupe séparatiste encourage d'autres groupes à rechercher également à faire sécession.¹¹ Les dirigeants étatiques vont donc préférer

⁹ Andrei P. Tsygankov and Matthew Tarver-Wahlquist, "Duelling Honors: Power, Identity and the Russia-Georgia Divide", *Foreign Policy Analysis* 5 (2009), 307-326.

¹⁰ Nicholas Sambanis, "Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes?", *Journal of Conflict Resolution* 45 (2001), 263.

¹¹ Barbara Walter, "Explaining the Intractability of Territorial Conflict", *International Studies Review* 5 (2003), 137-153.

payer les coûts d'une guerre civile et s'ériger une réputation de robustesse afin de décourager toutes autres tendances sécessionnistes.

C'est dans le chapitre 2 que nous essaierons de démontrer que les caractéristiques géopolitiques ne sont pas suffisantes pour expliquer l'absence de conflit Adjarie, car ces éléments et les intérêts étatiques qui s'y rattachent représentent une variable similaire lorsque l'on compare l'Adjarie à l'Abkhazie. Ainsi, que ce soit par rapport aux intérêts de la Russie ou de la Géorgie, le territoire adjar peut facilement prétendre à un poids géopolitique semblable à celui de l'Abkhazie et ce, sur tous les éléments que renferme la vision classique de la géopolitique.

1.1.2 Le statut autonome comme source de tensions sécessionnistes

Une autre variable explicative souvent utilisée pour analyser les conflits civils concerne l'approche institutionnaliste. Au sein de cette approche, les institutions sont utilisées en tant que variables explicatives des résultats sociaux et politiques.¹² Les auteurs qui s'en sont inspirés cherchent à comprendre comment une fois créées, les institutions en viennent à structurer les choix opérés par les acteurs, en rendant possibles certains scénarios et trajectoires et pas d'autres.¹³ On retrouve plusieurs perspectives à l'intérieur de l'institutionnalisme, notamment l'institutionnalisme historique qui est plus attentif au rôle structurant des institutions. Ainsi abordées,

¹² Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, *La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques* (Les Presses de l'Université de Montréal, 2004), 208.

¹³ *Ibid.*, 203.

“[...] les institutions ont une influence sur les comportements des individus de deux manières : d’une part, c’est l’organisation institutionnelle qui détermine les rapports de forces entre acteurs [...]. D’autre part, la position institutionnelle de chaque acteur influe sur la façon dont il conçoit ses intérêts en définissant son rôle et ses interactions avec d’autres acteurs.”¹⁴

On voit ainsi que les institutions détiennent un rôle au niveau du contexte et des options qui y sont disponibles et qu’elles structurent.¹⁵ L’analyse de Svante E. Cornell aborde ainsi le rôle des institutions dans le conflit ayant opposé les Abkhazes aux Géorgiens. L’auteur propose que l’autonomie octroyée à certaines régions institutionnalise la séparation entre les groupes et mène par sa nature à la sécession. En effet, les groupes qui détiennent un statut autonome en viennent à une volonté accrue d’autonomie et d’indépendance, en plus de se retrouver avec les capacités rendant cette volonté réalisable.¹⁶ Évidemment, ce type d’analyse par les structures institutionnelles n’est pas adéquate pour étudier le cas de l’Adjarie, car celle-ci détient exactement le même statut autonome que l’Abkhazie sur toute la période que dura l’URSS. L’autonomie comme une source de conflit tel que le propose Cornell sert donc à amplifier le puzzle adjar plutôt qu’à le résoudre.

Selon Georgi M. Derluguian, malgré de nombreuses similarités entre les deux régions, les institutions politiques sont redevables dans l’explication de la guerre civile en Abkhazie et son absence en Adjarie. Dans le cadre de l’Union soviétique, le pouvoir soviétique a consolidé le pouvoir politique abkhaze en fonction de ses intérêts, le poussant à renforcer l’Abkhazie et ses élites politiques pour s’en faire un allié afin

¹⁴ *Ibid.*, 209.

¹⁵ *Id.*

¹⁶ Svante E. Cornell, “Autonomy as a Source of Conflict. Caucasian Conflicts in Theoretical Perspectives”, *World Politics* 54 (2002), 245-276.

d'affaiblir en contrepartie la Géorgie. C'est ainsi Moscou qui a créé la pertinence politique de l'identité culturelle abkhaze et qui a simultanément empêché cette même pertinence de se forger dans le cas de l'Adjarie, ce qui a permis aux dirigeants géorgiens de poursuivre des politiques assimilationnistes dans cette région. Les institutions permettant la politisation de l'identité culturelle en Abkhazie sont liées à des privilèges accordés aux Abkhazes, couplés d'une discrimination envers les autres groupes ethniques du territoire, engendrant par conséquent des tensions avec la Géorgie qui aboutiront éventuellement à un conflit violent.¹⁷ Selon l'auteur, les éléments de l'identité culturelle, comme la religion, sont tous susceptibles d'être instrumentalisés et ne prennent une signification véritable que lorsqu'ils sont concrétisés à travers les institutions politiques. L'ethnicité ne peut donc pas être conçue comme une cause des conflits ethniques car ce sont les institutions politiques qui donnent une pertinence à l'identité. Toutefois, Derluigian stipule la présence initiale de différences culturelles entre les groupes et il reconnaît dès le départ que les Adjars ont moins de distinctions culturelles pouvant être politisées et se perçoivent d'ailleurs eux-mêmes comme Géorgiens culturellement.¹⁸ Il s'agit là d'un élément d'une grande importance qui sera amplement développé dans les chapitres 3 et 4.

Bref, les arguments voulant que les causes du conflit en Abkhazie se trouvent au niveau des institutions, comme facteur structurant des processus sociaux et politiques,¹⁹ n'aboutissent pas à une analyse complète et ne permettent pas de répondre de manière

¹⁷ Georgi M. Derluigian, "The tale of two resorts: Abkhazia and Ajaria before and since the soviet collapse" dans Beverly Crawford and Ronnie D. Lipschutz, *The Myths of "Ethnic Conflict": Politics, Economics, and "Cultural" Violence* (Berkeley: University of California, 1998), 261-292.

¹⁸ *Ibid.*, 262.

¹⁹ Gazibo et Jenson, *La politique comparée*, 203.

satisfaisante à la question de recherche. Rachel Clogg pose la même remarque lorsqu'elle affirme que les racines du conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie se trouvent dans leurs aspirations compétitives au pouvoir et à la représentation, de même que dans leurs visions divergentes en ce qui concerne l'héritage des politiques des nationalités de la période soviétique. La gestion de la diversité ethnique demeure ainsi un enjeu fondamental du conflit, au travers des relations inter-ethniques et des préoccupations abkhazes sur la préservation de l'identité culturelle, de la langue et des peurs ressenties face à la balance démographique.²⁰

Ce survol de l'état de la question en ce qui a trait aux éléments soit géopolitique ou institutionnel, nous permet de constater que plusieurs auteurs ont démontré la nécessité de considérer ces éléments dans l'explication des causes des guerres civiles. On ne peut certainement pas laisser complètement de côté ces aspects lorsque l'on analyse les guerres civiles et les études que nous venons de résumer prouvent qu'il est nécessaire de les inclure dans notre analyse. Toutefois, le second chapitre de ce travail servira à démontrer que les facteurs géopolitique et institutionnel ne sont pas suffisants afin d'expliquer l'absence de conflit en Adjarie. La première hypothèse de ce travail peut donc être ainsi posée, où la guerre civile constitue la variable dépendante et les facteurs géopolitique et structurel les deux variables indépendantes :

Hypothèse 1 : Les facteurs géopolitique et institutionnel sont nécessaires mais non suffisants pour expliquer l'absence de conflit en Adjarie.

²⁰ Rachel Clogg, "The Politics of Identity in Post-Soviet Abkhazia: Managing Diversity and Unresolved Conflict", *Nationalities Papers* 36 (2008), 305-329.

1.1.3 Les peurs collectives associées à la pérennité du groupe et de son identité

Ceci étant dit, il est nécessaire d'identifier le type de facteurs pouvant servir à analyser de manière convaincante l'absence de conflit en Adjarie, parallèlement aux causes d'un conflit civil à l'image de celui en Abkhazie. Alors que les éléments géopolitiques de même que les institutions apparaissent insuffisants pour répondre à la question de recherche, une analyse au niveau de l'identité des groupes et de leurs relations semble plus prometteuse. La littérature sur les conflits civils a d'ailleurs commencé depuis plusieurs années à distinguer les différents types de guerres civiles, avec plusieurs auteurs affirmant que les conflits de type identitaire ont des causes différentes des autres types de guerres civiles, nécessitant par conséquent une analyse particulière.²¹

On rencontre d'abord la thèse de Rogers Brubaker concernant les États « nationalisants » (*nationalizing state*). L'auteur aborde la fin de l'URSS en affirmant que cet épisode a pu entraîner, de la part des nouveaux États qui en ont émergé, des politiques de *nation-building*, entreprises afin de former un État-nation défini en fonction du groupe détenteur légitime du pouvoir. Ces États « nationalisants » peuvent alors être analysés comme étant à la source des tensions qui jaillissent entre les différents groupes se trouvant sur le territoire.²²

Selon Barry Buzan, l'identité nationale demeure un concept puissant en tant que déterminant des comportements humains et comme facteur de mobilisation et ainsi,

²¹ Sambanis, "Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes?", 259-82.

²² Rogers Brubaker, *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe* (New York : Cambridge University Press, 1996).

l'identité nationale peut soit venir renforcer l'État, ou le miner profondément. En termes de sécurité, on voit toute l'importance de faire concorder la nation à l'État; si l'idée de l'État, qui émerge grandement de l'identité nationale, est faiblement partagée parmi la population, ou fortement contestée, alors les chances sont concrètes de voir l'État se désintégrer.²³ Qui plus est, une nation dominante au sein d'un État peut être tentée de supprimer les autres nationalités afin d'opérer une transformation vers un État-nation, une forme plus stable et sécurisante.²⁴

Pour Dov Lynch, l'absence de ce sentiment de destinée partagée et de l'idée commune de l'État représente la cause ayant mené aux conflits en Géorgie. Cet aspect ethno-politique des conflits internes, comme celui entre la Géorgie et l'Abkhazie, est primordial car il en découle une logique particulière :

“The aim of the separatist groups here is *not* to capture power in the capitals of the metropolitan states, or to renegotiate the division of state powers within a given territory. Their objective is *to exit* the metropolitan state. [...] The linkage of ethnicity with territory has made the objectives of these separatist areas state-oriented – nothing less than state sovereignty for their authorities will suffice.”²⁵

Cet extrait renvoie notamment aux travaux de Monica Duffy Toft, sur le concept de territoires indivisibles pour expliquer la violence entre certains groupes, qui analyse les deux possibilités qu'ont les groupes minoritaires d'un État : l'une étant d'exprimer (*voice*) leurs peurs face à une discrimination subie; ou alternativement de quitter (*exit*) l'État. Si les peurs exprimées ne sont pas apaisées par des discours ou des politiques d'accommodation de la part de l'État central, la seconde possibilité sera alors envisagée : “If the national group fears survival of its language, culture or religion, then it might

²³ Barry Buzan, *People, States and Fear* (Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1991), 72.

²⁴ *Ibid.*, 75.

²⁵ Dov Lynch, “Separatist States and Post-Soviet Conflicts”, *International Affairs* 78 (2002), 834.

perceive independence as the sole option to preserve identity.”²⁶ C’est donc l’identité qui est au centre du choix effectué par les groupes entre ces options.

Afin d’expliquer les causes des conflits ethniques, Donald Horowitz se concentre sur la relation entre les groupes ethniques et plus spécifiquement sur la compétition que se livrent les différents groupes se côtoyant à l’intérieur d’un État. En se basant sur une approche psychologique, Horowitz met d’abord de l’avant l’aspect fondamental de la vie sociale que représente l’allégeance à un groupe, qui se transpose notamment en un favoritisme endogroupe et une discrimination exogroupe. Horowitz poursuit en expliquant le passage de la compétition vers le conflit à travers une politique de domination. Le pouvoir politique que recherchent les groupes confirme non seulement le statut du groupe, mais permet également de repousser une menace. En effet, la peur de disparaître est soulignée par Horowitz comme une source importante d’anxiété chez les groupes, une appréhension qui est par exemple liée à l’insécurité démographique.²⁷ Le pouvoir politique permet à un groupe de dominer son environnement et peut s’exprimer par une volonté d’homogénéisation et un processus d’exclusion face à la menace que représentent les autres groupes. Cette politique de domination éveille du même coup une peur chez les autres groupes ne pouvant concurrencer qui craindront ainsi pour leur survie. De là l’importance majeure donnée par l’auteur à la compétition puisqu’un groupe ne pouvant concurrencer avec un autre sera voué à disparaître.²⁸

C’est ici qu’entre en jeu l’argument de Stuart J. Kaufman concernant les haines ancestrales et leur importance dans le déclenchement des conflits civils. L’auteur affirme

²⁶ Toft, “Multinationality, Regions and State-Building”, 125.

²⁷ Donald Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict* (Los Angeles, London: University of California Press, 1985), 177.

²⁸ *Ibid.*, 178.

que l'identité représente le facteur décisif expliquant que des groupes en viennent à entrer en conflit. Les relations entre certains groupes, par exemple entre Géorgiens et Abkhazes, peuvent être caractérisées par l'hostilité, qui est alimentée chez chacun d'eux par des complexes mythes-symboles hostiles puisant dans l'histoire de leurs relations. L'hostilité est dirigée vers l'autre groupe, si bien que celui-ci est perçu comme une menace qui s'articule avec des peurs, par exemple celle de la disparition du groupe par la domination de l'autre.²⁹

1.1.4 L'importance de considérer le rôle des élites politiques

Il semble néanmoins évident pour de nombreux auteurs qu'expliquer les causes des guerres civiles à travers le facteur identitaire est incomplet sans prendre en considération le rôle des élites politiques et leurs liens avec le groupe auquel ils appartiennent. D'ailleurs, certains auteurs supposent une relation réciproque entre les élites et la population. Par exemple, les populations limitent parfois les projets nationalistes des élites à l'intérieur des paramètres socioculturels de leurs traditions, tout comme elles peuvent en contrepartie fournir motifs et hommes afin d'atteindre ces buts nationalistes.³⁰ De plus, les élites peuvent être en mesure de promouvoir une certaine interprétation de l'identité ethnique d'un groupe, mais ici encore, et comme le souligne Kaufman, il demeure une attache importante avec le groupe : “[...] politicians’ ability to

²⁹ Stuart J. Kaufman, *Modern Hatreds. The Symbolic Politics of Ethnic Wars* (Ithaca & London: Cornell University Press, 2001).

³⁰ Anthony D. Smith, *Nationalism* (Cambridge & Malden : Polity Press, 2010), 61.

use ethnicity instrumentally is, therefore, limited by the cultural context in which they operate.”³¹

David A. Lake et Donald Rothchild ont souligné un rôle majeur de certaines élites dans les conflits de type ethnique. En soulignant l'importance de la mémoire, des mythes et des émotions dans les relations entre les groupes, Lake et Rothchild vont poser la cause des conflits non pas au niveau de l'ethnicité en elle-même, mais plutôt dans ce qu'ils nomment les peurs collectives face au futur que peuvent ressentir les groupes.³² C'est au travers des peurs d'assimilation et de survie physique du groupe que se présente cette peur collective face au futur. Les élites politiques sont ici appréhendées comme des acteurs qui sont le reflet, tout autant qu'ils stimulent, les peurs du groupe auquel ils appartiennent.

Stephen M. Saideman soutient également que les stratégies des élites et les dynamiques intra-groupes vont s'influencer mutuellement. Au niveau des élites politiques, la compétition qu'elles se livrent pour obtenir ou conserver une position de pouvoir a pour effet qu'elles désirent aller chercher un support solide parmi le groupe ethnique auquel elles appartiennent. Les craintes perçues par le groupe face à la sécurité peuvent être facilement récupérées par certaines élites qui promouvront alors des politiques ethniques afin de gagner cette base d'électeurs. Ainsi, ces deux acteurs se renforcent mutuellement et il est par conséquent peu probable de voir des élites jouer la

³¹ Stuart J. Kaufman, “Symbolic Politics or Rational Choice? Testing Theories of Extreme Ethnic Violence”, *International Security* 30 (2006), 50-1.

³² David A. Lake et Donald Rothchild, *The International Spread of Ethnic Conflict. Fear, Diffusion, and Escalation*, (Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1998), 4.

carte ethnique lorsqu'un groupe représentant une base électorale importante n'est pas interpellé par des enjeux ethniques.³³

Bref, la lecture de cet argumentaire sur le facteur identitaire et le rôle des élites montre bien que l'identité peut être une variable de premier plan dans l'analyse des conflits civils. Les peurs collectives face à l'assimilation et à la survie physique sont présentées comme le reflet de la distinction identitaire entre les groupes. Ces peurs se manifestent chez un groupe en fonction de certains éléments fondamentaux de l'identité que le groupe perçoit comme étant menacés. Par conséquent, les élites ne joueront pas la carte ethnique dans ces cas, comme en Adjarie, où le groupe ne se sent pas menacé vis-à-vis d'un autre, comparativement aux Abkhazes qui fulminèrent face à ce qu'ils perçurent comme un danger d'assimilation et même de survie face aux Géorgiens. On commence à s'apercevoir de deux choses, l'une, que la distinction identitaire entre ces groupes est un premier élément important à définir, et ensuite, que la nature des relations entre les groupes doit également être définie afin de voir si elle est propice à engendrer un conflit.

Nous tentons ainsi de mettre le facteur identitaire au centre de l'analyse, plaçant l'identité ainsi que les relations entre les groupes en tant que facteur pouvant expliquer les guerres civiles et leurs causes. Ce travail va dans ce même sens en posant cette seconde hypothèse, où la guerre civile demeure la variable dépendante, avec cette fois le facteur identitaire comme variable indépendante :

Hypothèse 2 : Le facteur identitaire est déterminant pour expliquer l'absence de conflit en Adjarie.

³³ Stephen M. Saideman, "Is Pandora's Box Half Empty or Half Full? The Limited Virulence of Secessionism and the Domestic Sources of Desintegration" dans David A. Lake et Donald Rothchild, *The International Spread of Ethnic Conflict. Fear, Diffusion, and Escalation*, (Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 1998), 127-150.

Toutefois, la primauté du facteur identitaire dans l'analyse des conflits civils continu à ce jour à aller à l'encontre de la littérature. Les travaux privilégiant l'analyse de la géopolitique et des structures institutionnelles demeurent au premier plan. Le présent travail cherche ainsi à poursuivre dans la lignée de certains auteurs qui perçoivent l'importance de pousser les connaissances dans cette autre direction et tentent de démontrer le potentiel explicatif du facteur identitaire pour la compréhension des conflits entre les groupes.

Pour ce faire, la Géorgie représente un sujet particulièrement intéressant étant donné la différence de trajectoire entre l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud d'une part, et l'Adjarie d'autre part. Cette dernière région a été très peu étudiée jusqu'à présent et la mention qu'en font certaines études préconisant les intérêts géopolitiques et les structures institutionnelles n'a pas encore permis d'expliquer de manière convaincante les raisons de cette paix adjar. Il semble pourtant pertinent d'éclairer les éléments déterminants pouvant expliquer l'absence de conflit en Adjarie et le facteur identitaire présente un fort potentiel explicatif, non seulement dans ce cas-ci, mais également dans la compréhension de la violence entre les groupes plus généralement.

1.2 Aborder l'ethnicité

Afin de positionner le facteur identitaire en tant que variable déterminante dans l'explication de l'absence de conflit en Adjarie, il faut préalablement définir la manière dont les individus s'identifient à un groupe et se demander comment s'articule l'affiliation identitaire, ethnique ou autre, des individus. On peut d'abord définir les groupes ethniques selon la description qu'en donne Ted Robert Gurr : "Ethnic groups are people who share a distinctive and enduring collective identity based on a belief in common descent and on shared experiences and cultural traits."³⁴ Pour Donald Horowitz, certains éléments, tels que la descendance commune, la langue, l'histoire, la culture, la race ou la religion, sont à la base de l'ethnicité, ces éléments étant associés à des identités collectives plus rigides et durables dans le temps.³⁵ Lorsqu'il est temps d'aborder les conflits entre les groupes, une question demeure à savoir si l'on peut affirmer hors de tout doute la pertinence analytique des groupes ethniques. C'est pour y répondre que nous abordons trois approches présentes parmi les auteurs qui tentent d'expliquer l'ethnicité et le rôle que cet élément peut avoir au niveau des conflits civils : le primordialisme, le modernisme (constructivisme) et l'ethno-symbolisme. La manière d'aborder les groupes ethniques diffère selon chacune de ces approches et leur implication dans les causes des guerres civiles pareillement. La définition ci-haut, donnée par Gurr, se réfère à une approche constructiviste sur laquelle se fonde ce travail afin d'élucider les raisons de la paix adjar. Il est toutefois important de voir les différentes manières possibles d'entrevoir l'identité des groupes.

³⁴ Ted Robert Gurr, *Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century*, (Washington, DC : United States Institute of Peace, 2000), 5.

³⁵ Ashutosh Varshney, "Ethnicity and Ethnic Conflict" dans Charles Boix et Susan C. Stokes, dir., *The Oxford Handbook of Comparative Politics* (Oxford : Oxford University Press, 2007), 277.

1.2.1 L'affiliation identitaire comme élément primordial

Un premier aspect de l'approche primordialiste consiste à affirmer que les nations ont un caractère primordial, c'est-à-dire qu'elles tirent leurs origines des premiers instants de l'humanité et qu'elles sont à la base des processus et développements historiques subséquents.³⁶ Plus largement, les sociétés sont perçues comme étant constituées de plusieurs groupes ethniques, où chaque groupe détient ses caractéristiques particulières (la culture, les traditions, l'histoire, les traits physiques, la langue, la religion, etc.) et est maintenu par les relations de parenté lui conférant une charge émotionnelle.³⁷ Cette approche se fonde sur le postulat que l'ethnicité est une part de l'identité des individus plus essentielle et transcendante que d'autres éléments identitaires et que les groupes qui se définissent sur une base ethnique ont une longévité plus importante que les autres types de collectivités.³⁸ De plus, certains auteurs soutiennent que les nations et les groupes ethniques sont formés sur la base d'un attachement aux déterminants culturels (*cultural givens*), porteurs de sens à l'existence sociale, et démontrent que ces liens primordiaux subsistent parallèlement aux liens civiques et séculiers des sociétés industrielles.³⁹ Puisque l'ethnicité qui caractérise certains groupes a une origine très ancienne et qu'elle érige des barrières culturelles majeures entre les groupes, l'identité ethnique offre une résistance aux changements ainsi qu'à l'assimilation.⁴⁰ Les groupes ethniques ont ainsi un caractère primordial, en ce sens qu'ils représentent un lien plus fort

³⁶ Smith, *Nationalism*, 55.

³⁷ Henry E. Hale, "Explaining Ethnicity", *Comparative Political Studies* 37 (2004), 460.

³⁸ Gurr, *Peoples Versus States*, 4.

³⁹ Smith, *Nationalism*, 56.

⁴⁰ Chaim Kaufmann, "Rational Choice and Progress in the Study of Ethnic Conflict: A Review Essay", *Security Studies* 14 (2005), 195.

et une source de motivation comportementale plus puissante que les liens civiques forgés par les États.⁴¹

Walker Connor propose une définition de la nation comme d'un lien psychologique qui lie un peuple, tout en le différenciant des non-membres, par une conviction subconsciente partagée. Plutôt que d'être définie par des critères objectifs, la nation tient de l'assurance subconsciente des origines distinctes du groupe et de son évolution, en tant qu'aspect psychologique essentiel, octroyant ainsi une importance particulière à la perception des individus.⁴² Au cœur de la conception primordiale de l'ethnicité, se trouve certains éléments quasi-universels tels que le sang, la famille, les ancêtres, la terre natale et le foyer. Comme le démontre Connor, c'est d'ailleurs par l'entremise de ces éléments que les leaders vont forger leurs discours nationalistes. Ils font en effet appel à l'histoire ressentie, la poésie nationale, les métaphores familiales, de même que celles relevant de la terre ancestrale et du sol sacré. De cette façon, l'appel de la nation renvoie non pas à la raison, mais bien à des émotions.⁴³ Connor dégage ainsi la nature psychologique et émotionnelle de la démarche nationaliste, qui demeure éloignée de la rationalité et qui, par conséquent, positionne l'Homme en tant qu'animal national, plutôt que rationnel.⁴⁴

D'autres auteurs soulignent l'importance de considérer les choix des individus à travers les éléments primordiaux de leur identité. Il en est ainsi selon Will Kymlicka, pour qui tout individu doit pouvoir évoluer à l'intérieur d'une culture sociétale qui lui soit

⁴¹ Varshney, "Ethnicity and Ethnic Conflict", 280.

⁴² Walker Connor, *Ethnonationalism. The Quest for Understanding* (Princeton: Princeton University Press, 1994), 197.

⁴³ *Ibid.*, 204-5.

⁴⁴ Varshney, "Ethnicity and Ethnic Conflict", 280.

propre, celle-ci étant perçue comme un outil primordial à la compréhension du monde, rendant possible un véritable choix en ce qui a trait à la vie bonne à laquelle un individu aspire.⁴⁵ Il s'agit là d'un attachement communautaire qui demeure primordial tout au long de la vie. Quant à Horowitz, il abonde dans le même sens lorsqu'il soutient que l'affirmation politique des groupes comble un besoin qui est celui de l'identification ethnique par la politique. Un groupe va revendiquer non seulement un territoire, mais également un système politique qui puisse confirmer son statut et venir combler le besoin de vivre en harmonie avec son environnement, d'être confortable et chez soi.⁴⁶

Les tenants de cette approche ont tenté d'expliquer les conflits civils, notamment ceux ayant émergé de la période de décolonisation dans la seconde moitié du XX^e siècle. Certains auteurs perçoivent dans ces conflits le résultat de la résistance ethnique à l'encontre du processus de *nation-building* mis en place par les États nouvellement indépendants. De plus, alors que les États créés par la décolonisation sont relativement nouveaux, les animosités ethniques parmi les groupes composant leur population sont quant à elles anciennes et ancrées profondément et historiquement.⁴⁷ Tel que le souligne Connor, il s'agit là d'un échec du développement politique de l'époque moderne, puisque le regain de l'ethno-nationalisme à l'échelle globale représente une sérieuse menace à la stabilité de nombreux États.⁴⁸ La formation de l'État-nation a ainsi échoué par son incapacité à forger une conscience nationale unique parmi des éléments ethniques

⁴⁵ Will Kymlicka, *La Citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités* (Montréal : Boréal-La Découverte, 2001).

⁴⁶ Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict*, 186.

⁴⁷ Varshney, "Ethnicity and Ethnic Conflict", 280.

⁴⁸ Connor, *Ethnonationalism*.

disparates, dont la loyauté à la nation ne peut coïncider systématiquement avec la loyauté envers l'État.⁴⁹

Néanmoins, l'approche primordialiste contient des limites, notamment parce qu'elle ne permet pas d'expliquer les variations d'un cas à l'autre. En effet, considérer l'ethnicité en termes primordiaux ne nous permet pas de comprendre l'émergence de conflits dans certains cas seulement et à certains moments précis de l'histoire des groupes.⁵⁰ Par exemple, considérer les groupes géorgien ou abkhaze selon une vision primordiale est d'une utilité réduite pour expliquer les raisons du déclenchement de la guerre civile en Abkhazie aux lendemains seulement de la chute de l'URSS. Cette approche ne nous aide pas à comprendre pourquoi la guerre civile s'est déclenchée à ce moment précis de l'histoire, alors que ces deux groupes se côtoient et entretiennent des relations de longue date et alors qu'ils ont fait partie d'un même État pendant la majeure partie de l'URSS. C'est cette situation qui mène certains auteurs, dont Cornell comme nous l'avons vu plus haut, à considérer la nécessité de prendre en compte, par exemple, les structures institutionnelles afin d'expliquer les causes du déclenchement de guerres civiles lors de moments charnières dans l'histoire, comme au moment de la chute de l'URSS. Dans le cadre de ce travail, cette limite de l'identité ethnique primordiale nous amène à vouloir démontrer que l'identité doit plutôt être abordée selon une vision constructiviste et à travers une approche ethno-symbolique, définie plus bas.

⁴⁹ *Ibid.*, 196.

⁵⁰ Varshney, "Ethnicity and Ethnic Conflict", 280.

1.2.2 La construction identitaire et son assemblage dans la modernité

L'approche moderniste de l'ethnicité offre elle-même une critique sévère à l'approche primordialiste en affirmant que les identités et leur expression en mouvements nationalistes sont un construit récent de l'époque moderne, l'ethnicité devant être abordée en ces termes si l'on veut expliquer les conflits contemporains. Afin de cerner convenablement cette seconde approche, il est nécessaire de débiter par définir brièvement la vision constructiviste puisque c'est à travers celle-ci que les auteurs développent leurs thèses sur le modernisme. Selon une vision constructiviste, les caractéristiques définissant un groupe ethnique ne sont pas en soi les éléments culturels ou encore la parenté le différenciant d'un autre groupe, mais bien le simple fait que des frontières sont perçues et persistent.⁵¹ Il y a donc un aspect important de construction et de changement de l'identité et des groupes eux-mêmes, bien qu'il soit reconnu que l'identité d'un groupe ait le potentiel de se fixer assez solidement pour une longue période de temps.

Benedict Anderson, dans son ouvrage *L'imaginaire national*, devenu à ce jour une référence majeure pour comprendre le nationalisme à travers une approche constructiviste, apporte une réflexion sur l'origine historique de l'identité nationale. Le concept de nation est une idée typique de l'époque moderne, qui est venue répondre au besoin des individus de concevoir une image de l'immortalité et du paradis face à la fatalité de la mort. Comme Anderson le présente : "S'il est largement reconnu que les États-nations sont « nouveaux » et « historiques », les nations auxquelles ils donnent une expression politique paraissent surgir d'un passé immémorial et, surtout, semblent

⁵¹ Hale, "Explaining Ethnicity", 460.

promises à un avenir illimité.”⁵² On retrouve clairement exprimée cette idée de perception, comme quoi l’affiliation identitaire a une valeur analytique lorsqu’elle est considérée comme un construit partagé par les individus. Le construit de l’idée de nation peut prendre un caractère fixe comme le souligne Anderson, et constituer un aspect identitaire solide à un moment précis dans le temps. Toutefois, comme le souligne Hale, l’identité est de nature changeante en fonction de la transformation de l’environnement social, ou pour Anderson, à travers le développement politique et historique comme ce fût le cas à l’époque moderne.

Ainsi, le nationalisme représente une innovation, plutôt que la version récente d’un phénomène ancien, et n’est donc rien de moins qu’un produit de la modernité. C’est par la Révolution française qu’a été inaugurée une nouvelle forme de communauté humaine, d’identité collective et de régime politique. Nation, État-nation et identité nationale sont donc autant d’éléments nouveaux attribuables à l’époque moderne.⁵³ La modernité a transformé le sens de la notion d’identité ethnique en rassemblant les masses à l’intérieur d’un cadre de conscience et de signification élargi.⁵⁴ Ce sont là les idées centrales de l’approche moderniste résultant de son adéquation avec une conception constructiviste de l’identité et de la nation. Pour certains même, l’apparition de la nation n’est pas simplement un phénomène contingent à la modernité, mais le nationalisme est bel et bien inhérent à la nature même de la modernité, affirmant ainsi un modernisme structurel.⁵⁵

⁵² Benedict Anderson, *L’imaginaire national* (Paris : La Découverte, 1996), 25.

⁵³ Smith, *Nationalism*, 50-1.

⁵⁴ Varshney, “Ethnicity and Ethnic Conflict”, 285.

⁵⁵ Smith, *Nationalism*, 52.

La construction des identités peut se faire suivant deux aspects selon George Schöpflin : par l'ethnicité ou encore par l'État. L'Union soviétique, soutenue par l'idéologie communiste, fut une tentative d'établir un nouveau modèle de loyauté entre l'État et l'individu devant supplanter l'identité ethnique. Pour ce faire, il fallut créer une identification totale envers le système communiste et l'État, tout en dévalorisant l'ethno-nationalisme. En effet, tel une relique du passé, doté d'une simple signification culturelle, ce type de loyauté allait invariablement disparaître au fur et à mesure que les conditions matérielles allaient être égalisées. Toutefois, cette entreprise fut vaine car le communisme ne réussit pas à construire des liens affectifs suffisamment solides entre l'État et l'individu. L'identité ethnique, qui demeura tout au long de la période soviétique la grande compétitrice face à l'État soviétique pour les loyautés individuelles, remplit rapidement le vide laissé par l'effritement de l'idéologie communiste.⁵⁶ Cette analyse nous montre que la construction des identités est limitée, en ce sens que l'identité d'un groupe n'est pas qu'un simple construit complètement malléable, pouvant être transformé rapidement. L'approche constructiviste nous évite plutôt d'appréhender l'identité des groupes comme un produit fixe et rigide dans le temps, en incluant l'idée de perception d'une identité partagée parmi les membres d'un groupe.

Mark R. Beissinger illustre bien cette idée dans son étude du nationalisme et de la mobilisation populaire envers l'ordre politique contesté au moment de la chute de l'URSS. Il y définit le nationalisme en ces termes : “[...] nationalism is not simply about imagined communities; it is much more fundamentally about a struggle for control over defining communities, and in particular, for the control over imagination about

⁵⁶ George Schöpflin, “Nationhood, communism and state legitimation”, *Nations and Nationalism* 1 (1995), 81-91.

community.”⁵⁷ La nation consiste en une communauté d’individus voulant l’auto-détermination politique sur la base de ses propres revendications à mériter ce droit. On y voit donc une volonté tenace de voir la nation imaginée se matérialiser en une réalité sociale, en une catégorie politique convaincante.⁵⁸

Afin de préciser l’approche constructiviste, Henry Hale a par ailleurs introduit les analyses psychologiques dans son explication de l’identité ethnique grâce à l’argument de la réduction des incertitudes, comme motivation fondamentale menant à la tendance universelle qu’ont les individus à apposer des divisions et des catégories afin de faciliter leur compréhension du monde. Le groupe ethnique prend ainsi toute son importance en étant une catégorisation sociale robuste, utilisée dans de nombreuses situations où il est un cadre d’évaluation et d’action dans les relations entre les individus.⁵⁹ La catégorisation en groupes ethniques est significative également du fait des différences culturelles prononcées ou des différences linguistiques entre les groupes : “Because communication is intrinsically important to social life, the presence of a communication barrier renders such differences immediately relevant in social encounters, making it more likely that they will be used as rules of thumb.”⁶⁰

Parce qu’il conçoit les identités ethniques comme des constructions sociales durables dans le temps,⁶¹ le constructivisme est une approche analytique qui permet de décortiquer l’identité des groupes agissant comme acteurs dans les conflits civils et plus particulièrement dans le conflit au centre de cette recherche. Charles King fait d’ailleurs

⁵⁷ Mark R. Beissinger, *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State* (Cambridge : Cambridge University Press, 2002), 18.

⁵⁸ *Ibid.*, 19.

⁵⁹ Hale, “Explaining Ethnicity”, 473.

⁶⁰ Hale, “Explaining Ethnicity”, 474.

⁶¹ Gurr, *Peoples Versus States*, 4.

un récit historique du Caucase et des peuples s’y trouvant en dégagant la démonstration que l’identité des groupes y a toujours été en mouvance, les identités s’étant constamment transformées en fonction des événements vécus par les habitants du Caucase. Concernant l’Arménie, l’Azerbaïdjan et la Géorgie, King confirme que “It was not until the first decades of the twentieth century that these three names would be applied to modern states with clearly delineated borders, drawn along boundaries that had few historical antecedents.”⁶² Les trois empires (perse, ottoman et russe) ayant influencé la région, de même que les déplacements de populations ou les génocides, sont ces événements historiques qui modelèrent les multiples identités des peuples du Caucase et leurs relations les uns par rapport aux autres. D’ailleurs, un autre aspect important de l’argumentaire de King est sa certitude que les identités des peuples du Caucase ont toujours été relationnelles,⁶³ donc érigées en fonction de la comparaison avec l’autre. Cette identification par rapport à l’autre est, de surcroît, constamment en mouvance selon les époques : disparaissant, se reformant ou se transformant toujours selon les relations entre des groupes aux identités instables.

C’est cette évolution de l’identité des groupes à travers les époques, en fonction des relations qu’ils entretenirent entre eux et face aux événements, qui sera intéressante à observer dans cette recherche. Si la vision constructiviste de l’ethnicité a surtout été pertinente jusqu’à ce jour dans l’analyse d’étude de cas de conflit,⁶⁴ la présente recherche espère prouver plus amplement cette pertinence grâce à une étude comparative, où les relations entre les groupes ont mené, dans des contextes similaires, à des résultats

⁶² Charles King, *The Ghost of Freedom. A History of the Caucasus* (Oxford: Oxford University Press, 2008), 15.

⁶³ *Id.*

⁶⁴ Varshney, “Ethnicity and Ethnic Conflict”, 287.

différents de guerre et de paix. Aborder la question de l'ethnicité se réfère en effet à l'identification des individus à un ou plusieurs groupes et à la façon dont cette affiliation affecte les comportements de chacun.

1.2.3 L'instrumentalisation de l'identité

Il s'agit d'un autre courant à l'intérieur de l'approche moderniste de l'ethnicité, qui considère que celle-ci n'est pas inhérente à la nature humaine et n'a pas non plus de valeur intrinsèque. Toutefois, les auteurs adoptant cette vision supposent une seconde prémisse : Si l'on considère que les individus sont des êtres rationnels, alors ceux-ci vont opérer leurs choix quant à l'affiliation et à leurs comportements en fonction de la maximisation de leurs intérêts. Ainsi, l'ethnicité cache plutôt des intérêts basiques et profonds de nature politique et économique et représente un moyen utile afin d'accéder au pouvoir politique ou encore afin de soutirer des ressources à l'État.⁶⁵ La vision instrumentale de l'ethnicité souligne par le fait même le rôle des dirigeants et des élites dans leur utilisation du groupe ethnique comme arène permettant de mobiliser les masses dans leur compétition pour les ressources et le pouvoir. Conséquemment, les élites détiennent un rôle important dans l'avènement des guerres civiles par cette même dynamique de compétition pour les ressources et le pouvoir, ceux-ci utilisant le groupe ethnique pour arriver à leurs fins.

Cette approche a d'ailleurs permis à certains auteurs de développer la thèse des élites prédatrices, soutenant que celles-ci parviennent à instrumentaliser un élément

⁶⁵ *Ibid.*, 282.

identitaire précis afin de diriger une haine vers un autre groupe présenté en termes d'ennemi.⁶⁶ Cette vision stipule donc que l'identité ethnique et le nationalisme n'ont d'importance analytique que dans la mesure où les élites utilisent ces aspects pour mobiliser les masses et légitimer leurs actions visant à accaparer ou à retenir une part de pouvoir politique. Ainsi présenté, le nationalisme peut être considéré comme un argument politique visant l'atteinte de buts politiques à l'intérieur de l'État moderne.⁶⁷ La vision instrumentale s'insère donc dans l'approche moderniste en affirmant que le nationalisme est un phénomène moderne étroitement lié à l'apparition de l'État moderne, auquel s'ajoute un élément important de rationalité chez les élites politiques et leur rôle dans la mobilisation des masses.

Suite à cette thèse, il reste encore à élucider les raisons faisant que les masses sont prêtes à suivre les élites dans leur quête de ressources et de pouvoir, ce que l'approche instrumentaliste résout par un argument similaire de rationalité des acteurs agissant en fonction de leurs intérêts. En effet, l'argument central de la théorie du choix rationnel est que la variable explicative la plus importante à considérer se trouve dans les efforts faits par les individus afin de maximiser leurs préférences de manière rationnelle.⁶⁸ Malgré que la guerre soit une entreprise coûteuse, les individus vont tout de même s'y adonner et commettre des actions violentes qui, dans certaines conditions, vont servir leurs intérêts et permettre de maximiser des profits personnels. De cette façon, les liens à un groupe ne sont pas basés sur un attachement communautaire à caractère ethnique, mais sont plutôt conçus en fonction de la maximisation des intérêts individuels et des liens personnels

⁶⁶ Kaufman, *Modern Hatreds*, 5.

⁶⁷ Smith, *Nationalism*, 60.

⁶⁸ Kaufmann, "Rational Choice", 181.

créés dans ce but. Par exemple, Fearon et Laitin ont effectué une étude où ils affirment la présence d'une coopération ethnique plutôt que d'une forme d'attachement communautaire. Cette coopération est guidée par le fait que les groupes ethniques représentent des réseaux d'information utiles à la maximisation des intérêts individuels.⁶⁹

Idil Tunçer-Kilavuz aborde de façon similaire la formation des allégeances au Tadjikistan et en Ouzbékistan aux lendemains de la chute de l'URSS. L'auteur souligne la complexité des allégeances parmi la population, où les identités se forment au niveau des localités par les relations de solidarité entre les individus. Ceux-ci tiennent une loyauté envers les élites à travers le processus de distribution des ressources, un rôle d'ailleurs détenu presque exclusivement par les élites politiques sous le régime de l'Union soviétique. En contrôlant les ressources et les bénéfices des localités, les élites vont utiliser ce pouvoir pour créer une relation de loyauté avec la population et ainsi construire un support important parmi celle-ci.⁷⁰

Vu sous cet angle, il est possible pour certains auteurs de nier la catégorisation de certains conflits en termes ethniques, en affirmant que ces conflits n'ont pas de causes explicatives distinctes des conflits civils en général.⁷¹ Par exemple, selon John Mueller, ces conflits que l'on caractérise d'ethniques sont en fait de nature banale, en ce sens qu'ils sont menés par de petits groupes, qui vont certes recourir au nationalisme afin de justifier leurs actes, mais qui dans la réalité sont des bandes de voyous et des criminels perpétrant une violence sans retenue sous l'égide de quelques dirigeants avides.⁷² Les

⁶⁹ *Ibid.*, 185.

⁷⁰ Idil Tunçer-Kilavuz, "Understanding Civil War: A Comparison of Tajikistan and Uzbekistan", *Europe-Asia Studies* 63 (2011), 268.

⁷¹ Sambanis, "Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes?".

⁷² John Mueller, "The Banality of « Ethnic War »", *International Security* 25 (2000): 42-70.

écrits de Paul Collier et Anke Hoeffler ont quant à eux permis de développer le concept de *greed and grievance* : Lorsque des opportunités se présentent à eux, les individus vont poser des actes violents afin de combler leur avidité pour le gain privé (*greed*); Selon cette vision empreinte du choix rationnel, la place des doléances (*grievance*) est instrumentale, en ce sens qu'elles sont utilisées par les individus pour venir légitimer leurs entreprises de pillage et d'accapuration des ressources.⁷³

L'identité et l'attachement communautaire n'expliquent pas non plus les allégeances des acteurs prenant part au conflit. Stathis N. Kalyvas soutient que les dynamiques locales sont beaucoup plus parlantes dans l'explication de la violence caractérisant les guerres civiles. La violence ne se pose pas selon des divisions identitaires, mais bien au travers de l'intimité qui lie les individus au niveau local et des bénéfices que les individus obtiennent à résoudre leurs rivalités par la violence.⁷⁴ De même, la dynamique des conflits civils influence grandement le soutien des individus envers l'un ou l'autre des protagonistes. En effet, à mesure que le conflit s'intensifie en violence, les préférences qui pouvaient être ressenties initialement, vont disparaître au profit d'une collaboration en fonction du contrôle exercé par les acteurs sur le territoire. Finalement, lorsque la violence sévit, les loyautés individuelles, normalement motivées par les bénéfices personnels, seront alors motivées en fonction de la survie des individus et elles iront donc envers l'acteur le plus craint face à son utilisation de la violence.⁷⁵

⁷³ Nicholas Sambanis, "Using Case Studies to Expand Economic Models of Civil War", *Perspectives on Politics* 2 (2004), 261.

⁷⁴ Stathis N. Kalyvas, "The Ontology of « Political Violence »: Action and Identity in Civil Wars", *Perspectives on Politics* 1 (2003), 475-94.

⁷⁵ Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War* (Cambridge: Cambridge University Press, 2006), 114.

Les critiques sont par ailleurs nombreuses à l'égard de la théorie du choix rationnel et de l'approche instrumentale, surtout face aux tentatives d'en extraire les causes explicatives des guerres civiles. En effet, de nombreux auteurs ont réfuté la thèse instrumentaliste, du moins une large partie, notamment parce qu'ils assument être important de considérer que les populations prêtes à suivre les élites politiques le font parce qu'elles ont conscience que leurs intérêts collectifs peuvent être mieux servis par ces dirigeants nationalistes.⁷⁶ Walter Kemp met quant à lui en garde contre la tentative d'ignorer les sentiments populaires qui sous-tendent la capacité qu'ont eu ces élites d'atteindre le pouvoir, tout comme il serait erroné de prendre en compte uniquement les doléances de la population sans voir qu'elles peuvent venir exacerber la cupidité de certains acteurs. Pour Kemp, un défi important pour le domaine d'étude des conflits civils est de venir rassembler les thèses fixées sur l'avidité des élites politiques avec celles se fondant sur les doléances des populations.⁷⁷

Il faut donc réitérer la place que se doit d'occuper l'identité des groupes dans une analyse des causes de guerres civiles puisqu'il s'agit d'un facteur analytiquement pertinent, trop catégoriquement mis de côté par certains auteurs qui abordent la simple instrumentalisation de l'identité. Chaim Kaufmann montre par exemple que la réalité de ces conflits a bel et bien permis d'observer que les populations recèlent une volonté d'attachement à des groupes identitaires : le recrutement intra-ethnique, la rareté des défections, de même que la sélection des victimes des violences qui s'opère presque toujours selon l'identité ethnique et les groupes ciblant les individus du groupe adverse

⁷⁶ Gurr, *Peoples Versus States*, 67.

⁷⁷ Walter Kemp, "Selfish Determination: The Questionable Ownership of Autonomy Movements", *Ethnopolitics* 4 (2005).

plutôt que du leur.⁷⁸ Henry Hale montre pareillement, grâce à son apport de la discipline psychologique, que la présence d'une menace faite à l'encontre des membres d'un groupe tend à produire de la cohésion et du favoritisme intra-groupe, une volonté des individus d'accepter un leadership centralisé, une emphase sur les mérites des revendications en jeu, de la méfiance envers l'autre groupe, de même qu'un déficit de communication entre les groupes.⁷⁹

Autrement, Horowitz a souligné la force politique potentielle que représente l'ethnicité en étant notamment une source de cohésion organisationnelle. Qui plus est, en analysant les causes des conflits ethniques sur la base de la compétition que se mènent les groupes, il démontre qu'à travers ces relations compétitives, un groupe préfère les avantages relatifs, c'est-à-dire des avantages qui augmentent l'écart face à un autre groupe, plutôt que les avantages absolus. Les profits en eux-mêmes pouvant être obtenus par la compétition ont ainsi une importance moindre que d'améliorer la position du groupe par rapport à un autre. Cet élément des avantages comparatifs vient donc remettre en doute l'approche du choix rationnel et les théories expliquant les causes des conflits civils grâce aux arguments économique et matériel.⁸⁰

Bref, l'approche instrumentaliste n'apporte pas d'explication satisfaisante dans l'analyse des conflits de type ethnique et il semble que le rôle des attaches identitaires liant les individus à des groupes communautaires fasse consensus chez de nombreux auteurs. Toutefois, comme nous l'avons vu dans la section 1.1.4 concernant le rôle des élites dans les causes des guerres civiles, le rôle occupé par les élites a connu de

⁷⁸ Kaufmann, "Rational Choice", 182-83.

⁷⁹ Hale, "Explaining Ethnicity", 469.

⁸⁰ Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict*.

nouveaux développements dans les analyses de certains auteurs en se combinant à une vision constructiviste de l'identité. Ainsi abordé, le choix rationnel vient alors enrichir les analyses mettant au premier plan une variable identitaire et la relation entre les groupes, en y ajoutant un rôle attribué au niveau des élites politiques en fonction de leurs motivations individuelles.

1.2.4 La centralité des mythes et symboles

L'ethno-symbolisme est une approche qui remet de l'avant l'attachement identitaire des individus à travers une vision constructiviste quant à la perception des membres d'un groupe. L'approche de l'ethno-symbolisme part du constat de la persistance d'un attachement émotionnel puissant, ressenti par les individus envers leur communauté ethnique ou la nation, et tente d'y apporter une explication. Celle-ci débute par la reconnaissance des liens ethniques des communautés et l'influence de ces liens. S'y ajoute l'importance des éléments subjectifs partagés à l'intérieur du groupe, tels que les symboles, les valeurs, les mythes et la mémoire.⁸¹ Les auteurs considèrent l'ethnicité à travers une vision constructiviste, car les éléments déterminants de l'identité sont malléables, tout en détenant un ancrage dans l'histoire et la culture qui peut difficilement être ignoré.⁸²

La théorie ethno-symbolique s'inspire des travaux d'Anthony Smith afin de définir la nature de l'ethnicité, en partant de la définition que l'auteur offre du groupe ethnique comme d'un groupe d'individus partageant des traits communs, tels que la

⁸¹ Smith, *Nationalism*, 62.

⁸² Kaufman, "Symbolic Politics or Rational Choice?", 50.

langue, la race ou la religion, la croyance en un héritage commun et une destinée commune, ainsi qu'une association à un territoire donné.⁸³ Smith soutient l'idée du complexe mythe-symbole comme étant au cœur de ce qui constitue les groupes ethniques. C'est en observant la nature des mythes et des symboles d'un groupe, la mémoire historique et les valeurs communes, de même que les mécanismes de transmission aux futures générations, qu'il est possible de cerner l'identité ethnique.⁸⁴

Cette théorie a par la suite été développée notamment par Stuart J. Kaufman. Celui-ci stipule également que chaque groupe ethnique se définit par un complexe mythe-symbole qui identifie les éléments de la culture commune et les interprétations historiques qui soudent le groupe et le distinguent des autres.⁸⁵ Les mythes se définissent comme une conviction tenue communément par un groupe, qui octroie aux événements et aux actions un sens particulier. Ils sont dédiés, peu importe leur véracité, à aider les individus à comprendre ce qu'un ensemble d'événements signifie pour eux. Les symboles représentent quant à eux des références abrégées aux mythes et leur évocation sert à invoquer et à communiquer une émotion associée au mythe.⁸⁶

Les déterminants de l'identité d'un groupe et de ses membres renvoient à une structure composée de certains éléments, comme la langue, la religion ou des événements historiques, qui sont réels et ancrés. Ces déterminants forgent la perception qu'un groupe a de lui-même et définissent les caractéristiques identitaires que s'attribue un groupe ethnique. Le complexe mythe-symbole peut donc être fixe pour un certain temps, tout

⁸³ Monica Duffy Toft, "Indivisible Territory, Geographic Concentration, and Ethnic War", *Security Studies* 12 (2002), 87.

⁸⁴ Anthony Smith, *The Ethnic Origins of Nations* (Oxford: Blackwell Publishers, 1986), 15.

⁸⁵ Kaufman, "Symbolic Politics or Rational Choice?", 50.

⁸⁶ Kaufman, *Modern Hatreds*, 16.

comme l'identité ethnique qui en découle pour un groupe, mais est néanmoins malléable. En effet, il demeure que des élites peuvent être en mesure de promouvoir une certaine interprétation de l'identité ethnique d'un groupe, par exemple au niveau de l'interprétation d'un événement historique, et ainsi d'utiliser l'ethnicité dans un contexte culturel particulier.⁸⁷

Toft quant à elle identifie le territoire comme un élément déterminant de l'identité des groupes. En effet, pour un groupe ethnique, le territoire est invariablement désigné en tant qu'attribut définissant l'identité du groupe, indissociable de son passé et vital pour la continuité de son existence en tant que groupe distinct.⁸⁸ Ce territoire particulier représente en fait la patrie, ou la terre natale (*Homeland*) : “[...] it is not an object that can be exchanged, but an indivisible attribute of group identity.”⁸⁹ Cela explique pourquoi les groupes tendent à considérer le contrôle sur leur patrie comme une question de survie et ce, indépendamment de la valeur objective du territoire (ses ressources naturelles par exemple). Tel que spécifié par Toft : “Homeland control ensures that a group’s language can be spoken, its culture expressed, and its faith practiced. This intimate connection between homeland territory and the preservation of identity distinguishes ethnic groups from states.”⁹⁰ Le territoire peut aisément être inclus dans le complexe mythe-symbole d'un groupe à travers la perception que ce fait le groupe du territoire qu'il occupe. Tel que le soutient Toft, les groupes ethniques définissent leur identité en considérant le territoire comme inséparable de leur passé et vital pour leur avenir. Les racines ancrées profondément dans la terre-patrie sont souvent évoquées et

⁸⁷ Kaufman, “Symbolic Politics or Rational Choice?”, 50.

⁸⁸ Toft, “Indivisible Territory”, 86.

⁸⁹ *Ibid.*, 87.

⁹⁰ *Id.*

symbolisent cet attachement vital à la terre.⁹¹ Les références au passé sont également puissantes lorsqu'un groupe garde en mémoire l'histoire de combats pour la défense de la terre-patrie face à une invasion ennemie. L'histoire du lien entre le groupe et le territoire est un élément central de la définition identitaire du groupe et de son droit au contrôle politique sur ce territoire, ce que nous verrons clairement en abordant l'identité des Abkhazes et celle des Géorgiens.

La théorie ethno-symbolique éclaire la compréhension des relations conflictuelles entre les groupes. Les différents groupes qui se côtoient sur un territoire donné ont nécessairement un historique d'interactions. Celles-ci les ont positionné les uns par rapport aux autres au fil du temps et se retrouvent par conséquent dans le complexe mythe-symbole des groupes ethniques. Certains auteurs mettent ainsi de l'avant l'importance du rôle joué par le passé, dans lequel va puiser le répertoire culturel des groupes à travers la mémoire, les mythes et les symboles.⁹² Les rancunes historiques démontrent que les relations passées des groupes forment une part de l'identité ethnique et structurent la perception que le groupe a d'un autre. C'est ainsi qu'en plus d'un ethnocentrisme variable, les mythes peuvent également générer, à divers degrés, un portrait de l'autre groupe imagé en termes d'ennemi. Ainsi, Kaufman propose l'hypothèse suivante : "[...] the more a group's myth-symbol complex focuses group hostility on a particular adversary, the greater the probability of a violent clash with that adversary, and the greater the likely intensity of the violence."⁹³ Le complexe mythe-symbole va au-delà de la seule définition des déterminants de l'identité d'un groupe qui soudent celui-ci. Ce

⁹¹ *Ibid.*, 86-87.

⁹² Smith, *Nationalism*, 63.

⁹³ Kaufman, "Symbolic Politics or Rational Choice?", 51.

complexe et les mythes qui s’y trouvent à un moment donné offrent une perception partagée à l’encontre d’un autre groupe. S’y retrouvent ainsi parfois des mythes justifiant l’hostilité et identifiant l’autre groupe en tant que groupe ennemi et/ou inférieur.⁹⁴ C’est au niveau de ce répertoire que les groupes vont aller puiser pour donner une signification aux événements et au contexte qui les entourent.

En ce qui concerne les territoires indivisibles, ils permettent tout autant d’expliquer les heurts violents entre les groupes lorsque ceux-ci considèrent comme leur terre natale une même portion de territoire qu’ils doivent absolument contrôler afin de garantir leur survie en tant que groupe. Les affrontements sont en effet très probables, étant donné l’impossibilité de diviser un territoire possédant cette même caractéristique d’attribut indispensable pour l’identité de deux groupes distincts.⁹⁵ Qui plus est, la volonté de contrôle politique sur le territoire exprimée par un groupe sera perçue en tant que menace directe pour le second groupe. Une menace à la suite peut même être ressentie par celui-ci s’il considère que la domination politique d’un autre groupe sur sa terre-patrie a le potentiel de le faire disparaître, culturellement ou démographiquement.

Roger D. Petersen souligne l’attachement émotionnel puissant envers le groupe ethnique puisqu’il remarque un aspect primordial qui se manifeste au moment de conflits ethniques, lorsque survient une réduction et une simplification brutale des identités venant motiver et guider les actions des individus.⁹⁶ Ceux-ci en viennent alors à opérer selon un cadre où seulement certaines identités ont du sens.⁹⁷ Les modèles que Petersen

⁹⁴ *Id.*

⁹⁵ Toft, “Indivisible Territory”, 84.

⁹⁶ Roger D. Petersen, *Understanding Ethnic Violence. Fear, Hatred, and Resentment in Twentieth-Century Eastern Europe*, (Cambridge: Cambridge University Press, 2002), 3.

⁹⁷ *Ibid.*, 5.

propose se basent sur l'idée que, dans certaines circonstances, une émotion peut entraîner un désir bien particulier qui tend à devenir dominant et primordial. Quatre émotions préparent les individus à agir afin de satisfaire des préoccupations et leurs désirs respectifs : la peur se lie à la sécurité, la haine se lie aux doléances historiques, le ressentiment se lie aux divergences en ce qui concerne le statut et l'estime de soi et finalement, la rage est liée à la frustration et conduit à des actions autodestructrices.⁹⁸ L'existence d'une de ces émotions ne nécessite pas qu'elles aient des racines anciennes pour émerger chez les individus, mais elles viennent néanmoins façonner profondément leurs comportements.⁹⁹

Ceci étant dit, plusieurs auteurs perçoivent les nations modernes comme étant une forme spécialisée de communauté ethnique et se distancient ainsi de l'approche moderniste. De là s'explique la récurrence de l'utilisation d'un répertoire symbolique dans les discours nationalistes et les références faites au passé afin de démontrer la continuité culturelle du groupe. L'approche ethno-symboliste se distancie également de l'instrumentalisation de l'identité par les élites et met plutôt de l'avant une relation réciproque entre les élites et la population. Ainsi, les populations limitent parfois les projets nationalistes des élites à l'intérieur des paramètres socioculturels de leurs traditions, tout comme elles peuvent fournir motifs et hommes afin d'atteindre des buts nationalistes.¹⁰⁰ Ce travail emprunte le chemin analytique de cette approche qui apparaît être la plus appropriée afin d'aborder l'identité des groupes géorgiens, abkhazes et adjars et de comprendre les relations conflictuelles ou pacifiques entre ceux-ci. Par conséquent,

⁹⁸ *Ibid.*, 19.

⁹⁹ Varshney, "Ethnicity and Ethnic Conflict", 281.

¹⁰⁰ Smith, *Nationalism*, 62.

l'utilisation d'une approche constructiviste est plus appropriée afin de répondre à la question de recherche, en affirmant qu'un facteur comme l'identité et la consistance de ce concept selon les contextes est déterminant dans l'explication d'un phénomène.

1.3 Méthodologie

Afin de comprendre et d'expliquer le phénomène à l'étude, une analyse comparative semble la méthode la plus adéquate car son but est d'élucider les raisons expliquant qu'il n'y ait pas eu de conflit en Adjarie. Cette comparaison s'inspirera de la méthode des différences telle que présentée par John Stuart Mill et se fera entre le cas de l'Abkhazie et celui de l'Adjarie. Mill décrit l'utilité de la méthode des différences du fait qu'elle sert à analyser deux choses qui sont semblables au niveau de toutes les autres variables, exceptée celle qui fait l'objet d'étude, c'est-à-dire la guerre civile dans le cas présent.¹⁰¹ L'Abkhazie et l'Adjarie ont en effet un contexte géopolitique et des structures institutionnelles dont ce travail tentera de prouver la similarité.

La première hypothèse, en ce qui concerne d'abord le facteur géopolitique, s'inspirera des connaissances et des théories qui ont déjà été élaborées dans ce domaine pour tenter de démontrer que ce facteur n'est pas suffisant afin d'élucider pourquoi l'Adjarie n'a pas connu le même sort que l'Abkhazie. Les caractéristiques de ces deux territoires seront analysées selon deux dimensions de la géopolitique classique, qui en sont les déterminants majeurs : la dimension militaro-stratégique et la dimension

¹⁰¹ John Stuart Mill, *John Stuart Mill's Philosophy of Scientific Method* (New York: Hafner Press, 1950).

économique.¹⁰² Il y a toutefois une distinction importante à faire au niveau de ce facteur, soit entre la géopolitique classique d'une part, comprenant essentiellement des éléments analytiques matériels (domaine militaire/stratégique et domaine économique), et la nouvelle géopolitique d'autre part, qui tente d'inclure à ces deux dimensions traditionnelles, des éléments d'analyse inspirés du courant constructiviste (dimension démographique et dimension idéologique).¹⁰³ En fait, il faudra démontrer que les déterminants géopolitiques traditionnels ont la même valeur pour les régions de l'Abkhazie et de l'Adjarie, ce facteur n'étant donc pas en mesure d'expliquer la distinction entre elles concernant le déclenchement du conflit. Quant aux éléments ajoutés à la nouvelle géopolitique, les dimensions démographique et idéologique, malgré qu'ils ne soient plus niés par les tenants de cette approche, demeurent peu utilisées et n'occupent pas encore une place éminente dans les analyses géopolitiques actuelles.

La deuxième hypothèse propose d'ailleurs de résoudre la question de recherche à travers une vision constructiviste, en mettant au centre de l'explication le facteur identitaire et démontrer qu'il jette l'éclairage approprié aux causes de l'absence de conflit en Adjarie. Nous tenterons ainsi de démontrer que les Adjars ne représentent pas un groupe avec une identité suffisamment distincte de l'identité géorgienne pour entraîner un conflit entre ces deux groupes. L'absence de conflit en Adjarie sera ainsi expliquée du fait que les Adjars ne se considèrent pas comme fondamentalement distincts des Géorgiens, et vont même jusqu'à s'inclure en tant que membres de ce groupe. Les Géorgiens considérant également de leur côté que les Adjars sont ethniquement

¹⁰² Piskunova, "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie", 16.

¹⁰³ *Id.*

géorgiens. Cette situation entraîne conséquemment que la dynamique ayant mené au conflit abkhaze ne pouvait pas survenir dans ce cas.

Les indicateurs qui permettront de démontrer la première hypothèse par rapport au facteur géopolitique sont, en ce qui concerne d'abord la dimension militaro-stratégique, l'emplacement des bases militaires ainsi que les moyens militaires dans les territoires de l'Abkhazie et de l'Adjarie, ainsi que les voies stratégiques. Pour la dimension économique, il s'agit surtout de regarder les ressources naturelles présentes, de même que les voies permettant leur acheminement.¹⁰⁴ Pour analyser le facteur institutionnel, nous regarderons ce qui a motivé les décisions de l'attribution du statut autonome de l'Abkhazie et de l'Adjarie, décision qui fut prise lors du fondement de l'Union soviétique. Il faudra aussi observer le poids démographique de chacun des groupes, de même que les élites administratives afin de voir si les affiliations identitaires ont été suffisamment fortes pour pénétrer les organisations, formant ainsi des lieux sociaux exclusifs à chacun des groupes.¹⁰⁵

Les indicateurs permettant d'analyser la distance identitaire entre les groupes sont également divers. D'abord, les éléments classiques de l'identité, tels que la langue parlée et écrite, la religion, de même que l'organisation sociale seront analysés. Il sera ici question de voir l'évolution de ces différents indicateurs de l'identité dans l'histoire générale des Adjars, des Abkhazes et des Géorgiens, mais aussi à travers les politiques menées par l'URSS dans ces secteurs afin d'en dégager les réactions qu'elles provoquent chez ces groupes. Ensuite, l'historiographie devra être observée, à travers

¹⁰⁴ *Id.*

¹⁰⁵ Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict*, 8.

les livres d'histoire, les publications dans les journaux et les discours politiques, afin d'en faire ressortir les oppositions historiques entre les groupes et la manière dont certains moments clés de l'histoire sont récupérés et réinterprétés par les groupes. Par exemple, un regard sur les origines de la formation politique de l'État géorgien, face à l'organisation politique des Abkhazes et des Adjar et la légitimité que s'octroient les groupes à dominer politiquement leur territoire.

La période de l'Union soviétique est également essentielle à observer, notamment par une analyse du processus d'élaboration par le pouvoir soviétique de la liste des nationalités pour les différents recensements des peuples de l'URSS. De plus, la déportation des peuples musulmans du sud de la Géorgie en 1944, qui ne furent pas tous pareillement touchés, fait ressortir les significations majeures et les conséquences de cet événement sur les groupes, notamment sur l'identité adjar.¹⁰⁶ Des auteurs étudiant le Caucase ont d'ailleurs souligné l'importance du contexte historique de la manipulation démographique qu'ont subi les minorités de cette région par la Russie et la Géorgie au cours des derniers siècles. Tous les peuples du Caucase demeurent âprement conscients de ces diverses tragédies historiques qui leur ont été infligées par les pouvoirs régionaux.¹⁰⁷ Ces événements, que l'on peut définir comme des actes querelleux et potentiellement subversifs défiant les pratiques normalisées, sont des moments charnières où se jouent les loyautés identitaires. Les actions qui s'y déroulent ont le potentiel de venir transformer la compréhension, les opinions, de même que la conception des identités par les nombreuses significations qu'elles contiennent et souvent l'image

¹⁰⁶ Alexandre Bennigsen and S. Enders Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire. A Guide* (Bloomington & Indianapolis : Indiana University Press, 1985).

¹⁰⁷ B. G. Hewitt, "Demographic Manipulation in the Caucasus (with Special Reference to Georgia)", *Journal of Refugee Studies* 8 (1995), 51.

déformée qu'elles projettent; "The backlash effects of repression, the outrage that erupts from intergroup violence, the anger that materializes out of callous government responses to emotionally charged demands [...]".¹⁰⁸

Anthony Smith, dans son analyse des origines ethniques de la nation, propose des attributs culturels comme indicateurs subjectifs, tels que la mémoire, les mythes, les valeurs et les symboles.¹⁰⁹ Selon Henry Hale, la mémoire est un élément important à considérer puisqu'elle apporte un sens de continuité et parce qu'elle est une référence lorsque des événements surviennent, permettant aux membres d'un groupe de puiser dans les expériences passées, notamment quant aux relations avec les autres groupes. Les mythes et les symboles entrent dans cette même logique lorsqu'ils viennent renforcer l'impression de compréhension commune et partagée des membres du groupe, rendant ainsi encore plus robuste la catégorisation en termes de groupes ethniques.¹¹⁰ Ces mythes et symboles seront donc identifiés au regard de l'historiographie. On retrouve également les traces de ces mythes et symboles lorsque ceux-ci sont activés : notamment par les élites dans leurs discours et déclarations; lors des manifestations où la population se rassemble et scande divers slogans; dans les journaux et autres médias distribués parmi la population. Par cette démarche méthodologique, l'identité adjar, s'il en est une, devrait être mise en lumière et permettre ainsi de démontrer la véracité de la seconde hypothèse.

¹⁰⁸ Beissinger, *Nationalist Mobilization*, 23.

¹⁰⁹ Anthony D. Smith, *The Ethnic Origins of Nations* (Oxford: Blackwell Publishers, 1986).

¹¹⁰ Hale, "Explaining Ethnicity", 467.

CHAPITRE 2

L'Abkhazie, l'Adjarie et leurs similarités : les facteurs géopolitique et institutionnel

Ce second chapitre aborde deux grandes dimensions de la comparaison entre l'Abkhazie et l'Adjarie avec pour objectif de démontrer leur équivalence pour les deux régions géorgiennes. Nous entamons la première hypothèse de ce travail en débutant par le facteur géopolitique, décliné en trois composantes, soit la géographie d'une part, et les dimensions militaire et économique d'autre part. Dans un deuxième temps, il sera question des structures institutionnelles, également similaires pour les deux RSSA. Nous y décrirons d'abord la manière dont s'est opéré le découpage de l'URSS et la justification de ce découpage à travers la définition des nationalités par le pouvoir soviétique. Nous ferons à ce stade déjà un pont avec le facteur identitaire en mentionnant la volonté d'auto-détermination exprimée par certains groupes au Caucase, entre la Première Guerre mondiale et la consolidation du pouvoir soviétique dans la région. Ceci servira à établir que la structure institutionnelle en Géorgie, octroyant un statut autonome à l'Abkhazie et à l'Adjarie, n'est pas nécessairement conforme au niveau de conscience nationale exprimée par les groupes à cette époque. Ensuite, nous ferons une description de la situation démographique sur toute la période de l'Union soviétique, mais surtout à la veille du conflit civil en Abkhazie, étant donné que la situation démographique particulière des Abkhazes ne peut être ignorée. Le tout permettra de conclure que les dimensions militaro-stratégique et économique de la géopolitique traditionnelle ne sont pas suffisantes pour expliquer le conflit en Abkhazie et l'absence de conflit en Adjarie.

2.1 L'équivalence des éléments géopolitiques

Le facteur géopolitique n'est pas suffisant pour répondre à la question de recherche puisqu'il s'agit d'une variable similaire pour les deux cas en comparaison. L'approche réaliste omet d'analyser les groupes et leur rôle dans le déclenchement des conflits civils. Ce faisant, elle ne considère pas l'identité ni les relations entre ces groupes et comment ils en viennent à entrer dans des rapports conflictuels et violents. La comparaison entre l'Abkhazie et l'Adjarie rend cette lacune de l'approche réaliste flagrante étant donné que les deux régions sont étonnamment similaires en ce qui a trait aux éléments de géopolitique analysés classiquement par les réalistes. Ainsi, la comparaison des composantes géographique, militaire et économique nous permet de constater que le facteur géopolitique n'est pas suffisant pour expliquer le déclenchement de conflit civil comme celui qui nous intéresse en Abkhazie.

2.1.1 Les conditions géographiques propices aux insurrections

Nous pouvons tout d'abord observer les éléments géographiques afin d'analyser leur influence potentielle sur les conflits, tel que l'ont fait Fearon et Laitin selon les conditions propices aux insurrections. L'analyse quantitative menée par ces auteurs sur les conditions d'insurrection a notamment démontré que la présence de montagnes est significativement reliée à un risque plus élevé de guerre civile.¹¹¹ Toutefois, ce résultat ne permet pas de distinguer l'Abkhazie de l'Adjarie puisque toutes deux ont un paysage accidenté. En effet, ces deux régions de la Géorgie possèdent un paysage montagneux : la

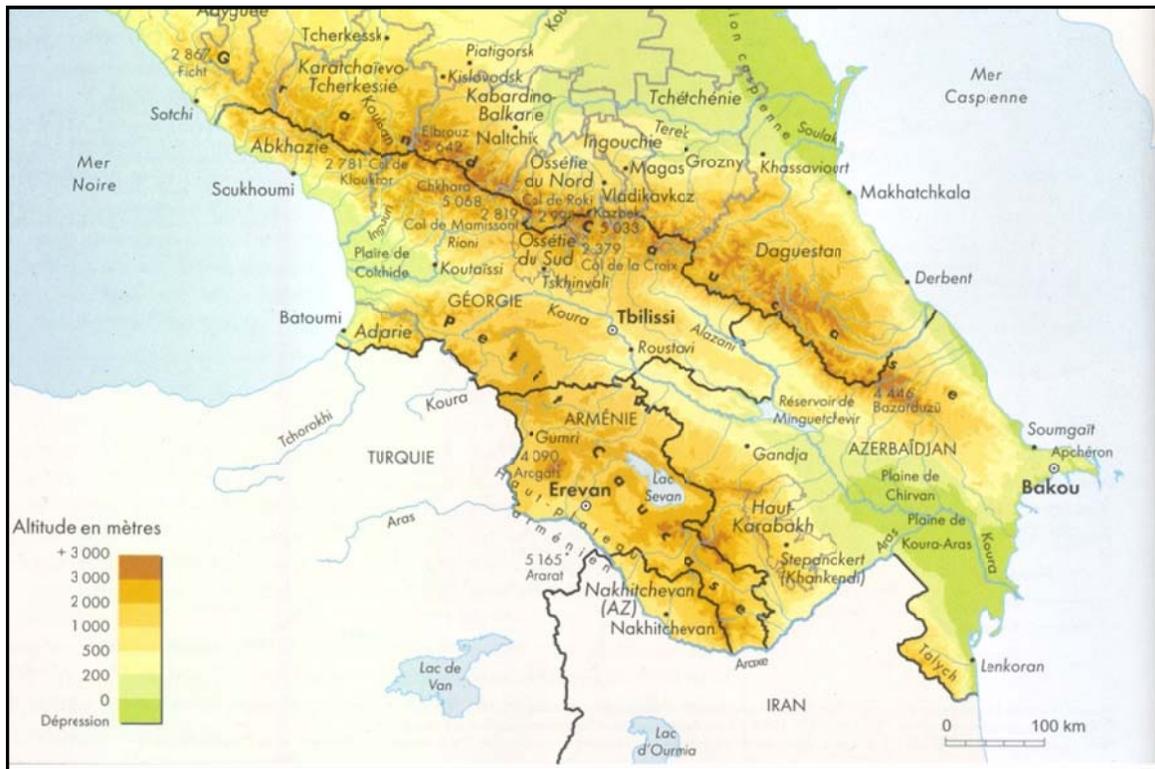
¹¹¹ Fearon and Laitin, "Ethnicity, Insurgency, and Civil War", 85.

chaîne du Grand Caucase à la frontière Nord de l'Abkhazie, clôturant la frontière avec la Russie; celle du Petit Caucase à la frontière Sud de l'Adjarie, clôturant la frontière avec la Turquie (Figure 1). Cette première condition insurrectionnelle est donc similaire pour les deux régions.

Fearon et Laitin identifient comme autres conditions géographiques propices à l'insurrection la distance par rapport à la capitale du pays, de même que l'accessibilité de certaines parties du territoire. Une distance éloignée par rapport à la capitale et une accessibilité limitée de certaines régions sont des éléments qui représentent un risque plus élevé d'insurrection dans ces endroits particuliers d'un État. Il s'agit là encore d'un élément qui n'arrive pas à distinguer les deux régions qui nous intéressent, d'abord parce qu'une distance similaire sépare l'Abkhazie et l'Adjarie de Tbilissi, la capitale géorgienne. Ensuite, parce que le système routier à la fin de l'URSS offre des voies de transport en partance de Tbilissi vers l'Abkhazie, de même que vers l'Adjarie. De plus, le système ferroviaire relie pareillement Tbilissi aux deux régions.¹¹²

¹¹² Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase* (Paris : Éditions Autrement, 2009), 48-9.

Figure 1 : Le relief des pays du Caucase



Source : Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase* (Paris : Éditions Autrement, 2009), 12.

Bref, l'Abkhazie et l'Adjarie ont toutes deux un relief géographique similaire et accidenté par des chaînes de montagnes, alors que le réseau de transport les dessert équitablement à la fin de l'URSS. Ceci mène au constat que les hypothèses de Fearon et Laitin sur les conditions d'insurrection ne permettent pas de distinguer ces deux régions et d'affirmer que l'une ou l'autre détient davantage de conditions propices aux mouvements insurrectionnels. Ceci étant dit, les conclusions de Fearon et Laitin servent à comparer les risques d'insurrections entre les États et démontrent que l'on retrouve en Géorgie un risque plus élevé de guerre civile, notamment par la présence de chaînes de montagnes, comparativement à des États ne détenant pas ces mêmes caractéristiques

géographiques. La comparaison entre l'Abkhazie et l'Adjarie illustre donc la portée explicative limitée de leur étude par l'entremise des caractéristiques géographiques comme variables indépendantes afin d'expliquer l'avènement des guerres civiles.

Un élément géographique sur lequel il apparaît nécessaire de se pencher plus longuement concerne la présence des États voisins aux deux régions. La Géorgie a dans son voisinage la Russie sur sa frontière Nord, la Turquie sur sa frontière Sud, de même que l'Arménie et l'Azerbaïdjan à l'Est. Puisque la Russie a joué un rôle majeur dans le conflit en Abkhazie, tout comme en Ossétie du Sud, il semble pertinent de se questionner sur la proximité géographique de l'Abkhazie et de la Russie, ou plutôt de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) si l'on parle de la république russe dans le contexte de l'URSS. Fearon et Laitin ont abordé cette question par rapport au soutien que des gouvernements étrangers peuvent apporter aux insurgés en termes de technologie militaire, de financement ou de formation, sans toutefois arriver à prouver de manière significative la valeur explicative de cette hypothèse.¹¹³

En URSS, le réseau routier du Caucase fonctionne tel un cul-de-sac, c'est-à-dire que les routes en direction du Sud et la reliant aux États voisins de l'Iran et la de Turquie sont soit fermées ou peu accessibles.¹¹⁴ L'Adjarie est ainsi relativement coupée de la Turquie, contrairement à l'Abkhazie face à la RSFSR, reliées entre elles par des routes ainsi qu'un chemin de fer longeant la côte de la mer Noire. Néanmoins, les réseaux routiers du Caucase ont de tout temps dû faire face à des contraintes géographiques

¹¹³ Fearon and Laitin, "Ethnicity, Insurgency, and Civil War", 80.

¹¹⁴ Radvanyi et Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase*, 48.

complexes. Les voies traversant la chaîne du Grand Caucase furent toujours incertaines et leur caractère saisonnier ne permet guère un flux de transport important.¹¹⁵ Un accès plus facile vers la république russe voisine, grâce au chemin ferroviaire longeant le littoral abkhaze de la mer Noire, représente toutefois un fait qui distingue quelque peu l'Abkhazie de l'Adjarie.

Pourtant, cette facilité de déplacement entre la Russie et l'Abkhazie ne constitue pas en soi une explication suffisante pour élucider les raisons du déclenchement de la guerre civile dans cette région. Comme nous le verrons plus bas, la Russie n'est intervenue officiellement dans le conflit qu'une fois celui-ci déclenché entre les troupes abkhazes et géorgiennes. Tout comme l'effet de proximité ne peut expliquer à lui seul l'intervention, subséquente au déclenchement des hostilités en Abkhazie, des militaires russes sur le territoire abkhaze. Le cas du conflit entre la Transnistrie et la Moldavie conforte cette idée. Les troupes russes de la 14^e armée, déjà stationnées en Transnistrie, sont appelées à intervenir en soutien aux forces paramilitaires de Transnistrie et ont ainsi pris activement part au conflit qui a éclaté dès 1992.¹¹⁶ Cet engagement militaire russe s'est donc fait alors que la Russie n'a pas de frontière commune avec la Transnistrie ou la Moldavie, en étant séparé par l'Ukraine. La proximité géographique n'a donc pas une valeur explicative suffisante dans les causes du conflit en Abkhazie.

¹¹⁵ *Ibid.*, 49.

¹¹⁶ Steven Roper, "Regionalism in Moldova: The Case of Transnistria and Gagauzia", *Regional and Federal Studies* 11 (2001), 107.

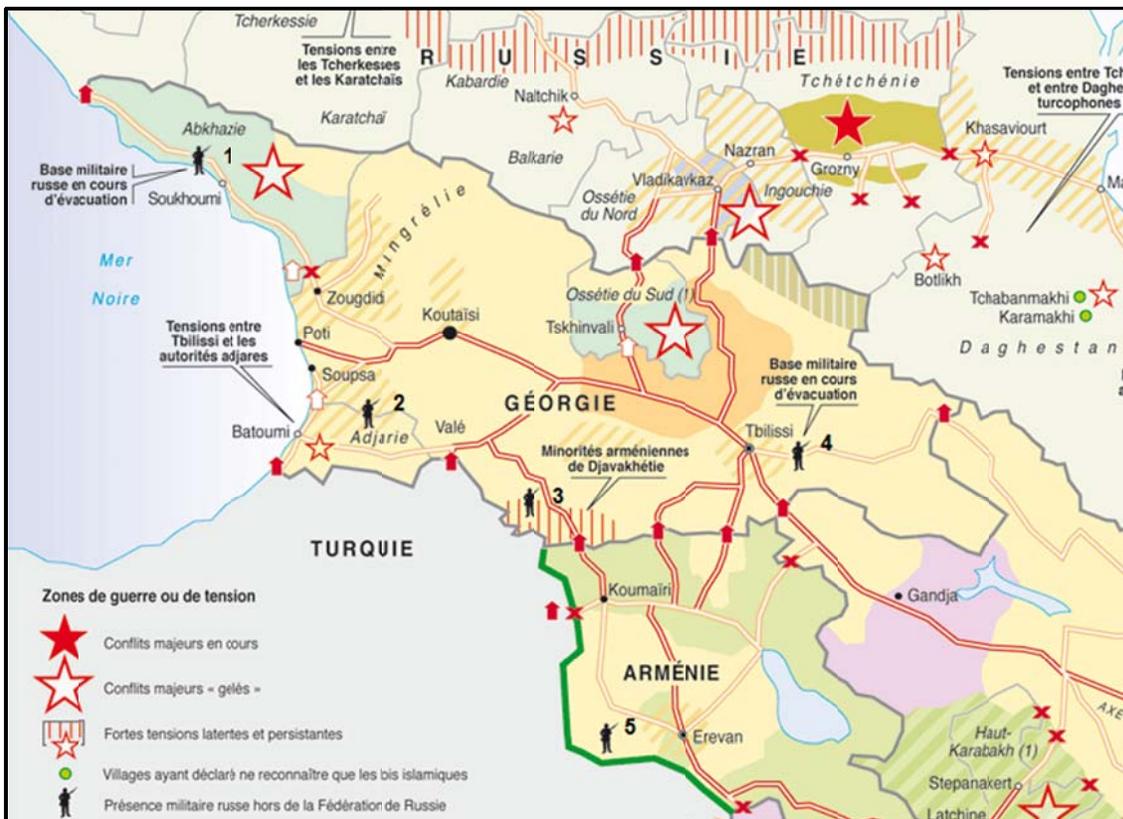
2.1.2 L'héritage militaire soviétique

Un premier élément à observer dans la dimension militaire du facteur géopolitique concerne l'héritage de l'Union soviétique dans le secteur de l'armement nucléaire, ainsi que les infrastructures et les effectifs militaires. Cet élément est important à analyser puisqu'il pourrait établir une distinction pertinente pour expliquer les causes du conflit en Abkhazie si celle-ci avait hérité sur son territoire de moyens militaires supérieurs à ceux se trouvant en Adjarie. L'Union soviétique fonde sa superpuissance mondiale sur l'armement nucléaire et les infrastructures de cet armement sont disposées à travers les républiques de l'URSS. La Géorgie ne possède toutefois pas d'armement nucléaire proprement dit sur son territoire, seul un réacteur de recherche nucléaire se situe à Tbilissi et celui-ci fut fermé en 1990.¹¹⁷ C'est essentiellement par la présence de quatre bases militaires que se concrétise l'héritage soviétique en Géorgie. Elles sont ainsi disposées sur le territoire : à Batoumi (Adjarie), à Akhalkalaki (Samtskhé-Djavakhéti), à Goudaouta (Abkhazie), ainsi qu'à Vaziani (Tbilissi) (Figure 2).¹¹⁸

¹¹⁷ Quatre États post-soviétiques se retrouvent avec de l'armement nucléaire suite à la chute de l'URSS, soit la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine. Karen Dawisha and Bruce Parrott, *Russia and the New States of Eurasia. The Politics of Upheaval* (Cambridge : Cambridge University Press, 1994).

¹¹⁸ Piskunova, "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie", 40.

Figure 2 : Bases militaires russes en Géorgie



Bases militaires : 1) Goudaouta, 2) Batoumi, 3) Akhalkalaki, 4) Vaziani, 5) Gyumri.
 Source : Jean Radvanyi et Nicolas Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase* (Paris : Institut national des langues et civilisations orientales INALCO, 1996).

Les deux régions qui nous intéressent dans ce travail ont donc chacune sur leur sol une base militaire, ce qui apporte un premier élément de similarité pour cette dimension. Cet ensemble de bases militaires russes réparties en Géorgie, combiné à la base située à Gyumri en Arménie, représentent le groupe opérationnel des troupes russes de Transcaucasie (GRVZ), nommé ainsi par la Russie dans les années suivant le

démantèlement de l'URSS.¹¹⁹ Les bases russes de Batoumi et d'Akhalkalaki, combinées à celle de Gyumri en Arménie, constituent un dispositif militaire d'arc stratégique à la frontière de la Turquie, servant de démarcation entre les forces du Pacte de Varsovie et celles de l'OTAN.¹²⁰ Les quatre bases militaires se situant sur le territoire géorgien comptent quelques 20 000 militaires en 1992, chiffre qui diminue rapidement dans les années suivantes, se chiffrant à environ 15 000 hommes en 1993,¹²¹ et à seulement 9 200 à la fin de la décennie, en 1999.¹²² La Russie poursuit ainsi un repli des effectifs militaires au courant de la décennie 1990, notamment en Géorgie. Ce sont par ailleurs les bases de Batoumi et d'Akhalkalaki sur lesquelles achoppe particulièrement ce retrait, notamment à cause de la proximité avec l'Arménie,¹²³ mais plus généralement pour l'enjeu de protection frontalière comme nous le verrons plus bas.

En ce qui concerne l'Abkhazie, la base militaire qui s'y trouve contient lors de la dissolution de l'URSS un nombre limité d'engins d'artillerie et de véhicules blindés.¹²⁴ Le rôle de la base militaire russe de Goudaouta prend de l'envergure une fois le conflit déclenché entre les troupes géorgiennes et abkhazes. En effet, suite à l'entrée des troupes géorgiennes dans la région abkhaze, qui interviennent en août 1992 ce qui a pour effet de déclencher le conflit civil en Abkhazie, et alors qu'elles prennent le contrôle de

¹¹⁹ Robert L. Larsson, "The Enemy Within: Russia's Military Withdrawal from Georgia", *The Journal of Slavic Military Studies* 17 (2004), 408.

¹²⁰ Thomas Balivet, *Géopolitique de la Géorgie. Souveraineté et contrôle des territoires* (Paris : L'Harmattan, 2005), 37.

¹²¹ Piskunova, "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie", 40.

¹²² Martha Brill Olcott, Anders Åslund and Sherman W. Garnett, *Getting it Wrong. Regional Cooperation and the Commonwealth of Independent States* (Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 1999), 85.

¹²³ Mark Leonard and Charles Grant, "Georgia and the EU: Can Europe's neighbourhood policy deliver?", *Center for European Reform* (2005). En ligne. http://www.cer.org.uk/sites/default/files/publications/attachments/pdf/2011/policybrief_georgia_sept05-833.pdf (page consultée le 4 avril 2012).

¹²⁴ Olcott, Åslund and Garnett, *Getting it Wrong*, 85.

Soukhoumi et de Gagra,¹²⁵ plusieurs dirigeants abkhazes se retirent dès septembre à Goudaouta, se mettant de fait sous la protection du contingent russe s’y trouvant.¹²⁶ S’y ajoute, en mai 1994, un bataillon de forces russes de maintien de la paix, conformément à la décision du Conseil de sécurité d’élargir le mandat de la MONUG.¹²⁷ Les troupes russes étaient déjà en opération sur le territoire abkhaze depuis quelques mois en support aux troupes abkhazes, tout en travaillant à la mise en place d’un accord de cessez-le-feu dans la lignée du conflit civil.¹²⁸ 3 000 soldats russes sont ainsi déployés pour le maintien de la paix entre l’Abkhazie et la Géorgie, en plus des quelques 100 observateurs onusiens.¹²⁹ De plus, à la fin de l’année 1993, un accord est conclu entre la Géorgie et la Russie par lequel la Géorgie se voit forcée d’intégrer la CEI en échange de garanties pour sa sécurité de la part de la Russie. Notamment, une coopération frontalière entre les deux États amène la Russie à augmenter le nombre de gardes-frontières russes, passant de 8 000 à 10 000 hommes, déployés à la fois le long de la frontière entre la Russie et l’Abkhazie, de même que sur le long de la frontière turco-géorgienne.¹³⁰ C’est pour cette raison que, comme nous l’avons mentionné plus haut, le retrait des troupes russes en Géorgie achoppe pour les bases de Batoumi et d’Akhalkalaki, qui entrent dans cette politique de coopération entre la Russie et la Géorgie pour la protection frontalière.

¹²⁵ Christoph Zürcher, *The Post-Soviet Wars. Rebellion, Ethnic Conflict, and Nationhood in the Caucasus* (New York & London: New York University Press, 2007), 131.

¹²⁶ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 128.

¹²⁷ Organisation des Nations Unies. *MONUG*.

¹²⁸ Olcott, Åslund and Garnett, *Getting it Wrong*, 93.

¹²⁹ Zürcher, *The Post-Soviet Wars*, 131.

¹³⁰ Olcott, Åslund and Garnett, *Getting it Wrong*, 90.

Concernant la base militaire de Batoumi, celle-ci compte au milieu des années 1990 environ 2 900 hommes.¹³¹ Le personnel de la base est majoritairement recruté localement et le degré d'indigénisation des troupes est par conséquent très élevé.¹³² Ainsi, au milieu des années 1990, des données montrent qu'entre 60 % et 90 % des effectifs militaires présents dans la base de Batoumi, de même que dans celle d'Akhalkalaki, sont Géorgiens ou Arméniens.¹³³ Cette situation ajoute un avantage économique pour ces régions par la création d'emplois, en plus des opportunités d'affaires qui sont également grandes étant donné la collusion élevée avec les autorités locales.¹³⁴ D'ailleurs, en 1995, le général W. Gladyshev s'est vu retirer le commandement de la base de Batoumi par le général du groupe d'armée russe de Transcaucasie, en raison de ses intérêts communs trop importants avec le président adjar, Aslan Abashidze.¹³⁵ La connivence entre le personnel de la base militaire et les autorités locales avait le potentiel de faire émerger, pour l'État géorgien, de peurs quant à son intégrité territoriale. Des peurs stimulées à la fois par la présence militaire étrangère russe en Géorgie et parallèlement, par la perte du contrôle, réelle ou imaginée, sur une partie du territoire étant donné le rapprochement des troupes de la base de Batoumi avec les autorités locales en Adjarie. Les peurs provoquées par la présence de bases militaires russes prévalent donc autant pour le territoire adjar que pour celui de l'Abkhazie, peurs qui ont été en partie confirmées dans ce dernier cas, avec la protection dont ont pu jouir les dirigeants abkhazes en s'y réfugiant lors du conflit.

¹³¹ Mihai Gribincea, *The Russian Policy on Military Bases: Georgia and Moldova* (Editura Cogito, 2001), 48.

¹³² Olcott, Åslund and Garnett, *Getting it Wrong*, 85.

¹³³ Global Investment Center, *Russia Air Force Handbook* (Washington: International Business Publication, 2011), 77.

¹³⁴ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 38.

¹³⁵ *Ibid.*, 39.

Le projet de la CEI est un échec du point de vue militaire, car il n'a pas permis de mettre en place une force de sécurité multinationale qui puisse venir prendre le relais du secteur militaire suite à la chute de l'URSS. Les forces militaires de l'Union soviétique passent plutôt sous commandement militaire russe à la fin de l'Union.¹³⁶ Les années 1992 et 1993 sont marquées par une incohérence dans la politique extérieure de la Russie, alors que les décisions militaires, dont celle de venir appuyer les troupes abkhazes lors des hostilités, ont été prises de manière individuelle au niveau du commandement local.¹³⁷ Ainsi, même au niveau du déroulement du conflit, le rôle de la Russie est ambigu, à travers des actions telles que le transfert d'armes, ou en laissant des combattants venus du Nord-Caucase traverser la frontière vers l'Abkhazie. Les autorités centrales, partagées par des positions divergentes sur le conflit en Abkhazie et le rôle devant être joué par la Russie, ont accepté un laisser-aller chez les militaires russes présents sur les lieux, sans pour autant adopter une position claire d'ingérence ouverte dans le conflit abkhaze.¹³⁸ Les arguments parmi les dirigeants russes en faveur d'une ingérence dans le conflit étaient par ailleurs principalement liés à la présence de citoyens russes en Abkhazie.¹³⁹

Bref, les années 1991 et 1992 sont beaucoup trop rapprochées des événements perturbateurs du démantèlement de l'armée soviétique pour affirmer que l'armée russe a joué un rôle officiel et posé des actions organisée, dirigées vers un but précis lors du déclenchement du conflit en Abkhazie. Une chose est toutefois certaine, c'est qu'il se trouve des effectifs militaires russes tant en Abkhazie qu'en Adjarie dû à la présence

¹³⁶ Dawisha and Parrott, *Russia and the New States of Eurasia*, 231.

¹³⁷ Piskunova, "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie", 62.

¹³⁸ *Ibid.*, 70.

¹³⁹ *Ibid.*, 54.

d'une base militaire dans chacune de ces régions. La présence militaire en territoire abkhaze n'est donc pas un facteur suffisant pour expliquer le déclenchement de la guerre civile à cet endroit.

Les voies stratégiques sont un autre point important à aborder de la dimension militaire. Le fait que la région du Caucase se présente comme une bande de terre permettant de relier la Russie au Proche-Orient, tout en séparant la mer Noire de la mer Caspienne, en fait une jonction géostratégique majeure. En Géorgie, tant l'Abkhazie que l'Adjarie possèdent une côte donnant sur la mer Noire fournissant un accès maritime. Sous l'URSS, le pouvoir soviétique contrôle tout le littoral de la mer Noire à l'exception des côtes de la Turquie. Lorsque l'URSS devient chose du passé, l'indépendance de l'Ukraine et de la Géorgie réduit drastiquement le kilométrage de côtes détenu par la Russie et, conséquemment, son accès maritime par la mer Noire. Cet accès se limite désormais à environ 300 kilomètres en mer d'Azov, ce qui incarne un facteur géopolitique susceptible d'amener la Russie à vouloir contrôler une plus large portion de côtes, en empiétant notamment sur le littoral géorgien.¹⁴⁰ Cet argument sert les analyses cherchant à expliquer l'intervention russe dans les guerres civiles en Géorgie et se rapporte à l'influence de la Russie dans le déroulement et la non-résolution du conflit abkhaze.

La présence de plusieurs kilomètres côtiers en Adjarie donnant un accès maritime est une caractéristique que partage la région avec l'Abkhazie. La Russie peut donc être motivée à intervenir dans un conflit potentiel en Adjarie afin de s'y installer et d'ouvrir ainsi un autre accès maritime par la mer Noire. De plus, suite à la chute de l'URSS,

¹⁴⁰ Piskunova, "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie", 41.

l'Adjarie devient une importante zone d'échanges entre la Géorgie et la Turquie, par laquelle transitent même les produits d'échanges entre la Turquie et l'Arménie.¹⁴¹ Il s'agit d'un argument supplémentaire susceptible de motiver la Russie à intervenir sur le territoire adjar et d'y établir un certain contrôle afin de faciliter ses échanges avec l'extérieur vers le Sud. Bref, l'aspect des voies stratégiques de la dimension militaire n'est pas un argument explicatif suffisant concernant l'intervention de la Russie dans le conflit abkhaze. Constatant une situation politique tendue en Adjarie aux premiers instants de l'indépendance géorgienne, la Russie aurait pu être motivée par de nombreux éléments justifiant une intervention et ce, tant par la présence de la base militaire à Batoumi et des effectifs présents, que par la présence de voies stratégiques avantageuses.

2.1.3 La dimension économique

Les éléments à considérer pour la dimension économique sont les ressources naturelles ainsi que les voies permettant leur acheminement. Sur le territoire de la Géorgie, le milieu naturel et le climat que l'on retrouve en Abkhazie et en Adjarie sont tout à fait semblables : ces deux régions profitent d'un climat subtropical humide aux bords de la mer Noire; le climat change au gré de l'altitude, passant de la forêt tempérée du Sud-Caucase, aux forêts de conifères, jusqu'aux pelouses alpines et subalpines.¹⁴² Ainsi, les ressources cultivables sont similaires et les deux régions, durant l'URSS, sont spécialisées dans la production de thé et d'agrumes. Dans le cas de l'Abkhazie, la région

¹⁴¹ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 43.

¹⁴² Radvanyi et Beroutchachvili, *Atlas géopolitique du Caucase*, 14-15.

fournit 20 % de la demande en thé de l'URSS.¹⁴³ On y retrouve aussi un site d'extraction de charbon, un barrage hydroélectrique sur la rivière Ingouri et un domaine touristique important. En effet, ses côtes donnant sur la mer Noire offrent des stations balnéaires prisées des dirigeants soviétiques, en plus des montagnes enneigées à proximité pour la pratique des sports hivernaux. L'Abkhazie profite ainsi pendant l'URSS de plusieurs centaines de milliers de touristes par année.¹⁴⁴ Cet aspect touristique, attirant dirigeants et habitants des quatre coins de l'URSS, offre d'ailleurs à la république un caractère cosmopolite, enrichi de l'ouverture sur le mer Noire, faisant de l'Abkhazie et de sa capitale Soukhoumi une zone intense de commerce aux 19^e et 20^e siècles, où viennent s'installer divers groupes nationaux de l'URSS, notamment les Arméniens. Ce caractère distingue quelque peu l'Abkhazie du reste du territoire géorgien et la rapproche des lieux ardemment cosmopolites de l'époque soviétique.¹⁴⁵

L'Adjarie est aussi une importante destination touristique en Union soviétique grâce aux stations balnéaires. C'est néanmoins la ville de Batoumi et son port sur la mer Noire qui marquent une distinction de par l'importance économique que recèle la ville depuis plusieurs siècles. Lorsqu'elle se retrouve intégrée à l'Empire russe dans la deuxième moitié du 19^e siècle, Batoumi devient rapidement la troisième ville en importance de la Transcaucasie à travers son développement industriel et le chemin de fer qui la lie à Tbilissi et à Bakou, en Azerbaïdjan, dès 1883.¹⁴⁶ Le port de Batoumi est non

¹⁴³ Viacheslav Chirikba, "Abkhazia: Economic and Political Situation and Perspectives", (2008) En ligne. http://www.abkhaz.org/index.php?option=com_content&task=view&id=54&Itemid=37 (page consultée le 28 mars 2011).

¹⁴⁴ *Id.*

¹⁴⁵ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 76.

¹⁴⁶ Shirin Akiner, *Islamic Peoples of the Soviet Union* (London, New York: Routledge & Kegan Paul, 1986), 243.

seulement un lieu important de pêche, mais également un aspect majeur à considérer par rapport aux voies de transport, permettant notamment l'acheminement du pétrole en provenance de la mer Caspienne. Batoumi représente le point d'arrivée de l'oléoduc en partance de Bakou qui achemine le pétrole caspien à travers le Caucase vers la mer Noire. L'oléoduc fut construit au tournant du XX^e siècle, ce qui en fait le premier oléoduc au monde. D'ailleurs, le premier transport de pétrole par cargo eut Batoumi comme point de départ, en août 1892, et ce même cargo fut le premier du genre à emprunter le canal de Suez. Le port de Batoumi est ainsi depuis longtemps reconnu comme un point névralgique du corridor eurasiatique pour l'acheminement des ressources.¹⁴⁷

La position de la Géorgie dans la chaîne de production intégrée soviétique était un fait favorable à son économie par la production de biens considérés luxueux dans un contexte soviétique, tels que les vins, les agrumes et l'horticulture.¹⁴⁸ Néanmoins, la fin de l'Union soviétique entraîne notamment le démantèlement du système économique intégré et l'arrêt des subventions de l'État central, ce qui se traduit par un effondrement économique des pays du Caucase. En résulte un basculement géostratégique : les frontières se ferment au Nord avec la Russie et s'ouvrent en contrepartie au Sud sur l'Iran et la Turquie. Le commerce extérieur est réorienté : avant 1991, 95 % du commerce extérieur des républiques du Caucase se fait vers l'URSS, alors qu'au milieu des années 2000, les États de la CEI ne représentent que 35 % de leurs échanges. L'Iran et la Turquie

¹⁴⁷ Batoumi Sea Port Limited, "History of Batoumi Sea Port Limited" (2005) En ligne. <http://www.batumiport.com/en/01-001.html> (page consultée le 28 mars 2011).

¹⁴⁸ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 14-15.

représentent quant à eux à cette même période entre 15 % et 30 % des échanges de la Géorgie.¹⁴⁹

Le processus de réorganisation de l'économie et de gestion des ressources faisant suite au démantèlement de l'URSS renforce le rôle des réseaux de solidarités. En Adjarie, ceci s'opère par la privatisation et l'appropriation des ressources par Aslan Abashidze et ses proches. Abashidze arrive au pouvoir en avril 1991 en devenant président de l'Adjarie et sera dès lors considéré comme l'homme fort de Batoumi.¹⁵⁰ À travers l'organisation locale, le verrouillage de la république et l'enrichissement du réseau d'Abashidze, l'Adjarie représente un exemple du morcellement du territoire géorgien en une multitude de zones d'intérêts contrôlées et organisées par un responsable local.¹⁵¹ Effectivement, la structure sociale géorgienne et le rôle prépondérant des réseaux de solidarités intégrés dans les hiérarchies politiques et territoriales, mènent à une décentralisation sauvage et à la désintégration conséquente du territoire géorgien.¹⁵² La perte du contrôle effectif du centre sur les périphéries dans le domaine économique est une dynamique bien présente en Géorgie face à la région de l'Adjarie, sans que cette situation n'ait pour autant entraîné la région dans une guerre civile face au gouvernement central géorgien.

L'analyse de ces indicateurs se référant à la géopolitique traditionnelle démontre déjà la similarité entre l'Abkhazie et l'Adjarie, ce qui nous convainc que les facteurs géopolitiques ne sont pas suffisants pour expliquer l'absence de conflit civil en Adjarie.

¹⁴⁹ France, Ministère de la Défense, *Les mutations de l'armée russe: 1991-2005* (France: Centre de Doctrine d'Emploi des Forces, 2005), 46

¹⁵⁰ Derluguian, "The Tale of Two Resorts", 280.

¹⁵¹ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 24.

¹⁵² *Ibid.*, 26.

Si la disposition géographique, le domaine militaire et le domaine économique nous aident à comprendre que la Géorgie représente un pays plus prompt aux insurrections sur son territoire, ces éléments n'arrivent pas à expliquer pourquoi l'Abkhazie est une région plus susceptible d'être le théâtre d'une guerre civile que l'Adjarie. Ce sera l'analyse de la seconde hypothèse qui permettra de résoudre le casse-tête de cette paix adjar, en démontrant que le facteur identitaire est déterminant afin de comprendre les enjeux sécuritaires de la région.

2.2 Des statuts autonomes similaires masquant les distinctions identitaires

Certains auteurs ont mis de l'avant que l'autonomie dont sont dotés certains territoires fait en sorte que ceux-ci détiennent une volonté accrue ainsi que les moyens leur permettant de faire sécession. L'autonomie serait ainsi une source de conflit en fonction des revendications sécessionnistes des territoires autonomes et du refus des États à laisser ainsi se détacher une partie de leur territoire de souveraineté. Le facteur des structures institutionnelles n'est toutefois pas suffisant pour répondre à la question de recherche qui nous intéresse puisqu'il s'agit d'une variable similaire pour les deux cas en comparaison. L'Abkhazie et l'Adjarie sont les deux RSSA de la Géorgie pendant la majeure partie de l'URSS. Nous verrons d'abord dans cette section la manière dont les autorités soviétiques ont conçu une classification des nationalités de l'Union soviétique en fonction de leur définition des divers groupes nationaux. Nous aborderons ensuite les années précédant la fondation de l'URSS afin de constater que, malgré le statut similaire attribué à l'Abkhazie et à l'Adjarie, le désir d'auto-détermination du peuple abkhaze s'est

auparavant affirmé par une organisation politique distincte de la Géorgie. Qui plus est, les dirigeants bolchéviques commencèrent la formation de l'Union soviétique en positionnant l'Abkhazie et la Géorgie à statut autonome égal dans la Fédération de Transcaucasie. En analysant finalement les événements menant à la formation de l'URSS et à la construction de sa structure institutionnelle, nous démontrerons que les structures institutionnelles similaires de l'Abkhazie et de l'Adjarie dissimulent des réalités sur l'identité de chaque groupe que la transposition en statut autonome n'a pas bien traduit.

2.2.1 La classification des nationalités

Avant d'observer l'histoire et les raisons ayant motivé le découpage de l'URSS en ses nombreuses républiques, il est d'abord nécessaire de regarder la manière dont les dirigeants soviétiques ont conçu l'ethnicité. C'est cette définition qui a guidé le découpage de l'Union soviétique en fonction des groupes ethniques et de leurs caractéristiques. Nous verrons néanmoins par la suite que, dans le cas de l'Abkhazie et l'Adjarie, cette caractérisation des groupes ethniques par les autorités soviétiques n'a pas été l'unique raison du choix qui a été fait de leur octroyer le statut de RSSA à l'intérieur de la Géorgie.

L'année 1917 marque pour la Russie la fin de la monarchie des Tsars, chassés par la révolution des Bolchéviques. Les années charnières qui suivent sont utilisées notamment pour mettre en place la structure institutionnelle de l'Union soviétique (officiellement fondée en 1922) qui perdura jusqu'à sa chute en 1991. Un défi majeur,

déjà bien présent à l'époque du tsarisme, se trouve au niveau des nombreux groupes ethniques répartis sur tout le territoire. L'Empire des Tsars de Russie avait géré la question essentiellement par des politiques assimilationnistes et oppressives. Entre autres, une méthode qui fut utilisée envers les peuples non-orthodoxes était la déportation et l'appropriation de leurs terres afin de les rendre à l'État, aux propriétaires terriens russes ou aux monastères.¹⁵³ C'est d'ailleurs par cette méthode que l'Empire russe vint à bout de la résistance des peuples du Caucase et que se fit l'intégration de ce territoire dans l'empire au début des années 1860.

Lorsque les Bolchéviques évincent la monarchie des Tsar, l'idéologie communiste qui s'en suit mène à une interprétation du rôle des groupes ethniques dans la démarche révolutionnaire, de même qu'à une redéfinition des politiques à adopter envers la question des nationalités. Les Bolchéviques acceptent d'abord les mouvements politiques et saluent les démarches d'affirmation nationale parmi les groupes non-Russes, car ceux-ci sont alors considérés comme des alliés dans la lutte contre l'absolutisme. Le pouvoir soviétique déclare même qu'il est de son devoir de fournir à toutes les nations le droit à l'auto-détermination et de voir au développement des minorités nationales.¹⁵⁴ Toutefois, les contradictions de cette ouverture envers les nationalités face à l'idéologie communiste font rapidement surface. À l'image de ce qu'affirme George Schöpflin concernant la construction des identités, l'identité des différents peuples doit dorénavant être exprimée en une loyauté envers l'État communiste et supplanter les loyautés identitaires vis-à-vis des groupes ethniques. Concrètement, les autorités soviétiques mettent un frein à toute

¹⁵³ Valery Tishkov, *Ethnicity, Nationalism and Conflict in and After the Soviet Union. The Mind Aflame* (London, Thousand Oaks, New Delhi: SAGE Publications, 1997), 28.

¹⁵⁴ *Ibid.*, 29.

volonté de sécession et lancent des purges parmi les élites proférant une trop grande affirmation nationale. Les Bolchéviques vont y opposer le concept d'internationalisme prolétarien afin de propulser la solidarité entre tous les peuples sous la cause révolutionnaire commune.¹⁵⁵

Les Bolchéviques vont également définir l'ethnicité, qui leur servira à aborder la question des nationalités et à forger l'architecture de l'Union soviétique. Staline, dès 1913 dans son ouvrage sur le marxisme et la question nationale, donne une définition de la nation comme d'une communauté d'individus constituée historiquement et stable, formée sur la base d'une langue commune, d'un territoire commun, d'une vie économique commune, ainsi que d'un aspect psychologique se manifestant dans une culture commune.¹⁵⁶ Il faut ici souligner que l'aspect religieux est exclu de ce qui définit les nationalités, ou du moins est laissé volontairement au second plan si l'on considère qu'il est intégré dans le concept de culture commune de la définition de Staline.

La doctrine du marxisme russe concernant le nationalisme ethnique contient donc la reconnaissance de la nation comme d'un groupe détenant des caractéristiques inaliénables. Elle pose également comme condition nécessaire à l'existence d'une nation son aspect historique, en tant que nation indigène, ainsi que son niveau de développement.¹⁵⁷ Les nationalités dites « développées » (*Natsional'nost'*) sont celles ayant atteint un niveau de conscience nationale, qui renferment une *intelligentsia* et des mouvements nationaux, et qui revendiquent leurs droits en tant que nations. De plus, elles

¹⁵⁵ *Ibid.*, 30.

¹⁵⁶ J. V. Stalin Archive, *Marxism and the National Question*, (1913) En ligne. <http://www.marxists.org/reference/archive/stalin/works/1913/03.htm> (page consultée le 05 juillet 2011).

¹⁵⁷ Tishkov, *Ethnicity, Nationalism and Conflict*, 29.

représentent les groupes ayant atteint le stade de développement du capitalisme, comparativement aux autres groupes qui demeurent à un stade inférieur de développement économique. Ces groupes moins développés (*Narodnost'*) sont aussi marqués par l'absence d'une bourgeoisie nationaliste, signe d'une absence de conscience nationale.¹⁵⁸

Cette doctrine est importante dans la construction de l'État soviétique étant donné le caractère multi-ethnique de celui-ci. En effet, les Bolchéviques opèrent une autre innovation dans leur construction du fédéralisme soviétique en posant une hiérarchie parmi les nationalités et en leur octroyant un statut institutionnel en conséquence. Ainsi, les groupes les plus nombreux, dont le nombre excède 100 000 individus, et qui sont considérés développés, obtiennent le statut de nation et ont droit à leur souveraineté sous la forme d'une République fédérée. Les groupes plus petits et n'ayant pas atteint ce même stade de développement se voient quant à eux octroyer un statut autonome et administratif moindre.¹⁵⁹ C'est donc ainsi que la structure de l'URSS, qui sera finalisée après les annexions faites au sortir de la Seconde Guerre mondiale, compte 53 entités nationales : 15 Républiques fédérées, 20 Républiques autonomes, 8 Régions autonomes et 10 Arrondissements nationaux.¹⁶⁰ Cette division hiérarchique est bien illustrée en Géorgie, une des 15 République Fédérée, qui contient 2 Républiques autonomes, l'Abkhazie et l'Adjarie, et l'Ossétie du Sud comme Région autonome.

¹⁵⁸ Francine Hirsch, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union* (Ithaca & London: Cornell University Press, 2005), 42-43.

¹⁵⁹ Tishkov, *Ethnicity, Nationalism and Conflict*, 30.

¹⁶⁰ Hélène Carrière d'Encausse, *L'Empire Éclaté* (Paris: Flammarion, 1978), 153.

Si l'on demeure à ce niveau d'analyse, les Abkhazes et les Adjars sont donc des groupes similaires en ce qui concerne la consolidation incomplète de leur identité nationale et leur développement historique moindre comparativement aux Géorgiens. Selon la conception des dirigeants soviétiques, les Abkhazes et les Adjars sont ainsi des groupes nationaux de catégorie semblable, justifiant que leur soit octroyé le même statut à l'intérieur de la Géorgie. C'est toutefois en regardant plus en détails les événements qui ont précédé et façonné la formation de l'URSS que l'on découvre que cette désignation, en termes de groupes méritant plus ou moins d'autonomie selon la force de leur identité nationale, présente un portrait incomplet de l'identité des groupes abkhaze et adjar.

2.2.2 La volonté d'autodétermination parmi les peuples du Caucase

Suite à la révolution bolchévique qui évince du pouvoir la monarchie tsariste, débute une période chaotique dans le Caucase, qui devient le théâtre à la fois de la fin de la Première Guerre mondiale et du déclenchement de la guerre civile russe. L'avenir politique des groupes habitant la région est loin d'être scellé dans les premières années suivant la chute de l'Empire russe. La situation demeure même relativement anarchique et ce, jusqu'à ce que les Bolchéviques occupent la Géorgie, complétant ainsi leur emprise sur le Caucase, en février 1921.¹⁶¹ Dans la période chaotique de 1917 à 1921, diverses tentatives d'organisations politiques sont initiées par les groupes, actifs afin de prendre en main leur destinée. En effet, l'idée de l'autodétermination des peuples fait son chemin à travers les montagnes caucasiennes, inspirant notamment les Abkhazes et les Géorgiens.

¹⁶¹ Georges Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens entre URSS et puissances occidentales. Le cas de la Géorgie (1921-1945)* (Paris : L'Harmattan, 2009), 23.

La Géorgie inaugure d'ailleurs son premier Parlement, le Conseil national de Géorgie, en novembre 1917, suivi de la déclaration d'indépendance de la République démocratique de Géorgie le 26 mai 1918.¹⁶²

Les Abkhazes, quant à eux, forment un premier Parlement dès novembre 1917. L'avenir politique des Abkhazes à cette période est conçu comme devant se faire conjointement aux peuples montagnards du Caucase, groupe régional avec lequel ils s'identifient. Les peuples du Caucase se rassemblent en congrès et en associations que transcendent des tentatives d'unions politiques : En mai 1917 a lieu le premier Congrès des peuples montagnards, lors duquel est établie l'Alliance des peuples montagnards du Nord-Caucase et du Daghestan, alliance de laquelle est membre l'Abkhazie. Un gouvernement des peuples montagnards est conséquemment créé en novembre de cette même année, alors que l'indépendance de la République des peuples montagnards du Caucase est proclamée en mai 1918 et reconnue internationalement. Cette union politique au Caucase est motivée par la fraternité entre ces différents peuples, qui sont rassemblés sous l'appellation Montagnards, en fonction de leur héritage géographique, historique, social et culturel commun.¹⁶³ On peut donc percevoir le sentiment fraternel unissant les Abkhazes aux autres groupes des montagnes caucasiennes, menant à une organisation politique dirigée selon leurs liens identitaires. Cette tentative d'union politique est toutefois subjuguée par la fin de la Grande Guerre et la prise du contrôle des Bolchéviques sur le territoire.

¹⁶² Stanislav Lakoba, "Abkhazia, Georgia and the Caucasus Confederation", (2006) En ligne. http://www.abkhaz.org/index.php?option=com_content&task=view&id=46&Itemid=64 (page consultée le 06 juillet 2011).

¹⁶³ *Id.*

D'autre part, les confrontations surgissent rapidement entre Abkhazes et Géorgiens, sous-tendues des alliances avec les puissances en guerre. Au printemps 1918, les Turcs profitent de la faiblesse de l'Armée rouge pour lancer une attaque sur le front caucasien. Conséquemment, les Russes leur cèdent, par le traité de Brest-Litovsk du 3 mars, les provinces de Kars, d'Ardahan et de Batoumi.¹⁶⁴ Les Géorgiens s'adressent alors aux troupes allemandes en leur demandant de venir défendre le territoire géorgien.¹⁶⁵ L'Allemagne ne tarde pas à réagir, apeurée par les ambitions de la Turquie sur la Transcaucasie, en envoyant un corps expéditionnaire en Géorgie. C'est ainsi que les Géorgiens, dès juin 1918, profitent de l'aide de l'Allemagne pour prendre possession du territoire abkhaze par des moyens militaires.¹⁶⁶ Le gouvernement menchevik géorgien proclame à cette suite l'annexion de l'Abkhazie à la Géorgie.¹⁶⁷ Cette occupation du territoire abkhaze est fortement condamnée par l'Abkhazie et le gouvernement de la République des peuples montagnards du Caucase.¹⁶⁸

Cette époque sème donc les germes d'une rivalité violente entre les deux groupes, l'invasion de leur territoire par les Géorgiens s'inscrivant dans la mémoire collective des Abkhazes. À l'inverse, cette même époque témoigne d'une fraternité entre les peuples montagnards du Caucase, une fraternité qui se concrétise en tentative d'union politique sur la base de l'autodétermination des peuples, mais aussi par un soutien militaire. En effet, les peuples montagnards viennent combattre l'occupation germano-géorgienne en

¹⁶⁴ Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens*, 16.

¹⁶⁵ *Ibid.*, 17.

¹⁶⁶ Lakoba, "Abkhazia, Georgia and the Caucasus Confederation".

¹⁶⁷ Pierre Binette, "La crise en Abkhazie: acteurs et dynamique", *Études Internationales* 29 (1998), 833.

¹⁶⁸ Lakoba, "Abkhazia, Georgia and the Caucasus Confederation".

territoire abkhaze,¹⁶⁹ un soutien qui sera d'ailleurs répété lors de la chute de l'URSS et du déclenchement de la guerre civile en Géorgie, comme nous le verrons plus loin.

En ce qui concerne l'Adjarie, sa position géographique et culturelle la met à cette époque au centre des conquêtes territoriales de la Russie et de la Turquie. Ainsi, la région de l'Adjarie est intégrée à la Turquie à quelques reprises, notamment lors de la Première Guerre mondiale, où l'Empire Ottoman se réapproprie cette partie du territoire par le traité de Brest-Litovsk en mars 1918.¹⁷⁰ Alors que les Géorgiens avaient réussi à les en chasser, les Turcs kémalistes s'en emparent encore une fois en 1921. Les Géorgiens gardent d'ailleurs ces invasions territoriales en mémoire qui leur inspirent une forte méfiance envers la Turquie.¹⁷¹ Le traité de Kars, signé pour mettre fin à la guerre russo-turque en 1921, redonne à la Russie le contrôle sur l'Adjarie. D'autre part, la religion musulmane professée par les Adjars les rapprochait naturellement de la Turquie voisine. Pendant la Grande Guerre, des populations musulmanes sont de ce fait victimes de la suspicion des dirigeants russes. Par exemple, le gouvernement tsariste n'hésite pas à lancer une politique de génocide à l'encontre des Musulmans géorgiens, que le rapprochement religieux avec l'Empire Ottoman rend à leurs yeux peu fiables. Les Adjars et les Lazes sont ainsi massacrés en masse dans la région de Batoumi en 1915 sous le prétexte d'un soulèvement contre le pouvoir impérial.¹⁷² Si cet événement a le potentiel de se fixer dans la mémoire collective adjar, il est toutefois articulé envers la

¹⁶⁹ *Id.*

¹⁷⁰ Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens*, 16.

¹⁷¹ *Ibid.*, 25.

¹⁷² *Ibid.*, 14.

Russie en motivant des rancunes à son encontre, non pas envers les Géorgiens comme ce fut le cas pour les Abkhazes.

Par ailleurs, on ne recense pas de tentative d'autodétermination chez les Adjars, un sentiment qui aboutit pourtant à des formes d'organisations politiques, même éphémères, chez les Abkhazes et les Géorgiens. Par contre, le mouvement politique géorgien y trouve une place, car alors que les forces bolchéviques installent leur pouvoir sur le Caucase, les dirigeants du parti national-démocrate géorgien créent une organisation militaire secrète à Batoumi, en mars 1921. Il en émerge, en avril 1922, le Comité de l'indépendance de la Géorgie en tant qu'organisme central clandestin, rassemblant les représentants de chaque parti politique géorgien, afin de diriger et de coordonner toutes les forces antibolchéviques du pays.¹⁷³

Ce que nous pouvons tirer de cet épisode historique, c'est qu'il a offert aux groupes des opportunités d'exprimer une volonté d'autodétermination, une occasion qu'ont notamment saisi les Abkhazes et les Géorgiens. Les Géorgiens ont mis en place la République démocratique de Géorgie, alors que les Abkhazes se sont joints aux autres peuples montagnards afin de créer également une république indépendante. L'opportunité était pareillement présente pour les Adjars, alors que leur proximité culturelle et géographique avec la Turquie sont deux éléments qui auraient pu justifier l'expression de leur part d'une volonté de se dissocier complètement de la Géorgie pour se rattacher au voisin turc. Il s'agit donc d'une option semblable à celle qui a été exprimée et concrétisée

¹⁷³ *Ibid.*, 30.

chez les Abkhazes envers les peuples montagnards du Caucase, mais qui ne s'est pas matérialisée chez les Adjars.

2.2.3 Le découpage de l'Union soviétique

Les Bolchéviques recouvrent le contrôle sur la région du Caucase en 1921. Une nouvelle République est alors créée, la Fédération de Transcaucasie, dans laquelle sont inclus l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Abkhazie, ainsi que l'Adjarie, cette dernière en tant que RSSA intégrée à la Géorgie. L'Abkhazie reste quant à elle souveraine du pouvoir géorgien car les deux régions prennent part à la Fédération de Transcaucasie à statut égal en tant que Républiques soviétiques.¹⁷⁴ Malgré un traité d'union signé entre elles en 1922, l'Abkhazie et la Géorgie inscrivent leur statut de républiques soviétiques dans leur constitution respective. Cet évènement est hautement significatif puisque l'élaboration d'une constitution était strictement réservée aux Républiques fédérées.¹⁷⁵ Les Abkhazes reprendront d'ailleurs comme argument leur constitution écrite en 1925 en tant que République fédérée lorsqu'ils lutteront plus tard pour leur indépendance face à la Géorgie. Ainsi, l'Abkhazie entre bel et bien dans l'Union soviétique en tant que République soviétique et non pas en tant que République autonome.

C'est en 1931 que le statut de l'Abkhazie est diminué au statut de République autonome à l'intérieur de la Géorgie. Staline demande à cette époque que soit introduite

¹⁷⁴ George Hewitt, *The Abkhazians* (New York: St. Martin's Press, 1998), 93.

¹⁷⁵ *Id.*

la collectivisation dans la république abkhaze. Face à la réticence qu'exprime le chef du gouvernement abkhaze, Nestor Lak'oba, Staline fait savoir qu'il renoncera à la collectivisation en Abkhazie à condition que celle-ci devienne un territoire autonome intégré à la Géorgie. Cette seconde option est acceptée par le gouvernement en février 1931.¹⁷⁶ Ainsi, il semble que les autorités soviétiques n'ont pas offert un privilège aux Abkhazes en leur octroyant un statut de RSSA, comme le soutient Georgi M. Derluguian, pour qui le pouvoir soviétique a volontairement politisé l'identité abkhaze à travers les institutions autonomes de la RSSA pour faire contrepoids à la Géorgie. Les dirigeants soviétiques ont plutôt amoindri le degré de souveraineté dont a joui l'Abkhazie avec son statut égal à celui de la Géorgie dans la Fédération de Transcaucasie au début de l'URSS. Un événement qui demeure d'ailleurs inscrit dans la mémoire collective des Abkhazes, qui rendent responsables les machinations de Staline, un Géorgien, pour leur subordination forcée à la Géorgie.¹⁷⁷

En ce qui concerne l'Adjarie, l'histoire montre que, loin d'être strictement motivé par un argument identitaire envers le groupe adjar, l'octroi du statut autonome a répondu essentiellement aux intérêts des nombreux acteurs de la région. Au moment où s'achève la Première Guerre mondiale, la région de l'Adjarie et son port de Batoumi, d'une importance stratégique notoire, font l'envie non seulement de la Turquie et des Bolchéviques, mais également des Britanniques, qui occupent Batoumi momentanément durant la guerre et souhaitent lui voir attribuer un statut de port autonome. Bien évidemment, la Géorgie revendique le territoire, en affirmant être la seule autorité légitime y ayant droit car les Adjars sont des Géorgiens ayant été islamisés au fil des

¹⁷⁶ *Ibid.*, 94.

¹⁷⁷ Kaufman, *Modern Hatreds*, 96.

siècles sous l'influence de l'Empire Ottoman. Quant à l'Azerbaïdjan, il désire voir l'Adjarie devenir son enclave sur la mer Noire, arguant le facteur religieux pour légitimer cette volonté.¹⁷⁸ Même l'Arménie exprime son intérêt à obtenir autorité sur le territoire adjar, alléguant la présence d'une population arménienne.¹⁷⁹

Le statut d'autonomie de l'Adjarie est toutefois le résultat d'un accord politique entre la Turquie et l'URSS.¹⁸⁰ C'est en effet en guise de concession au gouvernement d'Ankara, lors de la signature du traité de Kars en 1921, que les dirigeants soviétiques acceptent d'octroyer une part d'autonomie à la population musulmane de l'Adjarie, le pouvoir kémaliste étant alors un des rares alliés du pouvoir soviétique.¹⁸¹ On perçoit dès lors l'ambiguïté de l'identité adjar car au moment de la signature du traité, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement kémaliste, Bekir Sami Bey, reconnaît l'appartenance de la région de l'Adjarie à la Géorgie en déclarant que:

“La Turquie n'avait aucune visée sur Batoum; que la ville de Batoum devait appartenir à la Géorgie et que la population musulmane de la province de Batoum, composée d'Adjars – Géorgiens de sang et de langue – mais liée à la Turquie par la religion et la culture, devait jouir d'une autonomie administrative dans les limites de la Géorgie.”¹⁸²

En résulte la création en juillet 1921 de la RSSA d'Adjarie en tant que partie constituante de la Géorgie.¹⁸³ Ainsi, la décision des Soviétiques de donner un degré d'autonomie à l'Adjarie réussit à satisfaire dans une certaine mesure tous ces acteurs : Les dirigeants soviétiques conservent de bonnes relations avec la Turquie kémaliste, le port de Batoumi demeure un lieu majeur de transport stratégique du pétrole caspien, la

¹⁷⁸ Derluguian, “The Tale of Two Resorts”, 276.

¹⁷⁹ Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens*, 19.

¹⁸⁰ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 45.

¹⁸¹ Derluguian, “The Tale of Two Resorts”, 276.

¹⁸² Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens*, 39.

¹⁸³ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 207.

région est intégrée à l'URSS comme partie constitutive de la Géorgie et un statut autonome est attribué à une population musulmane. Il faut souligner qu'un statut de République autonome octroyé en fonction de la distinction religieuse d'un groupe représente une déviance sur la carte de l'URSS. En effet, la religion est exclue de la définition de la nationalité, comme nous l'avons énoncé plus haut, et n'est donc pas en soi un facteur d'identification nationale selon les Soviétiques. La RSSA d'Adjarie, de même que la région autonome du Birobidjan, à laquelle le statut autonome fut octroyé sur la base de la religion juive de la population, sont les deux seules exceptions à cette règle à travers toute l'Union soviétique.

Bref, bien que l'Abkhazie et l'Adjarie aient eu le même statut à l'intérieur de la Géorgie sur une large période de l'URSS, nous constatons que les groupes abkhaze et adjar ont occupé pour un temps une position institutionnelle différente. Si la définition et la classification des nationalités par le pouvoir soviétique ont permis de placer pour un temps Abkhazes et Géorgiens dans une catégorie nationale similaire, elles ne devaient pas octroyer de statut particulier aux Adjars, car la distinction religieuse du groupe ne pouvait justifier une telle chose selon l'idéologie communiste. Le statut autonome de l'Adjarie est ainsi un leurre puisqu'il attribue à tort une identité nationale distincte entre Adjars et Géorgiens. Or, ce sont les dynamiques régionales, plutôt que des raisons strictement identitaires qui, lors de la signature du traité de Kars, ont joué dans cet octroi d'autonomie. Ce leurre identitaire provoqué par la désignation de l'Adjarie en tant que RSSA sera complètement exposé dans le chapitre suivant, en abordant de plein pied la distance identitaire séparant Abkhazes, Adjars et Géorgiens.

2.2.4 Le faible poids démographique des Abkhazes

La démographie peut être un élément donnant l'impression que les structures institutionnelles ont été le facteur premier dans la marche vers la sécession menée par l'Abkhazie à la fin de l'URSS. La balance démographique des Abkhazes dans leur région est surprenante puisqu'ils ne représentent, en 1989, que 17,3 % de la population de l'Abkhazie, alors que les Géorgiens en composent 46,2 % (tableau 1).¹⁸⁴

Tableau 1 : Composition ethnique de la RSS de Géorgie et de la RSSA d'Abkhazie en 1989.

Groupes	Population de la RSS de Géorgie	%	Population de la RSSA d'Abkhazie	%
Géorgiens	3 787 000	70,1	242 000	46,2
Arméniens	437 000	8,1	77 000	14,6
Russes	341 000	6,3	74 000	14,2
Azéris	307 000	5,7	-	-
Ossètes	164 000	3,0	-	-
Abkhazes	95 000	1,8	91 000	17,3
Grecs	100 000	1,9	-	-
Autres	212 000	3,1	40 000	7,7
Total	5 433 000	100	524 000	100

Source : Stuart J. Kaufman, *Modern Hatreds. The Symbolic Politics of Ethnic Wars*. Ithaca & London: Cornell University Press. 87.

Les Abkhazes ont par ailleurs toujours constitué une minorité en Abkhazie pendant l'Union soviétique. Plusieurs groupes sont venus s'installer dans la région de manière constante depuis les débuts de l'Union. Lavrenti Beria, Premier secrétaire du Parti communiste (PC) de Transcaucasie jusqu'en 1938,¹⁸⁵ domine la politique abkhaze de 1931 jusqu'à sa mort en 1953. Il est à l'origine, selon toute vraisemblance, d'une politique délibérément initiée pendant le plan quinquennal 1933-1937 de relocalisation en

¹⁸⁴ Kaufman. *Modern Hatreds*, 87.

¹⁸⁵ Kaufman, *Modern Hatreds*, 96.

Abkhazie d'un nombre important de Géorgiens, de Russes et d'Arméniens. Des concessions foncières spéciales sont alors émises par Tbilissi permettant l'installation de kolkhoziens en Abkhazie.¹⁸⁶ Cette action semble être en majeure partie responsable de cette diminution de la part des Abkhazes dans la population de la RSSA : les Abkhazes représentent 27,8 % de la population en 1926, alors qu'ils n'en composent que 18 % au recensement suivant en 1939 (tableau 2).¹⁸⁷

Tableau 2 : Composition ethnique de la RSSA d'Abkhazie (%)

Année	Abkhazes	Géorgiens	Russes	Arméniens
1926	27,8	33,6	6,2	12,8
1939	18,0	29,5	19,3	15,9
1959	15,1	39,1	21,4	15,9
1970	15,9	40,0	19,1	11,4
1979	17,1	43,9	16,4	15,1

Source : Darrell Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy: The Case of Abkhazia", *Central Asian Survey* 4 (1985), 52.

Cette baisse de la part démographique des Abkhazes dans la république autonome se transpose sur la composition du PC abkhaze. S'y ajoute la purge initiée par Beria en 1937 à l'encontre des officiels abkhazes, les accusant d'avoir fomenté l'assassinat de Staline. Ainsi, si les Abkhazes composent 25,4 % des membres du PC abkhaze en 1926, cette part ne cesse de diminuer jusque dans les années 1960 (tableau 3). Ce pourcentage remonte néanmoins dans les décennies suivantes et atteint 18,9 % des membres du parti en 1981.¹⁸⁸ Parallèlement, la part des Géorgiens parmi les membres du PC abkhaze illustre une surreprésentation de ceux-ci au sein du parti dès 1939. En effet, dans les décennies suivantes, les membres géorgiens composent autour de 50% du PC

¹⁸⁶ Darrell Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy: The Case of Abkhazia", *Central Asian Survey* 4 (1985), 54.

¹⁸⁷ *Ibid.*, 52.

¹⁸⁸ *Id.*

abkhaze, alors que leur part dans la population de la république est en deçà. La part des Abkhazes dans le parti est ainsi plus représentative de la composition démographique de l'Abkhazie, alors que les Géorgiens sont en surnombre pendant une large période de l'Union soviétique.

Tableau 3 : Composition ethnique du Parti communiste abkhaze (%)

Année	Abkhazes	Géorgiens	Russes	Arméniens
1926	25,4	33,3	24,8	6,7
1939	15,6	36,2	22,1	13,2
1960	14,4	51,3	15,6	12,4
1970	16,8	50,5	14,4	11,9
1979	18,2	51,0	14,1	10,5

Source : Darrell Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy: The Case of Abkhazia", *Central Asian Survey* 4 (1985), 53.

Cette tendance à la discrimination des Abkhazes dans leur représentation politique s'inverse en 1953, après la mort de Staline et de Beria. La position politique des Abkhazes est alors réaffirmée grâce à des politiques servant à promouvoir les Abkhazes aux postes officiels en tant que groupe titulaire de la république. Ainsi, dans les années 1960, les Abkhazes sont à leur tour surreprésentés au niveau des postes cadres dans l'appareil gouvernemental. Par exemple, parmi les chefs de départements du parti (province, ville et district), 28 % sont Abkhazes en 1949, alors que ce nombre augmente à 40 % en 1963 et à 45 % en 1978. De plus, entre les années 1950 et 1970, l'Abkhazie est la seule république non-russe de l'URSS dont les postes de Premier et de Second secrétaire de parti sont occupés par des membres de la population indigène.¹⁸⁹

¹⁸⁹ *Ibid.*, 54.

Au début des années 1990, des 65 sièges du Parlement abkhaze, 28 sont attribués aux Abkhazes, 26 aux Géorgiens et 11 aux autres groupes (Russes, Arméniens et autres),¹⁹⁰ démontrant une domination politique parlementaire du groupe abkhaze, aucunement représentative de la balance démographique réelle de la région. De là découle l'accent mis sur les institutions et le rôle qu'elles ont joué comme outil de propulsion des intérêts abkhazes et donc une cause expliquant que ce groupe ait pu exprimer et concrétiser sa volonté d'indépendance. C'est d'ailleurs cette situation qui permet à Svante Cornell d'affirmer que les actions politiques des Abkhazes auraient été impossibles sans leur domination politique au sein des institutions de la république.¹⁹¹

La proportion des sièges occupés par les différents groupes au Parlement adjar ou parmi les membres du PC adjar ne peut faire l'objet d'une telle analyse étant donné que, comme nous le verrons plus en détails dans le prochain chapitre, les Adjars sont recensés en tant que Géorgiens dans les recensements de l'Union soviétique et ce, depuis 1937. Ainsi, il ne se trouve pas suffisamment de données sur la part qu'occupe le groupe adjar, ni au sein de la population, ni au sein du gouvernement en Adjarie pour faire une telle comparaison. Ceci nous empêche d'analyser le poids démographique du groupe et sa transposition dans les institutions à l'image de celle nous permettant d'observer la surreprésentation des Abkhazes dans leur Parlement.

Cet état de fait ne peut toutefois suffire à répondre à la question de recherche car on ne peut résoudre de manière satisfaisante le casse-tête adjar, où l'autonomie octroyée à ce groupe aurait dû, suivant l'argumentaire de Cornell, mener à une volonté de sécession

¹⁹⁰ Cornell, "Autonomy as a Source of Conflict", 263.

¹⁹¹ *Ibid.*, 264.

et éventuellement au conflit. Or, les institutions similaires de ces deux républiques autonomes n'ont pas conduit à un résultat similaire dans les relations avec l'État géorgien au moment de la chute de l'URSS. Ce qui explique l'absence de conflit en Adjarie, Cornell le souligne lui-même, tient du fait que les Adjars sont ethniquement Géorgiens et ne peuvent donc pas être abordés en tant que groupe minoritaire à l'image des Abkhazes. La dynamique menant au conflit est donc finalement redevable au facteur identitaire et non pas aux structures institutionnelles garantes de l'autonomie d'une région. Ces institutions sont effectivement des outils permettant l'affirmation d'un groupe et de ses intérêts, mais elles ne suffisent pas à expliquer que les Abkhazes aient souhaité plus ardemment que les Adjars faire sécession de la Géorgie. Elles sont donc insuffisantes afin d'expliquer pourquoi la guerre civile est survenue entre Abkhazes et Géorgiens sans toutefois éclater entre ces derniers et les Adjars.

À ce stade, nous comprenons plus clairement que les deux premiers facteurs, géopolitique et institutionnel, ne sont pas suffisants pour expliquer l'absence de conflit en Adjarie. En effet, nous avons démontré que les éléments de la dimension géopolitique, de même que les structures institutionnelles, sont similaires entre l'Abkhazie et l'Adjarie et ne sont donc pas suffisants pour expliquer leur différence de trajectoire lors de la chute de l'URSS, l'une entrant en conflit ouvert avec le gouvernement géorgien et l'autre conservant des relations pacifiques avec celui-ci. Nous soutenons ainsi que ni les considérations géopolitiques, ni l'autonomie n'aboutissent à des conflits ethniques si l'élément de distinction identitaire entre les groupes n'est pas présent.

CHAPITRE 3

La distance identitaire entre les groupes comme élément de divergence

Ce troisième chapitre servira à démontrer que le facteur identitaire est déterminant pour expliquer l'absence de conflit en Adjarie, alors que la guerre civile a éclaté en Abkhazie. Une étape préalable à la démonstration de la seconde hypothèse consiste à montrer la distinction identitaire entre les Abkhazes et les Géorgiens, de même qu'entre les Adjars et les Géorgiens. Comme nous l'avons précédemment vu, plusieurs auteurs se sont affairés à mettre en évidence les éléments subjectifs, que ce soit au niveau d'une vision constructiviste de l'identité ou de l'approche ethno-symbolique, servant à distinguer les groupes les uns des autres. C'est ainsi que la langue et la religion seront d'abord utilisées comme éléments objectifs de distinctions, auxquels seront ajoutés l'histoire politique des groupes, de même que les mythes et symboles comme aspects subjectifs de l'identité des groupes, nous informant également sur la nature des relations entre eux. Plutôt que d'établir une distance, clairement observable entre les Abkhazes et les Géorgiens, nous constaterons que ces mêmes éléments illustrent plutôt un rapprochement entre les Adjars et les Géorgiens qui appartiennent au même groupe national.

3.1 La distance ethnique entre Abkhazes et Géorgiens

3.1.1 Les marqueurs identitaires chez les Abkhazes et les Géorgiens

La langue. Le premier marqueur significatif est la langue utilisée entre les membres d'un groupe pour communiquer entre eux. L'abkhaze est une langue qui n'est aucunement reliée au géorgien ou au russe, appartenant au groupe du Nord-ouest caucasien de la famille des langues ibéro-caucasiennes.¹⁹² La différence linguistique est importante entre les Abkhazes et les Géorgiens car ces deux groupes détiennent une langue propre et ne connaissent généralement pas la langue de l'autre groupe. Selon des données de 1979, seulement 1,4 % des Abkhazes parlent le géorgien, alors que 0,3 % des Géorgiens parlent l'abkhaze. C'est en contrepartie à travers la langue russe que les Abkhazes et les Géorgiens peuvent communiquer entre eux car, toujours en 1979, 75 % des Abkhazes parlent le russe et 56 % des Géorgiens vivant en Abkhazie font de même. Ceci signifie toutefois qu'environ 25 % des Abkhazes et 44 % des Géorgiens vivant en Abkhazie sont incapables de communiquer entre eux.¹⁹³ Il s'agit bel et bien d'une barrière communicationnelle, à l'image de celle dont parle Hale, barrière qui rend la différence entre deux groupes instantanément pertinente dans leurs interactions sociales.¹⁹⁴ Non seulement les deux groupes ont leur univers linguistique propre, mais la non-connaissance réciproque du langage de l'autre ferme l'accès à cet univers. Cette situation empêche les Abkhazes d'intégrer l'univers culturel des Géorgiens et vice versa, malgré que ces deux groupes se côtoient, donnant ainsi une image d'étranger aux membres de l'autre groupe parlant une langue indéchiffrable.

¹⁹² Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 214.

¹⁹³ Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy", 55.

¹⁹⁴ Hale, "Explaining Ethnicity", 474

L'écriture de la langue abkhaze a connu de nombreuses modifications durant la période soviétique, alors qu'elle est traditionnellement une langue non-littéraire. La volonté d'uniformiser les peuples est omniprésente dans l'idéologie soviétique, car tous doivent inévitablement aboutir à une identification commune au prolétariat révolutionnaire et à une loyauté envers l'État communiste. Dans ce but, les autorités se sont engagées à faire fleurir les nationalités de l'Union soviétique dans la perspective que leur évolution culturelle et socio-économique allait permettre l'estompement des loyautés nationales.¹⁹⁵ Pour la langue, cette idéologie s'est concrétisée d'abord par l'élaboration d'une écriture pour les langues non-littéraires afin d'éduquer les masses paysannes, pour ensuite transférer leurs connaissances vers la langue régionale majeure et ultimement vers la langue russe.¹⁹⁶ Ainsi, au commencement de l'URSS, les autorités soviétiques ont voulu créer un alphabet aux diverses langues non-littéraires : De 1918 à 1938, la langue abkhaze est d'abord transcrite en alphabet latin, pour ensuite passer à l'alphabet géorgien et ce, jusqu'en 1954, pour à cette date subir une nouvelle transformation vers l'alphabet cyrillique.¹⁹⁷

À travers ces modifications, nous pouvons d'abord souligner que la langue abkhaze s'en est mieux tirée que d'autres langues non-littéraires présentes en Géorgie. Par exemple, la langue des Mingréliens et celle des Lazes connaissent une tentative similaire d'y rattacher un alphabet au début de l'URSS. Toutefois, sans succès, ces deux groupes vont plutôt être éduqués dans la langue géorgienne dès les années 1930. Ceci a pour effet de diminuer largement l'utilisation des langues parlées mingrélienne et laze,

¹⁹⁵ J. W. R. Parsons, "National Integration in Soviet Georgia", *Soviet Studies* 34 (1982), 548.

¹⁹⁶ Hewitt, "Demographic Manipulation in the Caucasus", 53.

¹⁹⁷ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 214.

ces groupes deviennent ainsi rapidement considérés comme des Géorgiens aux vues de la langue parlée et écrite utilisée par ces groupes minoritaires.¹⁹⁸

Ce premier constat se rattache à un second, celui de la perception de « géorgisation », c'est-à-dire l'assimilation complète du groupe abkhaze et sa dissolution dans la masse géorgienne,¹⁹⁹ qu'inspire aux Abkhazes le processus d'uniformisation linguistique. De 1938 à 1954, l'alphabet latin qui était appliqué à la langue abkhaze est remplacé par l'alphabet géorgien en vue d'une uniformisation vers la langue régionale principale. Ce changement est perçu par les Abkhazes comme un processus de « géorgisation », surtout ajouté au fait que le géorgien est instauré en remplacement de l'abkhaze en tant que langue officielle de la RSSA d'Abkhazie entre 1945 et 1956.²⁰⁰ De surcroît, dès 1944, toutes les écoles de langue abkhaze sont fermées par les autorités soviétiques et remplacées par des écoles géorgiennes, obligeant tous les jeunes à s'instruire dans cette langue que la plupart des Abkhazes ne savent pas parler.²⁰¹ La radiodiffusion en langue abkhaze est également arrêtée, tout comme la presse en langue abkhaze qui cesse d'être publiée. La période suivant la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la mort de Staline en 1953 en est donc une de campagnes politiques apparemment élaborées afin d'oblitérer l'identité culturelle des Abkhazes,²⁰² notamment en agissant au niveau de la langue parlée et écrite. Ce n'est qu'après le départ de Staline et de Beria que ces politiques sont freinées et qu'ainsi, en 1954, l'alphabet cyrillique remplace l'alphabet

¹⁹⁸ Hewitt, "Demographic Manipulation in the Caucasus", 53.

¹⁹⁹ Kaufman, *Modern Hatreds*, 96.

²⁰⁰ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 214.

²⁰¹ Hewitt, "Demographic Manipulation in the Caucasus", 57.

²⁰² Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy", 53.

géorgien dans l'écriture de l'abkhaze et qu'en 1956, la langue abkhaze est réhabilitée dans les écoles de la république.²⁰³

La perception de « géorgisation », inspirée principalement par les politiques linguistiques, va de pair avec une résistance à cette assimilation à la culture géorgienne. On peut toutefois considérer que cette résistance se voit justifiée par l'idéologie soviétique, qui soutient la fusion de toutes les nationalités de l'URSS en un seul peuple soviétique. Même si la culture géorgienne est la culture dominante régionale, les Abkhazes ne considèrent pas l'adoption de la langue géorgienne comme une option valable. Ils vont préférer conserver leurs spécificités culturelles et transposer leur nationalité abkhaze sur l'identité soviétique directement. Dans cette perspective donc, l'apprentissage et l'utilisation de la langue russe leur apparaît plus légitime pour servir le but d'une union de tout le peuple soviétique.

En ce qui concerne les Géorgiens, la langue est un élément tout aussi central de leur culture. Déjà au IX^e siècle, la langue géorgienne devient l'unique langue d'État et d'Église.²⁰⁴ L'alphabet géorgien n'ayant pas beaucoup changé depuis sa création au V^e siècle, les textes anciens constituant la culture géorgienne restent accessibles au grand public et sont étudiés par les enfants à l'école.²⁰⁵ Le géorgien demeure fortement présent pendant l'URSS et l'aisance en langue russe est limitée alors que les Géorgiens, tout comme plusieurs autres nationalités principales de l'Union soviétique, ont réussi à préserver leur langue autochtone et à faire fleurir son usage.²⁰⁶ En effet, en 1979, le

²⁰³ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 214.

²⁰⁴ Nodar Assatiani et Alexandre Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie* (Paris : L'Harmattan, 1997) 106.

²⁰⁵ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 13.

²⁰⁶ Brian D. Silver, *Population redistribution and the ethnic balance in Transcaucasia* (Kennan Institute for Advanced Russian Studies, 1980), 388.

pourcentage de Géorgiens désignant le géorgien comme langue première demeure très élevé, se situant par exemple à 99,5 % en 1979. De plus, par les mêmes politiques servant à propulser l'éducation et le développement des nationalités de l'Union, la langue géorgienne devient prépondérante dans les écoles de la république : 75 % d'entre elles offrent un enseignement en géorgien, contre moins de 10 % d'écoles russes, alors que le géorgien demeure aussi prédominant dans l'éducation supérieure.²⁰⁷

Étant donné la centralité de la langue géorgienne dans l'identité du groupe, le maintien de la spécificité linguistique a toujours été un point politique sur lequel s'entendait l'ensemble de la population géorgienne.²⁰⁸ Conséquemment, la population géorgienne en Abkhazie réagit fortement lorsque l'alphabet cyrillique vient remplacer l'alphabet géorgien pour l'écriture de la langue abkhaze en 1954. Ces transformations représentent des gains culturels pour le groupe abkhaze, permettant notamment une meilleure éducation des Abkhazes, ce qui a le potentiel de former une élite parmi ce groupe qui sera peut-être ensuite active et revendicatrice au sein du gouvernement abkhaze. Qui plus est, ce changement est chargé de symbolisme étant donné que l'alphabet cyrillique se rattache à la langue russe et s'opère au détriment de la prédominance du géorgien dans la RSS de Géorgie.

La langue est effectivement au cœur des confrontations qui ont lieu entre Abkhazes et Géorgiens, à travers les revendications des deux groupes pour la défense de leur identité spécifique. Un point central de contentieux est lié au projet d'adoption, en 1978, des nouvelles constitutions pour les RSS et les RSSA.²⁰⁹ Dans la nouvelle

²⁰⁷ Parsons, "National Integration in Soviet Georgia", 556.

²⁰⁸ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 13.

²⁰⁹ Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy", 59.

constitution géorgienne, une modification est incitée pour que soit retirée la clause garantissant le géorgien comme unique langue officielle de la république. Cette mesure a pour résultat de générer une large manifestation d'opposition de la part des Géorgiens, face à laquelle Édouard Chevardnadze, alors Premier secrétaire du PC géorgien, réagit en revenant sur sa décision par le maintien de la clause.²¹⁰

Les Abkhazes en profitent pour dénoncer cette capitulation face à ce qu'ils considèrent comme la preuve d'une nouvelle poussée du chauvinisme national des Géorgiens.²¹¹ Ils dénoncent la menace de « géorgisation » et la discrimination culturelle et politique dont ils sont victimes, alors que 130 intellectuels abkhazes, de même que plusieurs politiciens, signent une lettre de protestation destinée au Soviet Suprême de l'URSS.²¹² Des propositions concrètes à inclure dans la nouvelle constitution de la RSSA d'Abkhazie sont aussi avancées par des membres du PC abkhaze, dont celle d'éliminer le géorgien en tant que langue officielle en Abkhazie.²¹³ Le printemps 1978 voit ainsi éclater en Abkhazie des manifestations par la population abkhaze : à Soukhoumi où elles durent plusieurs jours; dans plusieurs villes de la république dont Lykhny, où se rassemblent 12 000 personnes, accompagné d'une désintégration relative de l'ordre public. On dénombre un vaste vandalisme sur plusieurs monuments historiques et culturels géorgiens, les signalisations en langue géorgienne, de même que les commerces appartenant à des Géorgiens. Des meurtres de Géorgiens sont mêmes rapportés, mais les

²¹⁰ Toft, "Multinationality, Regions and State-Building", 132.

²¹¹ *Id.*

²¹² Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy", 59.

²¹³ *Ibid.*, 61.

autorités locales réussissent éventuellement à ramener l'ordre public sans faire appel à l'armée.²¹⁴

Suite à ces événements, des résolutions par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) sont ajoutées à la nouvelle constitution abkhaze afin de répondre aux exigences culturelles. On dote la république abkhaze de sa propre université en créant l'Université d'État d'Abkhazie, à Soukhoumi. Les cours y sont dispensés en abkhaze et en géorgien, mais plus majoritairement en russe. Cette mesure aura un effet direct sur les opportunités éducationnelles pour les Abkhazes, alors que la fréquentation de l'Université augmente rapidement, passant de 265 étudiants en 1978 à 3 700 étudiants en 1983.²¹⁵ Ces démarches ont entre autres résultats de créer une élite abkhaze qui représentera un acteur majeur quelques années plus tard, lorsque l'Abkhazie travaillera à forger son indépendance au sortir de l'URSS. Des mesures sont également prises pour augmenter la place de la langue abkhaze dans la république, notamment au niveau de la télévision locale et du nombre de livres et de journaux publiés en abkhaze.

Les événements de 1978 illustrent plus largement le modèle émotionnel de Petersen par rapport à l'émotion du ressentiment : “[...] Resentment is the feeling of being *politically* dominated by a group that has no right to be in a superior position. It is the everyday experience of these perceived relations that breeds the emotion.” La langue est un des indicateurs liés aux relations entre les groupes face à leur statut et à cette perception de domination par l'autre.²¹⁶ Le ressentiment a le potentiel de se manifester tant chez les Abkhazes, face à la domination des Géorgiens dans la RSS de Géorgie, que

²¹⁴ *Ibid.*, 60.

²¹⁵ *Ibid.*, 62.

²¹⁶ Petersen, *Understanding Ethnic Violence*, 40-1.

chez les Géorgiens, face à la domination des Abkhazes dans la RSSA d'Abkhazie et ce, en fonction du statut légal occupé par la langue dans ces républiques. Les revendications des Abkhazes démontrent la présence d'une identité abkhaze distincte de l'identité géorgienne, où la langue est un indicateur identitaire central. La langue est d'ailleurs un aspect identitaire suffisamment robuste dans le temps chez les Abkhazes et les Géorgiens pour voir émerger chez ces deux groupes une émotion particulière et pour que soient posées des actions en ce sens.

Ces évènements illustrent finalement la contradiction à laquelle ont été confrontées les autorités soviétiques : en propulsant l'évolution des peuples de l'URSS et en faisant fleurir les nationalités, le régime soviétique s'est retrouvé face à des revendications nationalistes. Plutôt que de fusionner en une identité soviétique commune, les nationalités ont plutôt poursuivi leur affirmation nationale et identitaire.²¹⁷ On constate donc, tel que le stipule Schöpflin, que la construction identitaire qu'a voulu forger l'Union soviétique, par une affiliation articulée autour de l'État, n'a pas pu étouffer la compétition que lui offrait l'identité ethnique de certains groupes. La langue est donc un élément identitaire persistant chez les Abkhazes et les Géorgiens et constitue également, selon une vision constructiviste, un aspect important de la construction identitaire de ces deux groupes. Le statut de la langue en Géorgie contribue en effet à forger les relations entre Abkhazes et Géorgiens et alimente du même coup la perception que se font ces deux groupes d'eux-mêmes et de l'autre.

La religion. La religion détient une place centrale dans l'identité du peuple géorgien, d'abord parce que la Géorgie peut être considérée dans les premiers territoires à

²¹⁷ Parsons, "National Integration in Soviet Georgia", 564.

avoir été christianisés.²¹⁸ La tradition ecclésiastique géorgienne fait toutefois remonter la pénétration du christianisme aux disciples du Christ, par les saints apôtres André et Simon le Cananéen, ce dernier étant d'ailleurs mort en Géorgie et enterré à Anacopie,²¹⁹ le nom de l'ancienne ville qui devient par la suite Nouvel Athos, située en Abkhazie. Le christianisme s'installe fermement en Géorgie au IV^e siècle, alors que le royaume d'Ibérie (dans la partie Est de la Géorgie actuelle) adopte le christianisme comme religion d'État dans les années 320.²²⁰ Elle acquière dès lors une grande importance dans l'histoire du peuple géorgien en favorisant le développement de la culture, de la langue et de la littérature géorgienne unifiée, car c'est à partir de cette époque que l'écriture géorgienne se perfectionne en prenant une forme achevée et se répand dans toute la Géorgie.²²¹

Les récits historiques sont nombreux dans la tradition orthodoxe géorgienne et en sont venus à être décrits comme des faits historiques qui servent ainsi à renforcer la perception qu'ont les Géorgiens d'eux-mêmes en tant qu'ardents défenseurs de l'Orthodoxie.²²² Au fil du temps, la pérennité de l'Orthodoxie géorgienne s'est apposée à la pérennité de la culture et de la tradition géorgiennes. Ce parallèle a été forgé par les luttes historiques, d'abord contre les invasions musulmanes et ensuite face à la russification. Pendant l'Union soviétique, c'est au travers notamment de la religion orthodoxe que le nationalisme géorgien s'est exprimé et a été, dans une certaine mesure, instrumentalisée par une foi renforcée servant à la défense d'une spécificité culturelle

²¹⁸ Kimitaka Matsuzato, "Inter-Orthodox Relations and Transborder Nationalities in and around Unrecognised Abkhazia and Transnistria", *Religion, State and Society* 37 (2009), 244.

²¹⁹ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 59.

²²⁰ Matsuzato, "Inter-Orthodox Relations", 244.

²²¹ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 61.

²²² Matsuzato, "Inter-Orthodox Relations", 244.

géorgienne.²²³ L'église orthodoxe de Géorgie conserve d'ailleurs une place prépondérante jusqu'à ce jour, les sondages d'opinions montrant invariablement une confiance que lui porte la population à plus de 90 %. Elle est perçue comme inébranlable et s'octroie fréquemment un rôle politique en s'opposant à certaines positions du gouvernement géorgien, pour qui il demeure encore tabou de critiquer l'église.²²⁴ La religion est donc intimement liée au développement culturel et politique des Géorgiens et en ce sens, elle est également un élément identitaire persistant chez ce groupe. Qui plus est, l'histoire religieuse s'insère dans les mythes et symboles du groupe, car la fierté nationale de la Géorgie et la défense de la Chrétienté face au monde musulman qui l'entoure, va puiser dans l'histoire pour affirmer ce marqueur de distinction identitaire.

La religion recèle un caractère tout autre en ce qui concerne les Abkhazes. Dû à leur positionnement géographique entre le monde chrétien et le monde musulman, ceux-ci ont un historique de profession religieuse particulièrement aléatoire. Les nombreuses influences politiques et culturelles qui opérèrent sur le Caucase ont imprégné de croyances diverses le peuple abkhaze. Au fil de l'histoire, la religion a largement été instrumentalisée en fonction des influences de pouvoirs agissant sur le territoire, alors que les croyances païennes sont demeurées de tout temps présentes chez les Abkhazes, parallèlement aux religions monothéistes. Les Abkhazes ont donc une pratique religieuse à la fois utilitaire, instrumentale et éclectique.²²⁵

²²³ Parsons, "National Integration in Soviet Georgia", 563.

²²⁴ Ghia Nodia, "Georgia's Showdown Between Church and State", *RFE/RL* (2011) En ligne. http://www.rferl.org/content/commentary_georgia_churches/2314963.html (page consultée le 24 novembre 2011).

²²⁵ Matsuzato, "Inter-Orthodox Relations", 245.

Les Abkhazes adoptent le christianisme du IV^e au XV^e siècle, d'abord sous l'influence grecque et ensuite sous celle de la Géorgie. L'Islam prédomine du XV^e au XIX^e siècle alors que l'Empire Ottoman occupe le territoire abkhaze. La double influence des religions chrétienne et musulmane se fait alors sentir sur les Abkhazes, car si une vaste portion d'entre eux adopte l'Islam, une minorité du groupe demeure néanmoins de foi chrétienne.²²⁶ Les deux religions se côtoient ainsi de la deuxième moitié du XIX^e siècle jusqu'en 1993, date à laquelle est créé un diocèse orthodoxe abkhaze, formant ainsi une branche séparée du diocèse géorgien. Les Abkhazes sont alors nombreux à se convertir au Christianisme qui devient la religion prédominante.²²⁷

Les modifications au niveau de la profession religieuse suivant l'histoire du groupe démontrent le caractère versatile de la religion chez les Abkhazes. Les traditions sont assez diverses, dans l'histoire et parmi les membres du groupe, pour rendre la religion malléable, entraînant que ceux-ci ont la possibilité d'instrumentaliser la religion en fonction des rapports qu'ils entretiennent avec les autres groupes. Ce point concorde parfaitement avec l'idée constructiviste selon laquelle les groupes ethniques ne se définissent pas par des éléments primordiaux. L'identité est bel et bien une construction sociale, constamment en transformation parce que malléable selon les interactions avec l'environnement. Alors que chez les Abkhazes la langue détient un caractère assez persistant, la religion illustre chez ce groupe cet aspect important de construction et de changement de l'identité en fonction de l'environnement politique et social.

²²⁶ Sausryqua, "The Abkhazians in History", (2006) En ligne. http://www.abkhaz.org/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=47 (page consultée le 18 octobre 2011).

²²⁷ Matsuzato, "Inter-Orthodox Relations", 245.

3.1.2 L'histoire politique et son articulation aux complexes mythes-symboles

L'histoire politique nous permet de retracer les éléments qui fondent les mythes sur les origines communes et qui sont présentés comme caractéristiques distinctives d'un groupe ethnique. Ces mythes représentent un aspect particulier dans les relations intergroupes, venant renforcer la catégorisation ethnique. De plus, les symboles provenant de l'histoire des groupes sont intrinsèquement puissants et leur rôle effectif dépend de leur robustesse et de l'impact perçu qu'ils ont sur la vie des membres d'un groupe face aux catégorisations qu'ils évoquent.²²⁸

Les Abkhazes font remonter l'histoire de leur organisation politique à divers petites principautés qui émergent au I^{er} siècle apr. J.-C.²²⁹ À partir du VIII^e siècle, selon les règles propres à un régime de type féodal, les princes abkhazes arrivent à soumettre à leur pouvoir les principautés voisines plus petites et moins puissantes.²³⁰ C'est ainsi qu'à la fin du VIII^e siècle, Léon II consolide en royaume la principauté d'Abkhazéthie, étendant son pouvoir sur la Géorgie occidentale et s'y proclame roi.²³¹ Selon le *Great Soviet Encyclopedia*, c'est à cette époque que la nationalité abkhaze a été consolidée.²³² Le royaume d'Abkhazéthie devient particulièrement puissant sous le règne de Guiorgui (927-957) lorsque celui-ci assujettit une partie des principautés de Kakhéthie, au centre de la Géorgie, et quelques peuples du Caucase du Nord.²³³ C'est un peu plus tard, au tournant de l'an 1010, que le roi Bagrat III, héritier du roi abkhaze Guiorgui, finit de rattacher les autres royaumes du territoire et unifie presque entièrement le territoire de la

²²⁸ Hale, "Explaining Ethnicity", 476.

²²⁹ Kaufman, *Modern Hatreds*, 95.

²³⁰ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 95.

²³¹ *Ibid.*, 97.

²³² Kaufman, *Modern Hatreds*, 95.

²³³ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 102.

Géorgie actuelle, seul l'Émirat de Tbilissi demeurant encore pour un certain temps hors du royaume. L'historiographie abkhaze met l'emphase sur cette période en affirmant que ceux ayant unifié la Géorgie pour la première fois sont les membres de la dynastie abkhaze, dont les ancêtres remontent aux princes et rois des principautés-royaumes situées sur le territoire de l'Abkhazie actuelle. La reine Tamar a d'ailleurs donné comme second nom à son fils Guiorgui le nom *Lacha*, un mot de la langue abkhaze signifiant lumière ou illumination.²³⁴ Celui-ci devient Guiorgui IV (1207-1223), aussi présenté sous le nom de Lacha-Guiorgui dans l'historiographie géorgienne.²³⁵

L'évocation de cette période afin de prouver l'encrage historique du groupe sur le territoire actuel de l'Abkhazie, permet aux Abkhazes de justifier leur droit inaliénable à occuper le territoire de l'Abkhazie, de même que leur contrôle politique sur celui-ci. D'ailleurs, les événements de 1978 voient également une revendication exprimée par certains membres du parti abkhaze voulant que soit incluse dans la nouvelle constitution une clause donnant à l'Abkhazie le droit de faire sécession de la Géorgie et de se rattacher à la RSFSR.²³⁶ Les Abkhazes se considèrent comme les habitants originaux de leur terre en interprétant l'histoire des dynasties abkhazes, qui ont renforcé leur pouvoir au fil des premiers siècles de notre ère, jusqu'à l'étendre sur la presque totalité du territoire de la Géorgie actuelle.²³⁷ On peut donc dire que le territoire de l'Abkhazie représente pour le groupe abkhaze leur terre-patrie et est, selon les termes de Toft, invariablement lié à l'identité abkhaze et le contrôle qu'y détiennent les Abkhazes est par conséquent intimement lié à la survie du groupe. Cette attache au territoire est donc un

²³⁴ Kaufman, *Modern Hatreds*, 95.

²³⁵ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 136.

²³⁶ Slider, "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy", 61.

²³⁷ Kaufman, *Modern Hatreds*, 96.

élément central dans le complexe mythes-symboles du groupe, la terre-patrie devant être défendue et dominée politiquement par le groupe.²³⁸

Il semble également que les manifestations de 1978 aient été en partie provoquées par la reprise, dans un périodique géorgien, d'une théorie de l'histoire géorgienne affirmant que les Abkhazes ne sont pas indigènes au territoire de l'Abkhazie puisque leur arrivée sur le territoire ne date que du XVII^e siècle, alors que les Géorgiens y habitaient déjà depuis fort longtemps.²³⁹ La référence à la terre ancestrale abkhaze s'articule directement avec l'identité du groupe et active ainsi le complexe mythes-symboles du groupe abkhaze, face à la perception de menace à l'encontre du groupe et de son lien historique au territoire. Parallèlement, les Géorgiens sont présentés comme un ennemi mythique que l'interprétation de l'histoire vient amplement justifier. En effet, les Géorgiens sont le groupe, dans l'histoire récente, ayant subordonné les Abkhazes et réprimé leur droit historique à contrôler politiquement leur terre-patrie, en plus de coloniser massivement le territoire.²⁴⁰ Ces mythes historiques viennent donc justifier l'hostilité des Abkhazes envers ce groupe car les Géorgiens sont perçus comme une menace à la pérennité du groupe abkhaze et de son identité.

Quant à l'historique politique du peuple géorgien, celui-ci remonte à plusieurs siècles av. J.-C. et les fouilles archéologiques démontrent que le territoire géorgien a été habité depuis le paléolithique inférieur.²⁴¹ Dans l'Antiquité, les historiens retracent de nombreuses tribus géorgiennes, notamment les tribus colchidiennes, qui se développèrent énormément par leur utilisation de métaux pour la fabrication d'outils et d'armes. Ainsi,

²³⁸ *Ibid.*, 31.

²³⁹ *Ibid.*, 97.

²⁴⁰ *Ibid.*, 96.

²⁴¹ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 25.

du XI^e au IX^e siècle av. J.-C., se forme le royaume de Colchide sur le littoral sud-est de la mer Noire, lequel inclut le territoire de l'Abkhazie selon la mythologie géorgienne, qui soutient donc que l'Abkhazie fait originellement partie de la Géorgie.²⁴² Entre les IX^e et VIII^e siècles av. J.-C., le royaume met sous sa domination une large partie de la Géorgie occidentale et connaît alors sa période de plus grande puissance.²⁴³ Le royaume de Colchide est d'ailleurs présent dans la mythologie grecque par le mythe des Argonautes et de la Toison d'or. Dans ce mythe, la Colchide est décrite en un royaume puissant sur lequel règne le roi Aïétès, où il y conserve la Toison d'or que Jason, à la tête des Argonautes, entreprend d'aller récupérer. La légende de Jason et la Toison d'or fait encore à ce jour partie de l'historiographie géorgienne.

La première véritable union du peuple géorgien en un royaume, comme nous l'avons vu dans l'histoire politique abkhaze, émerge au XI^e siècle apr. J.-C. Suite à l'an 1010, lorsque Bagrat III réussit à unir une large partie du territoire, les historiens géorgiens affirment que « c'est ainsi que s'unifia la Géorgie et qu'elle devint un État puissant. ».²⁴⁴ L'historiographie politique géorgienne positionne donc l'origine de l'État géorgien actuel au XI^e siècle, où débute un processus d'unification et de consolidation de l'État.²⁴⁵ Certains historiens géorgiens abordent cette période historique de manière à mettre de l'avant les mythes permettant de distinguer le groupe, tout en amoindrissant la place occupée par des ancêtres d'origine abkhaze. Pour ce faire, deux interprétations historiques sont parlantes. D'abord, le royaume d'Abkhazéthie, avant qu'il ne récupère sous sa domination d'autres royaumes géorgiens, désignait le territoire situé entre la

²⁴² Kaufman, *Modern Hatreds*, 92.

²⁴³ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 31.

²⁴⁴ *Ibid.*, 111.

²⁴⁵ *Ibid.*, 125.

partie nord du littoral de la mer Noire et la chaîne du Caucase.²⁴⁶ Cela situe le royaume d'Abkhazéthie sur des terres quelque peu décalées au nord-ouest du territoire actuel de l'Abkhazie, plutôt en territoire russe et donc à l'extérieur des limites de la Géorgie actuelle. De ceci découle l'argument comme quoi les revendications territoriales des Abkhazes sont illégitimes car leur terre originelle ne se situe pas en Géorgie. De plus, les ancêtres des Abkhazes actuels sont considérés par les historiens géorgiens comme des occupants récents, arrivés du Nord Caucase seulement au XVII^e siècle.²⁴⁷ Tout comme les Ossètes, les Arméniens, les Azéris et les Russes, les Abkhazes font partie des populations du territoire géorgien contemporain qui ont « immigré en Géorgie pendant une longue période ».²⁴⁸

Ensuite, outre les Abkhazes, dont les ancêtres de cette époque sont nommés *Apsoi* ou *Apsni*, plusieurs peuplades géorgiennes habitent un même territoire à l'époque médiévale, dont les Sanighs, les Tchans, les Missans et les Svans et ont été unifiés sous le royaume d'Abkhazéthie. Par conséquent, le nom de ce royaume tient plus du fait qu'il est à cette époque gouverné par des princes abkhazes, que de la nature même de la population qui le compose. Ainsi, lorsque le royaume d'Abkhazéthie en vient au XI^e siècle à unifier toute la Géorgie occidentale, les historiens géorgiens affirment qu'il « n'est autre qu'un royaume géorgien car la majeure partie de son territoire est habitée par des peuplades géorgiennes [...] ».²⁴⁹ De plus, la capitale du royaume est alors Koutaïssi,

²⁴⁶ *Ibid.*, 97.

²⁴⁷ Kaufman, *Modern Hatreds*, 92.

²⁴⁸ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 305.

²⁴⁹ *Ibid.*, 97.

qui est non seulement située au centre de cette population géorgienne, mais est également présentée comme étant le centre culturel géorgien de l'époque.²⁵⁰

En observant ainsi l'interprétation de l'histoire politique des Géorgiens, on constate que ces derniers, similairement aux Abkhazes, octroient une signification vitale au territoire de l'Abkhazie dans l'identité du groupe. De manière tout aussi vitale donc, les Géorgiens se doivent de détenir le pouvoir politique sur ce territoire et considèrent illégitime et dangereux une domination politique abkhaze sur cette terre faisant partie de leur terre ancestrale. Ces deux constats face au territoire, tant par rapport à l'identité abkhaze que géorgienne, font de l'Abkhazie, toujours dans la lignée de la thèse de Toft, un territoire indivisible prompt aux conflits entre ces deux groupes.

Davantage de mythes peuvent être dénichés dans l'historique politique un peu plus récente des deux groupes. Par exemple, la période d'expansion de la Russie par la conquête du Caucase, entreprise sur de nombreuses décennies et qui a dû faire face à la résistance des peuples du Caucase. Le combat de ceux-ci pour repousser et se soustraire au contrôle de la Russie impériale est demeuré légendaire. Le fait que ces groupes s'opposèrent au pouvoir russe pendant une période étonnamment longue représente, à cette époque et subséquemment, un symbole de résistance anticoloniale.²⁵¹ La résistance des peuples montagnards du Caucase est également empreinte d'une série d'actes héroïques, liés à une forte éthique guerrière et à un code d'honneur, s'inscrivant dans la symbolique de ces peuples, ainsi que dans la perception qu'en ont les étrangers.²⁵² Encore aujourd'hui, ces mythes et symboles demeurent pour les Abkhazes un élément

²⁵⁰ *Id.*

²⁵¹ Andreas Kappeler, *The Russian Empire*, (Harlow: Pearson Education, 2001), 179.

²⁵² *Ibid.*, 180.

d'identification, par exemple lorsqu'ils décrivent leur propre groupe comme une fraternité de guerriers (*brotherhood of warriors*).²⁵³

Alors que la résistance des Caucasiens de l'Est est brisée à la fin des années 1850, les peuples de la partie Ouest du Caucase, dont les Abkhazes, résistent jusqu'en 1864, date à laquelle ils sont brutalement vaincus par la Russie. La conquête de ce territoire est suivie par l'appropriation des terres et le déplacement forcé des populations musulmanes afin que viennent s'y installer les populations russes. Il s'agit d'un événement historique venant enrichir le complexe mythes-symboles abkhaze, auquel s'ajoute celui nommé *Mohajirstvo*, où 32 000 des 78 000 Abkhazes furent expulsés du territoire suite à une révolte en 1877,²⁵⁴ plusieurs quittant vers la Turquie. Ainsi, au courant de la décennie 1860 et des suivantes, certains estiment à 100 000,²⁵⁵ d'autres allant même jusqu'à 200 000,²⁵⁶ le nombre total d'Abkhazes ayant été chassés de leurs terres, qui ont par la suite été recolonisées par différents habitants. Étant donné l'importance accordée à la généalogie et à la position de chaque individu dans la structure sociale abkhaze, les Turcs d'origine abkhaze, descendants des Abkhazes déportés de leur terre à la fin du XIX^e siècle, se reconnaissent encore entre eux au début du XXI^e siècle et s'identifient toujours par leurs noms abkhazes et leur lieu d'origine en Abkhazie.²⁵⁷ Cette période de l'histoire représente donc une grande tragédie pour le groupe abkhaze, venant nourrir et amplifier la peur démographique face à la menace d'extinction physique du groupe.²⁵⁸ Cette

²⁵³ Anna Nemtsova, "Rebuilding Abkhazia after Russia-Georgia war", (2010) En ligne. <http://www.telegraph.co.uk/sponsored/russianow/politics/8032390/Rebuilding-Abkhazia-after-Russia-Georgia-war.html> (page consultée le 8 décembre 2011).

²⁵⁴ Kaufman, *Modern Hatreds*, 95.

²⁵⁵ *Id.*

²⁵⁶ Sausryqua, "The Abkhazians in History".

²⁵⁷ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 60.

²⁵⁸ Kaufman, *Modern Hatreds*, 95.

migration de masse est ainsi inscrite dans la mémoire collective des Abkhazes et inspire ceux demeurant en Abkhazie à lutter contre leur disparition.

Un demi-siècle plus tard, l'indépendance de la République démocratique de Géorgie (1918-1921) est déclarée et dirigée par un gouvernement menchévique.²⁵⁹ Cette période représente une autre grande tragédie dans la symbolique abkhaze, alors que la Géorgie est présentée comme un occupant contre lequel tous les Abkhazes s'opposèrent.²⁶⁰ Tout d'abord, comme nous l'avons déjà souligné, l'intervention militaire géorgienne en 1918, aidée des forces allemandes afin de prendre possession du territoire abkhaze, se fait alors que la République des peuples montagnards du Caucase a déjà déclaré son indépendance en mai de cette même année. Qui plus est, l'absence de tout droit aux Abkhazes laisse un traumatisme et un souvenir de terreur face à l'attitude du gouvernement menchévique.²⁶¹ S'ajoute à cela que les Mencheviks ont également pratiqué une politique de relocalisation sur le territoire abkhaze avec l'envoi de nombreux Géorgiens pour s'y installer. Ainsi, cet épisode d'indépendance d'un État géorgien et le drapeau menchévique sont devenus chez les Abkhazes les symboles de « l'impérialisme » géorgien et de sa brutalité.²⁶²

Pour les Géorgiens, avec la création de la République démocratique de Géorgie, la Géorgie gagne son indépendance en tant qu'État unitaire, ce qui devient un symbole étatique exemplaire malgré la courte période que dura l'État. Les Géorgiens y accordent une importance accrue du fait qu'ils la perçoivent comme une expérience démocratique, notamment par l'adoption de principes tels que la garantie des droits à toutes les nations

²⁵⁹ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 300-1.

²⁶⁰ Kaufman, *Modern Hatreds*, 95.

²⁶¹ *Id.*

²⁶² *Id.*

vivant en Géorgie, ainsi que la formation d'un gouvernement responsable devant le Parlement.²⁶³ C'est en février 1921 que les Bolchéviques attaquent la Géorgie sans proclamation de guerre et l'occupent en quelques semaines,²⁶⁴ événement qui devient lui aussi iconique dans la symbolique du nationalisme géorgien.²⁶⁵ Il sert également à faire la démonstration du perpétuel impérialisme de la Russie et à légitimer l'indépendance de la Géorgie moderne, en présentant l'invasion russe en tant qu'acte illégitime ayant empêché la Géorgie de jouir de sa souveraineté.

L'invasion de la Géorgie par la Russie est plutôt perçue chez les Abkhazes comme une libération venant mettre fin à la répression de la Géorgie menchévique. Néanmoins, la période soviétique qui suit est marquée dans la mémoire collective abkhaze essentiellement par la poursuite des tentatives de domination politique et de répression de l'identité abkhaze par la Géorgie soviétique. La terreur stalinienne en est un élément, notamment par les grandes purges de Staline, lui-même Géorgien, lors desquelles les Abkhazes estiment que 80 % des individus visés en Abkhazie sont des Abkhazes. Ceux-ci connaissent donc une répression largement supérieure à la part de la population qu'ils représentent dans la république autonome.²⁶⁶ Comme nous l'avons déjà souligné, c'est par ailleurs Staline qui est considéré en tant que principal responsable de la diminution au statut de RSSA de l'Abkhazie, alors qu'elle est entrée dans l'Union soviétique avec davantage d'autonomie, sur un pied d'égalité institutionnel avec la Géorgie et s'était grée d'une constitution en ce sens.

²⁶³ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 301.

²⁶⁴ Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens*, 24.

²⁶⁵ Kaufman, *Modern Hatreds*, 92.

²⁶⁶ Kaufman, *Modern Hatreds*, 96.

Bref, on constate amplement la distance identitaire qui situe les Abkhazes et les Géorgiens en deux groupes distincts et opposés. La langue offre une barrière communicationnelle, alors qu'elle est un indicateur central de l'identité ethnique de chacun d'eux. Si la religion est un élément peu fixé dans l'identité abkhaze, il en est tout autrement chez les Géorgiens, pour qui le Christianisme est un véritable pilier identitaire. Abkhazes et Géorgiens vont finalement puiser dans leur histoire politique afin d'en extraire les représentations de l'autre groupe. Ils forment ainsi des mythes et des symboles faisant référence à l'histoire de leurs relations passées, que les membres du groupe utilisent afin de donner du sens aux événements contemporains, permettant ainsi de les guider dans leurs relations avec l'autre. On observe de plus que les mythes étaient déjà largement présents avant même le conflit civil et que la mémoire collective des deux groupes contenait déjà plusieurs références historiques quant à la perception de l'autre en termes de groupe ennemi. On voit également transparaître la centralité du territoire dans l'identité des deux groupes, où l'Abkhazie représente à la fois la terre-patrie des Abkhazes, en plus de faire partie de la terre-patrie telle que la conçoivent les Géorgiens. La domination politique, comme nous le verrons plus en détails dans le prochain chapitre, est par conséquent un droit plus que légitime pour les deux groupes, qui sera même perçu par ceux-ci comme une question de survie.

3.2 La confusion identitaire adjar

3.2.1 Des marqueurs identitaires liés à l'identité géorgienne

La langue. Les Adjars utilisent le Gourian, un dialecte géorgien contenant également des mots turcs, comme langue parlée et utilisent le géorgien comme langue écrite.²⁶⁷ À partir du XVII^e siècle, l'Empire Ottoman occupe le sud-est du territoire géorgien et donc, l'Adjarie. C'est pour cette raison que le dialecte utilisé par les Adjars au moment de leur inclusion dans l'URSS recèle encore cette influence turque. Suite à la formation de l'Union soviétique, l'alphabétisation des Adjars se fait au moyen de la langue géorgienne, tant à l'écrit qu'à l'oral. À l'image des Mingréliens et des Lazes comme nous l'avons déjà mentionné, les Adjars ont vite été intégrés au groupe géorgien au vu et au su de la langue géorgienne qu'ils utilisent. Qui plus est, à la différence des Abkhazes, il n'y a pas de barrière communicationnelle entre les Adjars et les Géorgiens pendant l'URSS : les individus ont pu facilement communiquer entre eux, leurs univers étant plus inclusifs avec une identité plus proche étant donné le rapprochement fait au niveau de la langue parlée et écrite.

La religion. Un élément qui distingue les Adjars des Géorgiens est la religion musulmane professée par les Adjar. C'est au moment où l'Empire Ottoman occupe l'Adjarie qu'une partie de la population chrétienne se convertit à l'Islam.²⁶⁸ Les Géorgiens, avant la période soviétique, dénommaient les Adjars soit par le terme de

²⁶⁷ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 207.

²⁶⁸ Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quellejay, *Les musulmans oubliés. L'Islam en U.R.S.S. aujourd'hui*. (Paris : François Maspero, 1981), 178.

Musulmans, ou encore par celui de “Géorgiens Mohammedan”.²⁶⁹ Ce sont donc ces Géorgiens musulmans sunnites et leurs descendants que l’on nomma les Adjars en guise de distinction par rapport à la majorité géorgienne chrétienne. En fonction des informations limitées quant au groupe Adjar, pour des raisons qui seront évoquées plus loin en lien au recensement du groupe, il semble pourtant qu’il y ait peu de mariages mixtes entre les Géorgiens musulmans et chrétiens durant la période soviétique.²⁷⁰

Toutefois, comme nous l’avons souligné plus haut, la profession de l’Islam est *a fortiori* un élément moins déterminant de l’identité chez les Abkhazes, en sachant qu’une large part des membres du groupe est de foi chrétienne et que la religion a été facilement instrumentalisée aux profits du contexte historique. Dans le cas des Adjars, il est possible de produire un même type de conclusion car la religion à elle seule ne suffit pas à fixer une identité adjar distincte du groupe géorgien. Ainsi, en Adjarie, “le flou des appartenances ethniques et religieuses n’est pas sans rappeler celui que l’on retrouve par exemple en Abkhazie. Il peut comme en Abkhazie être instrumentalisé par différentes parties au gré des politiques et des intérêts du moment. [...] En Adjarie (comme en Abkhazie d’ailleurs), il reste bien difficile d’estimer si la population a ou non une réelle inclination pour l’islam.”²⁷¹ Aslan Abashidze a déclaré lui-même, du moment qu’il gouvernait l’Adjarie, que “*l’Islam est en train de mourir en Adjarie, même les prénoms changent au profit des prénoms chrétiens [...] Avec l’ouverture politique, les gens ont rouvert les mosquées mais il ne reste plus que des vieillards enthousiasmés par*

²⁶⁹ Derluguian, “The Tale of Two Resorts”, 277.

²⁷⁰ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 208.

²⁷¹ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 44.

l'Islam."²⁷² Résultant de l'idéologie communiste, la période soviétique a vu les affiliations religieuses être étouffées afin d'atténuer leur rôle dans l'identification des groupes. Plus particulièrement pour l'Islam en Adjarie, on assiste à la fermeture des mosquées et des écoles religieuses, de même qu'à la traduction des noms islamiques en langue géorgienne.²⁷³ Si le statut de la langue a provoqué de fortes réactions en Abkhazie, on ne trouve rien dans la littérature qui évoque ce type de réaction en Adjarie face au statut de la religion musulmane.

Néanmoins, on retrouve certaines actions menées par les Adjars datant du début du XX^e siècle liées aux marqueurs religieux et linguistique. En effet, il semble que les anciennes générations d'Adjars du début du dernier siècle, surtout les intellectuels, sont orientées essentiellement vers la Turquie. La conscience nationale a donc été à une certaine époque orientée sur l'aspect religieux de l'identité adjar, plutôt que sur l'aspect ethnique.²⁷⁴ Lors de la Première Guerre mondiale, l'entrée en guerre de l'Empire Ottoman sonne l'appel des Musulmans au *jihad* contre la Russie et les puissances de l'Entente. En Adjarie, qui est intégrée à la Russie depuis le traité de San Stefano en 1878,²⁷⁵ les Adjars répondent rapidement à cet appel à l'insurrection et, à l'image des autres Musulmans de la Transcaucasie, leur sympathie face à l'Empire Ottoman est mise à contribution dans des actions de propagande et de sabotage.²⁷⁶ Il faut se souvenir que les Géorgiens sont également à ce moment en opposition face à la Russie, puisqu'ils tentent de repousser l'avancée du pouvoir bolchévique en Transcaucasie, aboutissant à leur indépendance en mai 1918. Les actions des Adjars sont pareillement dirigées contre

²⁷² *Ibid.*, 45.

²⁷³ Toft, "Multinationality, Regions and State-Building", 128.

²⁷⁴ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 208.

²⁷⁵ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 277.

²⁷⁶ Silver, "Population Redistribution", 218.

la Russie et elles entraînent d'ailleurs à leur rencontre, en 1915, une réponse répressive brutale de la part de la Russie en tant qu'avertissement lancé aux autres peuples musulmans de la Transcaucasie.²⁷⁷

La période soviétique a eu pour résultat de réorienter les Adjars vers leur identité géorgienne, tout en se détournant de l'influence turque qui s'était opérée sur eux auparavant. Le groupe adjar, dont les membres se perçoivent comme des Géorgiens ayant subi l'influence d'une autre culture, considère comme significatif le fait d'être une partie constituante de la Géorgie soviétique, un fait beaucoup plus marqueur de leur identité. De la même manière, la relation entre Adjars et Géorgiens par rapport au statut de la langue ou de la religion, ne semble pas, selon l'information disponible, avoir engendré de réactions émotives chez les Adjars causées par une menace perçue de domination politique géorgienne.

3.2.2 La disparition du groupe adjar

Puisque, selon l'approche constructiviste, l'identité des groupes demeure un construit malléable, il se trouve qu'elle peut aussi être transformée par des actions externes. Anderson a souligné l'importance revêtue notamment par les recensements, les cartes et les musées dans la construction des identités à l'époque moderne et la façon dont ces institutions ont été marquées par la façon dont l'État imagine sa domination.²⁷⁸ Francine Hirsch reprend cette idée et élabore sur deux actions politiques ayant une

²⁷⁷ *Ibid.*, 219.

²⁷⁸ Anderson, *L'imaginaire national*, 167.

influence certaine sur la formation et la transformation des identités en URSS, soit le découpage des frontières et les recensements :

“Throughout the 1920s the census and the map had pivotal roles in the work of conceptual conquest, helping Soviet leaders to order individual and group identities. Border-making, like census-taking, was an identity-transforming process that changed the categories that people used to describe themselves.”²⁷⁹

Nous avons déjà vu le fil des événements ayant mené à l’octroi de l’autonomie au territoire adjar et donc les raisons de l’application de ces frontières internes à la Géorgie. Si l’on considère, à l’instar de Hirsch, que les frontières représentent un processus de transformation identitaire et de classification des groupes ethniques, ce marqueur d’identité a toutefois fait naître un leurre en ce qui a trait à l’identité adjar. En effet, le dessin des frontières du territoire adjar fait croire à une véritable identité adjar notoirement distincte des autres groupes et notamment des Géorgiens. Or, comme nous l’avons déjà vu, les raisons ayant motivé ce découpage ne sont pas liées à l’ethnicité, mais bien à d’importantes considérations géopolitiques.

Un autre élément de construction de l’identité adjar se découvre en analysant les différents recensements opérés pendant l’Union soviétique, plus spécifiquement à ses débuts, soit les recensements de 1926 et 1937. Tel que le décrit Hirsch, le premier recensement pansoviétique de 1926 représente une étape charnière dans le processus de transformation qui façonna l’État soviétique, des transformations opérées au niveau de l’identité des sujets. Le but de cette entreprise n’est pas de renforcer les minorités nationales afin d’affaiblir les majorités nationales et leur pouvoir. Plutôt, ce processus de

²⁷⁹ Hirsch, *Empire of Nations*, 145.

recensement s'insère bel et bien dans la volonté des dirigeants soviétiques d'accélérer le développement de tous, groupes minoritaires comme majoritaires, à travers les stades historiques de développement tels que contenus dans l'idéologie marxiste. Le but immédiat du recensement des nationalités est donc de travailler à promouvoir le développement économique et culturel de la population dans son ensemble.²⁸⁰ L'attribution de la catégorie de nationalité à un groupe établissait ainsi à ses membres le droit aux ressources économiques et culturelles comme outils de développement.²⁸¹

L'élaboration de la liste des nationalités est un des défis majeurs du recensement en URSS, puisque certaines nationalités inscrites comme catégorie de classification ne font pas l'unanimité. La tâche est ainsi ardue en Transcaucasie, où la liste officielle de classification des nationalités devient source de grandes controverses. En effet, les représentants géorgiens soutiennent que la désignation des Adjars, des Mingréliens, des Lazes et des Svanes en tant que nationalités est inadéquate car ils sont en réalité des sous-groupes religieux ou tribaux géorgiens. Ainsi, Adjars, Mingréliens, Lazes et Svanes sont bel et bien inscrits à la liste des nationalités de 1926, mais en tant que sous-groupes de la nationalité principale (*major nationality*) géorgienne.²⁸² Les Adjars sont néanmoins présents en tant que nationalité principale sur une seconde liste à l'intention des diverses républiques afin de recueillir de plus amples données sur les groupes titulaires,²⁸³ c'est-à-dire ceux auxquels a été attribué un statut institutionnel (RSS, RSSA, région autonome, etc.). Ainsi, selon le recensement de 1926, les Adjars sont au nombre de 71 498

²⁸⁰ *Ibid.*, 102-03.

²⁸¹ *Ibid.*, 110.

²⁸² *Ibid.*, 132-33.

²⁸³ *Ibid.*, 136.

individus.²⁸⁴ On perçoit donc que la distinction religieuse des Adjars n'est pas suffisante pour en faire une nationalité à part entière, contrairement aux Abkhazes qui sont présents sur la liste des nationalités principales. Les Géorgiens, tout comme les dirigeants soviétiques, considèrent les Adjars comme faisant partie du groupe ethnique Géorgien.

Les années suivant le premier recensement pansoviétique sont notamment marquées par la montée au pouvoir de Staline, qui était auparavant en charge de la politique des nationalités. S'opèrent alors des changements dans la manière d'aborder la question des nationalités, qui se concrétisent par la révision de la liste des nationalités préalablement au recensement de 1937. Staline propulse le développement et l'industrialisation afin d'accélérer les transformations économiques, sociales, culturelles et politiques de l'État soviétique. Cette mission de développement effréné du communisme a comme résultat de rendre de plus en plus inacceptable la continuité des cultures traditionnelles et de la religion parmi les groupes nationaux. Le régime soviétique désire donc voir se concrétiser l'évolution ethno-historique des populations par la fusion des nations moins développées avec les nationalités plus larges et développées, entre autre grâce aux politiques linguistiques qui ont été initiées comme nous l'avons vu plus haut.²⁸⁵ Dans cette lignée, les dirigeants veulent que le recensement de 1937 reflète ce changement évolutif de la population en Union soviétique. Une attention est dès lors mise sur l'élaboration d'une liste des nationalités qui rende compte des développements positifs dans la formation et la consolidation des nationalités depuis 1926.²⁸⁶ Pour ce faire, les experts chargés d'élaborer la prochaine liste des nationalités se basent sur

²⁸⁴ Bennigsen et Lemercier-Quelquejay, *Les musulmans oubliés*, 178.

²⁸⁵ Hirsch, *Empire of Nations*, 137.

²⁸⁶ *Ibid.*, 276.

différents éléments identitaires, notamment la proximité de la langue parlée par les groupes, afin de les amalgamer. Certains experts de l'Institut d'anthropologie et d'ethnographie regroupent ainsi les Adjars avec les Géorgiens, puisque les Adjars parlent le géorgien et que la distinction religieuse n'est dorénavant plus pertinente.²⁸⁷ Toutefois, un doute est encore exprimé par certains qui stipulent qu'étant donné la présence de la RSSA d'Adjarie, il est nécessaire de recenser les individus représentant la nation titulaire du territoire.²⁸⁸ La contradiction demeure ainsi pour l'Adjarie, car bien qu'il soit largement reconnu comme une aberration de présenter les Adjars en tant que nationalité alors que ceux-ci sont ethniquement Géorgiens, la présence de la RSSA d'Adjarie continue de brouiller les cartes face à l'identité adjar et à la distinction par rapport aux Géorgiens.

Alors que la liste du recensement de 1926 contenait 172 nationalités, le premier jet de celle élaborée pour le recensement de 1937 en dénombre 106, parmi lesquelles se trouvent les Adjars. En effet, alors que les Mingréliens, les Lazes et les Svanes ont tous été incorporés à la nationalité géorgienne, les Adjars demeurent une nationalité listée pour cause de la présence de la RSSA d'Adjarie. Toutefois, ce premier jet demeure insatisfaisant face aux considérations idéologiques de Staline, voulant que les nationalités moins développées aient complété leur processus de consolidation en nationalités avancées.²⁸⁹ Les dirigeants géorgiens, notamment Lavrenti Beria, mènent d'ailleurs une opposition acharnée à cette liste en soutenant que la séparation des Adjars et des Géorgiens est en contradiction fondamentale avec la définition stalinienne d'une nation,

²⁸⁷ *Ibid.*, 278.

²⁸⁸ *Ibid.*, 287.

²⁸⁹ *Ibid.*, 284.

puisque les Adjars sont unis à la nation géorgienne par une langue commune, un territoire commun, une vie économique et une culture commune.²⁹⁰

En 1937, Staline prononce un discours qui aura un effet majeur sur la liste finale des nationalités. Il y annonce que l'Union soviétique contient 60 nationalités, reniant ainsi la liste des experts déjà élaborée pour le recensement.²⁹¹ Une seconde version est donc initiée en vue d'un nouveau recensement mené en 1939. C'est dans celle-ci que les Adjars disparaissent pour de bon en tant que nationalité et qu'ils sont inclus au groupe géorgien. On donne ainsi finalement raison aux dirigeants géorgiens, qui ont toujours soutenu que la séparation entre Adjars et Géorgiens est une aberration face à la définition stalinienne de la nation. Encore une fois, avec les informations disponibles sur ce cas, aucune réaction de la part des Adjars n'a été relevée au sein des études qu'a pu couvrir cette recherche. Il semble donc que l'incorporation des Adjars au groupe régional géorgien n'a pas heurté la fierté nationale adjar et que la décision n'a pas eu pour résultat d'entraîner une perception de menace à l'encontre de l'identité ou de la survie du groupe.

3.2.3 *Les Géorgiens musulmans*

En cette année du recensement de 1939, la division territoriale et administrative de l'Union soviétique ne sera plus considérée comme un argument justifiant un statut de nationalité pour les Adjars. Leur rapprochement identitaire avec les Géorgiens n'est plus remis en doute dans les recensements subséquents, où ils font partie systématiquement du groupe géorgien. Les Adjars n'ont donc pas été considérés comme une minorité nationale

²⁹⁰ *Ibid.*, 289.

²⁹¹ *Ibid.*, 283.

durant la majeure partie de l'époque soviétique.²⁹² Les Adjars sont des Géorgiens de religion musulmane, à la lumière de leur appellation de « Géorgiens Mohammedan » précédant la formation de l'URSS, et c'est uniquement de cette manière qu'ils sont distingués de la majorité géorgienne. Il en résulte que le suivi de ce groupe de Géorgiens musulmans est particulièrement difficile car peu de données sur le groupe adjar proprement dit sont disponibles. En fait, il n'est possible que d'estimer le nombre d'Adjars habitant dans la RSSA d'Adjarie suivant leur retrait des recensements de l'Union soviétique : un nombre qui se situe, dans les années 1980, entre 130 000 et 160 000 Géorgiens musulmans, sur une population totale de 318 000 habitants en Adjarie.²⁹³

Un autre élément qui retient l'attention quant à l'identité adjar et sa perception par les dirigeants de l'URSS concerne la dénomination en termes de groupe musulman. Les Adjars sont classifiés en tant que Géorgiens selon leur identité ethnique, plutôt que selon leur affiliation à la religion musulmane. L'origine ethnique géorgienne est centrale dans l'identité des Adjars surtout lorsqu'on les compare aux autres groupes de religion musulmane vivant dans le sud-ouest de la Géorgie. Ces groupes se retrouvent sous l'appellation collective de Meskhètes, qui se réfère aussi à la Meskhétie, la région géorgienne adjacente à celle de l'Adjarie et également frontalière avec la Turquie, devenue aujourd'hui la Samstkhé-Djavakhétie.²⁹⁴ Le terme Meskhètes désigne un groupe qui représente à la fois les Turcs de Meskhétie, les Khemchils (Arméniens convertis à l'Islam), les Kurdes et d'autres petits groupes, tous de religion musulmane et présents

²⁹² Toft, "Multinational, Regions and State-Building", 128.

²⁹³ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 207.

²⁹⁴ Sophie Tournon, "La Géorgie face au retour des Meskhètes", *Le courrier des pays de l'Est* 1030 (mars-avril 2007), 99.

dans le sud-ouest de la Géorgie.²⁹⁵ Ces populations n'ont donc pas été classifiées ni nommées de la même manière que les Adjars, alors que ceux-ci ont été regroupés rapidement selon leur appartenance ethnique, c'est-à-dire comme faisant partie du groupe géorgien.

Les Meskhètes eurent malheureusement un destin tragique, en partie dû à leur affiliation religieuse, en étant victime des déportations qui ont lieu dans la lignée de la Seconde Guerre mondiale. En novembre 1944, les Meskhètes sont en effet déportés en Asie centrale, les raisons de cette action demeurant encore relativement floues. Néanmoins, il semble que Staline, de même que Beria, aient entretenu des suspicions à l'encontre des Meskhètes étant donné leur proximité linguistique, religieuse et territoriale avec la Turquie. Beria semble également avoir soutenu qu'une part significative de la population meskhète était reliée par des liens de parenté avec la population à la région frontalière en Turquie.²⁹⁶ Les dirigeants soviétiques ont ainsi décidé de sécuriser la frontière turco-géorgienne et d'éloigner à cet effet les populations turques et musulmanes de la région, alors qu'entre 90 000 et 120 000 Meskhètes sont déportés en Asie centrale.²⁹⁷ Cette vague de déportations n'a toutefois pas touché les Adjars,²⁹⁸ leur identification en tant que Géorgiens les ayant tenus à l'écart de cette déportation tragique. La comparaison entre les Meskhètes et les Adjars est éloquent, puisqu'elle démontre que le groupe adjar a été clairement perçu par les autorités soviétiques comme très proche du groupe géorgien, contrairement aux Meskhètes qui détenaient une identité encore trop rapprochée des Turcs, faisant craindre pour leur loyauté envers l'État. Mis à part les liens

²⁹⁵ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 216-218.

²⁹⁶ Anatoly M. Khazanov, *After the USSR. Ethnicity, Nationalism, and Politics in the Commonwealth of Independent States* (Madison: The University of Wisconsin Press, 1995), 197-98.

²⁹⁷ Tournon, "La Géorgie face au retour des Meskhètes", 99.

²⁹⁸ Bennigsen and Wimbush, *Muslims of the Soviet Empire*, 208.

déjà évoqués entre les Adjars et l'Empire Ottoman au début du XX^e siècle, aucun évènement relatant une collaboration ou une proximité avec le voisin turc n'apparaît dans l'histoire de la république adjar dès la fondation de l'URSS. Par contre, l'histoire ethnique des groupes en Géorgie telle que véhiculée dans l'historiographie géorgienne, relate que les Adjars, malgré leur conversion à l'Islam, ont conservé non seulement la langue géorgienne, mais aussi jusqu'à une certaine mesure la culture traditionnelle et l'auto-identification géorgienne.²⁹⁹ Leur identité religieuse n'a donc pas fait le poids face à leur identité ethnique telle que perçue par les Géorgiens et les autorités soviétiques et ainsi, les Adjars sont considérés comme Géorgiens et donc fidèles à la Géorgie et à l'Union soviétique.

Néanmoins, nous pouvons imaginer qu'étant donné la centralité de la religion chrétienne dans la définition de l'identité géorgienne, les Adjars ne peuvent être considérés, aux yeux des Géorgiens, comme appartenant entièrement à leur groupe de par la distinction religieuse.³⁰⁰ Cette idée peut toutefois être mitigée encore une fois par la comparaison des cas adjar et abkhaze, qui démontre que les Adjars sont bel et bien inclus systématiquement dans le groupe géorgien par les Géorgiens eux-mêmes. Déjà lors de la guerre russo-turque de 1877-1878, les Géorgiens accueillent avec grande joie la reprise par la Russie de l'Ouest des territoires géorgiens (dont l'Adjarie actuelle), séparés par « le malheur du destin » des conquêtes ottomanes.³⁰¹ La guerre est perçue comme ayant apporté la liberté à cette population géorgienne musulmane, permettant aux Géorgiens

²⁹⁹ Khazanov, *After the USSR*, 195.

³⁰⁰ Toft, "Multinationality, Regions and State-Building", 128.

³⁰¹ Assatiani et Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, 277.

chrétiens et musulmans de s’embrasser comme des frères.³⁰² On le constate tout autant lors de la signature du traité de Kars en 1921, lorsque l’Adjarie réintègre la Géorgie car les Adjars musulmans sont Géorgiens de sang et de langue.³⁰³ Par la suite, lors du premier recensement pansoviétique de 1926 et de l’élaboration de la liste des nationalités pour le recensement suivant en 1937, où les dirigeants géorgiens vont s’opposer fermement à la séparation inadéquate du groupe adjar de celui géorgien.

Autrement, d’aucune façon les Géorgiens affirment ce type d’argument lorsqu’il est question des Abkhazes. Plutôt, ce que les Géorgiens revendiquent en rapport aux Abkhazes est le territoire. C’est en effet le territoire de l’Abkhazie qui fait partie de l’identité géorgienne, non pas les Abkhazes qui, contrairement aux Adjars, sont traités en tant que groupe bien distinct de celui géorgien. D’ailleurs, comme nous l’avons déjà mentionné, depuis de nombreuses décennies les historiens géorgiens soutiennent que les Abkhazes sont en fait des habitants récents du territoire duquel ils ont chassé les Géorgiens.³⁰⁴ Aux vues des Géorgiens, ce sont les revendications territoriales des Abkhazes qui sont une absurdité historique, alors qu’en ce qui a trait aux Adjars, il s’agit de leur classification en tant que nationalité distincte qui s’avère absurde. On voit donc ici des perceptions géorgiennes complètement différentes face à ces deux groupes, l’un positionné hors de l’identité géorgienne alors que l’autre, le groupe adjar, y est facilement inséré.

Ainsi, puisqu’il ne se trouve pas d’identité adjar officielle en URSS et que les Adjars sont considérés, et semblent eux-mêmes se considérer, comme des Géorgiens

³⁰² *Ibid.*, 276.

³⁰³ Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens*, 39.

³⁰⁴ Toft, “Multinationality, Regions and State-Building”, 129.

musulmans, ceux-ci n'ont donc pas développé de conscience nationale, ni de mythes et symboles à caractère nationaliste.³⁰⁵ *A contrario*, dans les relations entre Abkhazes et Géorgiens, nous avons pu relater les nombreux éléments et faits historiques qui sont interprétés par ces deux groupes et intégrés à leur complexe mythes-symboles respectif. Les groupes perçoivent leurs actions et leurs relations à travers cette construction qui les met en opposition. Nous pouvons donc commencer à montrer de quelle manière la distinction identitaire entre Abkhazes et Géorgiens mène au conflit entre ces deux groupes, alors que l'identité commune empêche la même dynamique de se produire entre Adjars et Géorgiens.

³⁰⁵ Kaufman, *Modern Hatreds*, 124.

CHAPITRE 4

Le facteur identitaire et les indépendances

Il a été démontré au long du deuxième chapitre que le facteur géopolitique, à travers ses dimensions géographique, militaire et économique, de même que le facteur institutionnel, sont des variables similaires dans la comparaison entre l'Abkhazie et l'Adjarie. Ces variables ne peuvent donc pas expliquer de manière satisfaisante que l'Adjarie soit demeurée pacifique dans ses relations avec le gouvernement géorgien, alors que l'Abkhazie est entrée en conflit ouvert avec celui-ci. Nous avons ensuite au chapitre 3 fait état de l'élément de divergence entre les deux régions, qui se retrouve au niveau des relations identitaires et de la perception de l'autre, d'abord entre les Abkhazes et les Géorgiens, puis entre ces derniers et les Adjars. Nous pouvons à ce stade entrer dans le vif de la question de recherche et répondre à la seconde hypothèse en retraçant les événements menant au déclenchement de la guerre civile en Abkhazie et y comparer le chemin suivi par l'Adjarie. Pour ce faire, nous revenons aux dernières années de l'URSS pour voir les interactions entre Abkhazes, Adjars et Géorgiens, alors que les structures de l'Union soviétique commencent à chanceler, faisant place à un retour en force des mythes et symboles. Nous verrons ainsi qu'il ne peut y avoir d'élites se nourrissant de l'identité des groupes pour réussir à pousser au conflit que s'il y a présence de mythes et symboles pour venir soutenir une hostilité entre les groupes. C'est de cette manière que l'approche ethno-symbolique de l'identité est amarrée à cette autre vision, qui conçoit comme important le rôle des élites dans la dynamique intragroupe et intergroupe menant au déclenchement des conflits civils, dans la lignée des travaux effectués par Stuart J. Kaufman sur les *Modern Hatreds*.

4.1 Territoire et domination politique – Géorgiens

C'est à travers les événements précédant la chute de l'URSS que les peurs et l'hostilité entre Abkhazes et Géorgiens s'accroissent. Lorsque l'URSS s'effondre en décembre 1991, toute la dynamique menant au conflit civil entre les Abkhazes et les Géorgiens est déjà bien enclenchée. Déjà en juin 1988, 58 membres du PC abkhaze signent une lettre destinée à Moscou dans laquelle ils font la demande que l'Abkhazie soit faite République fédérée indépendante de la Géorgie. Ils soutiennent cette demande en arguant que la nation abkhaze est au bord de l'extinction étant donné que la Géorgie met en échec la revitalisation culturelle abkhaze.³⁰⁶ Cette même année, le Front populaire abkhaze *Aidgylara* est formé et adopte une ligne de pensée extrême en demandant la pleine indépendance face à la Géorgie. Il établit rapidement son réseau à travers l'Abkhazie et réussit à organiser une manifestation qui attire plusieurs dizaines de milliers de personnes.³⁰⁷ En mars 1989, soutenus par le Premier secrétaire du PC d'Abkhazie, Boris Adeiba, les nationalistes abkhazes publient la Lettre de Lykhny, dans laquelle ils réitèrent à Moscou la demande que leur république soit reconnue en tant que RSS à statut égal à la Géorgie.³⁰⁸ Ces actions entreprises par les Abkhazes provoquent une forte réaction de la part des Géorgiens, qui se rassemblent en contre-manifestations dans des villes de l'Abkhazie, de même qu'à Tbilissi.

Chez les Géorgiens, une première source d'hostilité tient du fait que les dirigeants géorgiens y voient une tentative par Moscou de séparer l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud de

³⁰⁶ Kaufman, *Modern Hatreds*, 102.

³⁰⁷ *Ibid.*, 103.

³⁰⁸ Binette, "Les crises en Abkhazie : acteurs et dynamique", 834.

la Géorgie en encourageant les mouvements sécessionnistes dans ces deux régions.³⁰⁹ Les demandes d'indépendance exprimées par l'Abkhazie sont perçues comme des aberrations qui s'articulent préalablement aux peurs des Géorgiens face à la Russie. Ces peurs renvoient aux désirs constants de la Russie non seulement de dominer la Géorgie, mais d'anéantir le peuple géorgien par l'assimilation.³¹⁰ Le référendum sur le Traité de l'Union,³¹¹ tenu en Abkhazie et en Ossétie du Sud, est perçu comme une énième tentative de la part de Moscou d'en arriver à cette fin en amputant la Géorgie de ses parties et en l'affaiblissant par des conflits ethniques. Le vote abkhaze pour la préservation de l'Union soviétique aux dépens de l'indépendance de la Géorgie se lie donc à cette peur. Au fil des années qui suivent, les dirigeants abkhazes vont d'ailleurs venir confirmer ces craintes géorgiennes en se rapprochant de la Russie et en considérant comme une option acceptable le rattachement de l'Abkhazie à la Russie en tant que partie constituante ou protectorat.³¹²

C'est ainsi que la préservation de l'intégrité du territoire devient une préoccupation majeure pour les Géorgiens à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Ceci se confirme dans un sondage mené à Tbilissi en 1990, où 88,5 % des sondés incluent la préservation de l'intégrité du territoire face au séparatisme ethnique en tant que préoccupation majeure, et 86,5 % incluent les conflits interethniques parmi ces

³⁰⁹ *Ibid.*, 835.

³¹⁰ Kaufman, *Modern Hatreds*, 93.

³¹¹ En mars 1991, Gorbatchev invite les républiques à se prononcer par référendum sur un Traité d'Union renouvelée, qui ferait de l'Union soviétique une confédération relâchée de républiques soviétiques souveraines : Neuf républiques fédérées acceptent de participer au référendum. La Géorgie s'y refuse, mais l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud font toutes deux fi de l'interdiction posée par le gouvernement géorgien et conduisent le référendum parmi leur population. En Abkhazie, 52 % de la population participe au référendum et vote à 94 % en faveur du nouveau Traité d'Union. Source : Zafar Imam, "How and Why the Soviet Union Disintegrated", *International Studies* 29 (1992), 391.

³¹² Binette, « Les crise en Abkhazie : acteurs et dynamique », 839.

préoccupations.³¹³ Ceci confirme la centralité du territoire par son lien à l'identité des Géorgiens, de même que le caractère indivisible qu'il acquière face aux Abkhazes pour qui il en est de même. Ainsi, la préservation de l'intégrité du territoire devient plus qu'une préoccupation majeure, elle se transforme en fait en une peur et donc en une source d'hostilité face aux groupes ennemis, notamment envers les Abkhazes. Certains Géorgiens ont effectivement peur de la disparition du pays, causée par la présence des groupes minoritaires nuisibles à la Géorgie, qui se trouve ainsi au bord d'une véritable catastrophe. Ces idées sont répandues amplement à la fin des années 1980 de diverses façons, notamment dans les journaux :

“We must persuade other nationalities, [...] that ideal conditions for the development of their personalities are to be found only in their homelands. Apart from a peaceful announcement to that effect, it is possible to bring the law to bear upon those guests who eventually prove obdurate and slow to leave. The law will state clearly that land will be taken at once from those who have illegally possessed it, that any buildings erected there will be demolished without compensation.”³¹⁴

Considérant que les Géorgiens ont déjà remis en question l'origine historique de la présence des Abkhazes sur le territoire géorgien, ce genre d'énoncé a le potentiel d'être lu comme une réelle menace pour les Abkhazes et leur présence en Abkhazie, le gouvernement géorgien souhaitant se réappropriier toute la terre-patrie géorgienne et y assurer un contrôle politique.

Par ailleurs, lors des manifestations de 1978, les revendications des Abkhazes ont notamment fait émerger chez les Géorgiens la peur d'encerclement par les minorités du

³¹³ Kaufman, *Modern Hatreds*, 94.

³¹⁴ Hewitt, “Demographic Manipulation in the Caucasus”, 59.

territoire, soutenues par leurs protecteurs à Moscou.³¹⁵ En 1988, les peurs sont encore clairement exprimées par les Géorgiens, qui dénoncent l'expansion des autres groupes ethniques et le problème de la survie physique du groupe géorgien. Les peurs vis-à-vis de Moscou et celles face aux autres groupes ethniques se marient donc parfaitement pour créer une crainte unanime parmi les Géorgiens pour l'intégrité du territoire et la pérennité du groupe. On peut ainsi voir la magnitude de la peur des Géorgiens face à leur perception d'une possible disparition du groupe, morcelé par les forces centrifuges des groupes minoritaires et d'un voisin russe mesquin. Ce sentiment de danger face à l'extinction mène à la demande d'indépendance de la Géorgie et à la volonté de domination ethnique des Géorgiens.³¹⁶

Comme nous l'avons vu plus haut, ces peurs deviennent des thèmes centraux parmi les Géorgiens, qui se rassemblent en des foules de plus en plus imposantes lors de manifestations nationalistes en 1988 et 1989. Les manifestations d'avril 1989 à Tbilissi représentent par ailleurs un point tournant, alors que le discours des contestataires géorgiens se transforme, reprenant à sa base le thème de l'indépendance de la Géorgie face à l'URSS, mais où s'ajoute en plus la suppression du statut autonome de l'Abkhazie.³¹⁷ Ceci démontre bien que tout ce qui a trait au groupe abkhaze, en cette période précise, renvoie directement au symbolisme populaire de l'État géorgien. L'hostilité des Géorgiens face aux Abkhazes croît au fur et à mesure que ces derniers revendiquent l'indépendance de l'Abkhazie, comme d'une manifestation réelle de la menace qui pèse sur le groupe géorgien car la revendication politique des Abkhazes est

³¹⁵ Toft, "Multinationality, Regions and State-Building", 132.

³¹⁶ Kaufman, *Modern Hatreds*, 101.

³¹⁷ *Id.*

conçue comme une atteinte à l'État géorgien. De surcroît, les dirigeants abkhazes donnent de l'eau au moulin des peurs géorgiennes avec par exemple Ardzinba, Président du Soviet suprême d'Abkhazie, qui soutient tout au long des années 1992 et 1993 que l'un des objectifs de l'Abkhazie est de faire échouer le projet de création d'un État unitaire en Géorgie.³¹⁸

Une autre menace que perçoivent les Géorgiens est provoquée par les politiques culturelles favorisant le groupe abkhaze et qui résultent selon eux en une discrimination de la population géorgienne habitant en Abkhazie.³¹⁹ Comme il a déjà été relaté plus haut, suite aux revendications de 1978, la place de la langue abkhaze dans la RSSA a été réaffirmée, l'accès à l'éducation pour les Abkhazes s'est vue facilité notamment par la création d'une université à Soukhoumi et des mesures ont été prises afin d'augmenter la visibilité de la culture abkhaze à travers divers médias.³²⁰ À cette discrimination culturelle perçue, s'ajoute la présence majoritaire des Abkhazes aux postes clés de la république autonome (mis en proportion avec le 17,3 % d'Abkhazes présents en Abkhazie), qui représentent autant de raisons suffisantes pour que les Géorgiens reprennent le pouvoir sur la région.³²¹ La promotion de la culture abkhaze et le favoritisme politique des membres du groupe abkhaze sont donc des discriminations qui alimentent le ressentiment des Géorgiens face aux Abkhazes.

À cette discrimination s'ajoute un aspect identitaire majeur pour les Géorgiens, qui considèrent l'Abkhazie comme une terre géorgienne,³²² que ceux-ci se doivent donc

³¹⁸ Binette, "Les crise en Abkhazie : acteurs et dynamique", 839.

³¹⁹ *Ibid.*, 835.

³²⁰ Slider, "Crises and Response in Soviet Nationality Policy", 63.

³²¹ Kaufman, *Modern Hatreds*, 93.

³²² *Ibid.*, 94.

de dominer politiquement. En tant que groupe « invité » étant venu s'installer sur des terres géorgiennes, les Abkhazes, tout comme les Ossètes d'ailleurs, doivent être soumis au pouvoir du groupe ethnique majoritaire et autochtone au territoire. C'est cette justification symbolique et historique qui a aussi mené à des peurs quant au taux de croissance plus élevé de la population des autres groupes, ce qui a le potentiel de venir modifier la balance démographique et rendre les Géorgiens minoritaires dans certaines parties du territoire. Bref, les revendications abkhazes pour des politiques culturelles, tout comme leur revendication d'indépendance, sont considérées comme injustifiées et même dangereuses par les Géorgiens et leur inspire une hostilité face à ce groupe.³²³

4.2 Les élites et l'activation des mythes et symboles

En octobre 1990 se tiennent en Géorgie les élections du Soviet suprême, lesquelles sont remportées par la coalition de la Table ronde, avec à sa tête Zviad Gamsakhourdia. « La Géorgie aux Géorgiens! » est lancé comme thème rassembleur pendant la campagne de Gamsakhourdia. Suite à son arrivée au pouvoir, il motive des politiques nationalistes sous divers aspects : Des mesures sont instamment demandées afin de réduire le taux de fécondité de la population de certains groupes ethniques ayant un fort taux de natalité; la réhabilitation et la diffusion de la « vraie » histoire géorgienne, notamment concernant les théories vues précédemment au sujet du territoire abkhaze; un programme pour la langue géorgienne est aussi promulgué, dans lequel aucune autre langue que le géorgien n'est mentionnée.

³²³ *Id.*

Gamsakhourdia est un personnage de l'histoire géorgienne contemporaine ayant joué un rôle dans la montée des tensions entre Géorgiens et Abkhazes lors de cette période charnière. On peut dire de ce dirigeant qu'il a récupéré et traduit en actions les peurs de la population géorgienne, notamment en ce qui a trait aux peurs face aux minorités ethniques et à la menace qu'ils font peser sur l'intégrité territoriale de la Géorgie. Gamsakhourdia organise en effet une démonstration contre les Ossètes à la fin de l'année 1989 et affirme que ceux-ci doivent craindre les Géorgiens, tout comme les Abkhazes. Lorsqu'il est élu en octobre 1990, Gamsakhourdia abolit le statut autonome de l'Ossétie du Sud en justifiant cette action par le fait que les Ossètes ont le droit à l'auto-détermination uniquement sur les terres qui sont les leurs, c'est-à-dire en Ossétie du Nord, alors qu'ils se trouvent, en Ossétie du Sud, en terre-patrie géorgienne.³²⁴

Plus tard, à la suite du référendum sur le Traité de l'Union, Gamsakhourdia qualifie de traîtres à la nation tous ceux ayant participé au référendum.³²⁵ Il affirme ensuite que seuls ceux ayant voté en faveur de l'indépendance de la Géorgie, lors du référendum sur le rétablissement de l'indépendance tenu également en mars 1991, auront droit à la citoyenneté géorgienne.³²⁶ Dans sa quête qu'il mène afin de « géorgiser » la Géorgie, Gamsakhourdia reprend donc à son compte l'ensemble des peurs ressenties plus ou moins ouvertement par les Géorgiens, il les exprime et les transforme en des actions concrètes. Cette situation a de graves conséquences en confirmant et en stimulant les peurs et l'hostilité chez les Abkhazes.

³²⁴ *Id.*

³²⁵ Binette, « Les crise en Abkhazie : acteurs et dynamique », 835.

³²⁶ *Ibid.*, 836.

Tous ces enjeux, abordés sous un angle nationaliste et même démagogique, sont largement répandus parmi la population à travers la presse géorgienne notamment.³²⁷ Les peurs collectives se reflètent dans ces éléments de la politique de Gamsakhourdia. Il récupère en effet les peurs face au futur du groupe géorgien, par les menaces démographiques de disparition du groupe aux profits des autres minorités nationales. Ce faisant, il puise dans les mythes et les symboles propres au groupe pour donner un sens aux dangers qui guettent les Géorgiens par rapport à leur langue et à leur territoire. La religion sera également énoncée dans le message messianique de Gamsakhourdia, mettant de l'avant la Géorgie chrétienne. Tous les éléments centraux de l'identité qui définissent les membres du groupe sont ainsi récupérés par le dirigeant afin de faire le pont avec la population géorgienne et pour créer un sens partagé de la situation du groupe face aux autres groupes du territoire.

Le pouvoir de Gamsakhourdia est marqué non seulement par ce nationalisme géorgien extrême, mais également par une politique russophobe. Ces deux axes font en effet partie du devoir suprême de la préservation de l'intégrité de la nation, présenté par Gamsakhourdia comme la « Mission spirituelle de la Géorgie ».³²⁸ La nation géorgienne est menacée par le voisin russe qui a de tout temps essayé d'imposer sa suprématie, mais également par les minorités, dépeintes comme les marionnettes de Moscou, mettant en danger la terre-patrie, la langue et la culture géorgienne.³²⁹ Avec les menaces que représentent les groupes minoritaires du territoire, en plus de celles qu'inspire le voisin

³²⁷ Hewitt, "Demographic manipulation in the Caucasus", 59.

³²⁸ Binette, "Les crise en Abkhazie : acteurs et dynamique", 834.

³²⁹ Toft, "Multinationality, Regions and State-Building", 133.

russe, le dirigeant exprime ardemment toutes les peurs reliées à la nation géorgienne en péril.

4.3 Côté abkhaze, une hostilité réciproque

Du côté abkhaze, l'expression du nationalisme est d'abord soutenue par l'historique du groupe, en tant que groupe autochtone au territoire de l'Abkhazie. Les références au statut de république fédérée dans la courte vie de la Fédération de Transcaucasie et à la constitution de 1925, aident les Abkhazes à concevoir comme possible leur indépendance et à militer en ce sens. Ils se voient également détaché de la république de Géorgie, ce qu'ils peuvent encore une fois revendiquer aisément étant donné que l'Abkhazie est entrée dans l'Union soviétique en tant que république fédérée, à statut égal avec la Géorgie et indépendante du pouvoir de celle-ci.

Ces opportunités d'expression du nationalisme abkhaze se couplent également aux peurs des Abkhazes face au groupe géorgien. Nous avons déjà évoqué brièvement les peurs strictement démographiques : malgré le fait que la population abkhaze ait augmenté dans l'absolu, il n'en demeure pas moins que la proportion des Abkhazes dans leur république n'a cessé de diminuer au fil des décennies pour atteindre seulement 17,3 % de la population totale de la RSSA d'Abkhazie en 1989. Les Abkhazes sont sensibles à l'immigration continue qui s'est pratiquée dans la république, par l'arrivée principalement de Géorgiens, venant transformer la balance ethnique en leur défaveur et aux profits des Géorgiens. Cette dynamique fait partie de l'idée de « géorgisation » décriée par les Abkhazes, une peur qu'ils signalent déjà en 1978 à Moscou. La peur

strictement démographique est donc accentuée par les politiques de « géorgisation » menées par la Géorgie en Abkhazie, qui constituent une véritable menace à la survie du groupe par l'assimilation complète et totale du peuple abkhaze.³³⁰

À cette perception de menace déjà présente chez les Abkhazes et le ressentiment que le statut de la langue leur a inspiré, s'ajoute la vague nationaliste touchant la Géorgie, alors que Gamsakhourdia entreprend ouvertement de « géorgiser » la Géorgie. Ainsi, les peurs des Abkhazes concernant la Géorgie se voient renforcées par les faits et gestes de Gamsakhourdia.

4.4 L'absence de peurs face à l'Adjarie

À l'image des territoires de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, l'Adjarie est considérée par les Géorgiens comme faisant partie intégrante de leur terre-patrie, où ils doivent donc dominer politiquement. La menace de retrait de l'autonomie de l'Adjarie, la même que celle faite à l'endroit de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, a donc été inspirée par le thème de la préservation de l'intégrité du territoire géorgien si central à cet instant. Gamsakhourdia est le principal défenseur de l'abolition du statut autonome de l'Adjarie, qui transparaît dans la facette de son discours démagogue s'appuyant sur la caractéristique religieuse du peuple géorgien. L'accent mis sur la chrétienté avait en effet pour résultat de repousser les Adjars en-dehors de la conception de l'identité nationale géorgienne.³³¹ D'ailleurs, vers la fin de l'URSS, les Adjars ont exprimé certaines craintes que l'indépendance de la Géorgie n'implique une mouvance vers une conception plus

³³⁰ Kaufman, *Modern Hatreds*, 96.

³³¹ Toft, "Multinationality, Regions and State-Building", 135.

exclusive de ce que signifie être Géorgien. La population en Adjarie traduit cette crainte dans le vote, la coalition de la Table Ronde de Gamsakhourdia ne remportant que 24 % du vote lors des élections du Soviet suprême en 1990, alors que le parti communiste sort premier avec 56 % des voix.³³²

Outre ces résultats électoraux peu favorables à Gamsakhourdia, l'Adjarie connaît un bref épisode de soulèvement en réaction à la menace qui pèse sur son statut autonome. Cette menace s'avère être un danger direct pour les élites locales, motivant alors celles-ci à faire alliance et à créer un mouvement séparatiste, qui sera somme toute de courte durée. Des émeutes ont néanmoins lieu, lors desquelles on rapporte que les hymnes de l'URSS et de la RSS de Géorgie sont jouées par les manifestants.³³³ Suite à cet épisode, Abashidze prend le pouvoir en Adjarie et dès lors, la république adopte une attitude de neutralité face aux conflits internes de la Géorgie, notamment en regard à la sécession de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.³³⁴ Cet évènement illustre un aspect important quant au rôle des élites dans l'avènement des conflits. En effet, le mouvement en Adjarie a été l'instigation des élites locales, mais la courte durée de celui-ci laisse à penser que l'appui de la population à son endroit a été somme toute très faible. Comme nous l'avons souligné par l'entremise des études de quelques auteurs, l'appel fait par les élites doit refléter un minimum les peurs collectives de la population pour que celle-ci puisse les alimenter en hommes et en support. Nous avons par d'ailleurs constaté au chapitre précédent l'absence de mythes et de symboles à caractère nationaliste chez les Adjars. Les élites ont donc échoué à propulser un mouvement de soulèvement à caractère

³³² *Id.*

³³³ Derluguian, "The Tale of Two Resorts", 282.

³³⁴ *Ibid.*, 283.

séparatiste parmi la population étant donné qu'il ne se répercutait sur aucune crainte perçue.

La raison principale expliquant que Gamsakhourdia ait retiré la menace faite à l'Adjarie vient d'ailleurs de l'absence de revendication d'indépendance exprimée par la république autonome, surtout lorsque l'on compare avec l'ampleur des revendications portées par l'Abkhazie à cette même époque. En effet, le mouvement séparatiste en Adjarie est non-existant, ou sinon extrêmement limité comme nous venons de le voir, et l'Adjarie demeure loyale à Tbilissi durant toute la période troublée de l'indépendance.³³⁵ L'enjeu concernant l'Adjarie au tournant de l'indépendance de la Géorgie en est un reposant sur des questions institutionnelles. Les tensions sont de nature centre-périphérie, où l'Adjarie s'est exprimée afin de protéger son statut régional autonome, tout en demeurant à l'intérieur de l'État géorgien. Ainsi, contrairement à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud, qui cherchent à instaurer un autre type de relation d'État à État avec la Géorgie, les dirigeants adjars adoptent une toute autre position en montrant qu'ils sont concernés par la politique nationale.³³⁶

De plus, la défense de l'autonomie de l'Adjarie n'est pas soutenue par des arguments identitaires ou ethniques. Plutôt, ce sont les intérêts économiques de la république et de l'État géorgien qui sont mis de l'avant par les dirigeants adjars. Renaissance Adjar, le parti d'Aslan Abashidze, adopte d'ailleurs un slogan dans ce sens : "Wealthy people mean a wealthy state". Slogan que reprend Abashidze sous diverses formes, telles que "a wealthy state is a strong state".³³⁷ Cet État est bien sûr celui de la

³³⁵ *Ibid.*, 136.

³³⁶ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 51-52.

³³⁷ Toft, "Multinationality, Regions and State-Building", 135.

Géorgie, dans lequel la république adjar et ses habitants ont une place à part entière : Toujours selon Abashidze, “Our republic is an administrative unit where members of various nationalities live, but all are citizens of Ajaria, and it means of Georgia as well.”³³⁸ Ainsi, les tensions de départ prennent rapidement la forme d’une négociation entre les dirigeants de Tbilissi et ceux de l’Adjarie quant à la politique interne du pays, notamment par rapport au partage des ressources et à la contribution de la région au budget national.³³⁹ Ce sont d’ailleurs les questions économiques, plutôt que des chicanes identitaires, qui demeurent au centre des tensions qui se jouent entre la capitale géorgienne et l’Adjarie tout au long des années 1990, alors que la première réclame à l’Adjarie le paiement des arriérés de contribution au budget national, tandis que la seconde réclame à Tbilissi des arriérés de subvention.³⁴⁰

On constate ainsi que la république adjar n’est pas perçue par les Géorgiens comme une menace de la même nature que celle que leur inspirent les groupes Abkhazes et Ossètes. En ne revendiquant pas la sécession, l’Adjarie n’a pas touché à l’enjeu majeur de la préservation de l’intégrité du territoire géorgien. La crainte inhérente au statut autonome de la république s’est rapidement dissipée, principalement parce que les Adjars n’ont pas remis en question la légitimité de la domination politique des Géorgiens. On voit également que le statut autonome de l’Adjarie n’a pas débouché sur une volonté d’indépendance de la part du groupe adjar et ce, malgré qu’ils aient eu les capacités institutionnelles pour propulser ce type de revendications. Les structures institutionnelles, et l’autonomie plus spécifiquement, ne représentent pas un facteur suffisant pour

³³⁸ *Id.*

³³⁹ Balivet, *Géopolitique de la Géorgie*, 52.

³⁴⁰ *Ibid.*, 53.

expliquer le conflit en Abkhazie puisque ce même facteur n'a pas entraîné de guerre civile en Adjarie, ni de mouvement sécessionniste sérieux pouvant se prévaloir d'un support de la population. C'est le rapprochement identitaire entre Géorgiens et Adjars qui a permis d'éviter une situation semblable à celle en Abkhazie.

En effet, un fait central à considérer est celui que les Adjars se considèrent eux-mêmes comme Géorgiens et conçoivent de même coup que le territoire qu'ils habitent, l'Adjarie, fait intégralement partie du territoire de la Géorgie, duquel ils ne s'imaginent donc pas être détachés. Abashidze, au début des années 1990, pose d'ailleurs bien clairement la prétention des habitants de l'Adjarie à maintenir l'intégrité territoriale de la Géorgie :

“We have never had, and never will have, any territorial claims against Georgia [...] Ajaria is historically a part of Georgia, and there has never been an instance in history in which Ajaria has created problems for its motherland.”³⁴¹

L'utilisation du nom de mère-patrie pour parler de la Géorgie rend bien compte de l'identification des Adjars au groupe géorgien. Les distinctions religieuses n'ont jamais été suffisantes pour séparer ethniquement les Adjars des Géorgiens et ce, encore moins sur la question de leur avenir politique commun. Ainsi, les Adjars n'ont pas voulu s'octroyer une indépendance politique malgré que les opportunités fussent belles et bien présentes. Comme l'écrit Stephen M. Saideman, les élites ne joueront pas la carte ethnique et nationaliste en l'absence de peurs face aux enjeux identitaires de la part du groupe formant la base électorale de leur pouvoir.³⁴² Les dirigeants, tel Abashidze, sont le reflet du groupe auquel ils appartiennent et stimuleront avec succès les peurs qui animent

³⁴¹ Toft, “Multinationality, Regions and State-Building”, 135.

³⁴² Stephen M. Saideman, “Is Pandora's Box Half Empty or Half Full?”.

les membres du groupe uniquement si ces peurs sont présentes et s'il se trouve des mythes et des symboles pouvant y être attachés et être utilisés à cette fin.

Si les Adjars avaient représenté un groupe ethnique distinct des Géorgiens et perçu une importante distance identitaire avec ceux-ci, la période se situant entre 1988 et l'avènement de la guerre civile en Abkhazie aurait sans aucun doute insufflé les mêmes peurs et la même hostilité à l'encontre des Géorgiens que celles s'étant manifestées chez les Abkhazes. Le discours démagogue de Gamsakhourdia, ajouté de ses menaces envers l'Adjarie et ses actions face aux deux autres régions autonomes, auraient en effet assurément stimulé une grande peur parmi le groupe adjar quant à sa survie. Pourtant, la « géorgisation » n'entraîne pas une peur d'assimilation pour les Adjars puisqu'ils partagent avec les Géorgiens les principaux éléments identitaires. Ainsi, le programme pour la langue géorgienne et les reformulations de l'historiographie du groupe, ne briment en rien l'identité des Adjars, étant donné que ceux-ci parlent le géorgien et que l'historiographie géorgienne ne remet pas en question la présence du groupe adjar sur le territoire. Au contraire, l'histoire géorgienne considère véritablement les Adjars comme étant ethniquement Géorgiens et ceux-ci conçoivent que ce sont en fait les aléas de l'histoire qui les ont fait dévier vers l'Islam.

Ainsi, les politiques nationalistes, tout comme l'indépendance de la Géorgie, n'ont inspiré aucune crainte quant à la survie du groupe adjar. Pareillement, les Adjars n'ont pas ressenti une pression d'assimilation inspirée de la balance démographique du groupe par rapport à un autre. Ce genre de crainte aurait d'ailleurs été difficilement démontrable par des chiffres, puisque depuis 1926, aucun recensement ne permet de dénombrer la population adjar, sa croissance ou sa décroissance, ni sa proportion par

rapport aux Géorgiens. Ceci les distingue des Abkhazes qui ont pu, au fil des décennies, constater que leur proportion diminuait drastiquement face aux Géorgiens, leur donnant une image concrète de l'assimilation du groupe et de sa possible disparition dans la masse géorgienne. Les Adjars n'ont pas de données ou d'image de l'évolution de leur groupe en comparaison aux autres groupes. La seule image suffisamment parlante étant celle du groupe géorgien auquel ils sont intégrés.

4.5 L'éclatement du territoire

La démagogie de Gamsakhourdia finit par le mener à sa propre perte. En fait, la Géorgie se trouve, au tournant de l'année 1992, dans une situation de crise politique interne majeure digne d'un État failli. Plusieurs groupes paramilitaires et rebelles sont présents, notamment les troupes de la Garde Nationale commandées par Tengiz Kitovani, qui entrent en affrontement direct avec les troupes du Président Gamsakhourdia. En janvier 1992, ce dernier est renversé et quitte la Géorgie, alors qu'Édouard Chevardnadze est appelé à venir le remplacer en mars 1992, pour être ensuite élu Président au mois d'octobre suivant.³⁴³ En février 1992, le gouvernement géorgien annule toutes législations de l'Union soviétique, ce qui, entre autres, fait disparaître le statut autonome de l'Abkhazie et laisse la république sans statut constitutionnel jusqu'à nouvel ordre.³⁴⁴ Le 23 juillet 1992, le Soviet suprême d'Abkhazie adopte le retour de la Constitution de 1925 reconnaissant l'Abkhazie en tant qu'État souverain et suspend du même coup celle de 1978 qui octroyait le statut autonome à l'intérieur de la Géorgie. C'est le 14 août que

³⁴³ Binette, "Les crise en Abkhazie : acteurs et dynamique", 837.

³⁴⁴ Hewitt, "Demographic manipulation in the Caucasus", 61.

les troupes géorgiennes mettent le pied en Abkhazie, entrent à Soukhoumi et y attaquent le Parlement de la République.³⁴⁵

Quelques jours après le déclenchement des hostilités, la Confédération des peuples montagnards du Caucase (CPMC), rassemblant plusieurs peuples des républiques du Nord-Caucase en Russie, lance un appel à la constitution d'une force volontaire (entre 4 000 et 10 000 hommes) afin de soutenir les Abkhazes. Cette force venant des montagnes caucasiennes permet aux Abkhazes de résister à l'assaut des forces géorgiennes.³⁴⁶ Le rapprochement fraternel de ces peuples montagnards s'est donc maintenu depuis l'intervention militaire géorgienne en territoire abkhaze en 1918, suite à laquelle ils avaient également porté renfort aux Abkhazes. Ce rappel historique nous montre l'importance que peut prendre le complexe mythes-symboles chez les groupes, dans lequel s'insère des événements, venant guider les actions et les relations entre eux, tant les relations conflictuelles que les relations fraternelles qu'entretiennent les différents groupes.

Dès le début du conflit, les Géorgiens habitant en Abkhazie fuient la région et les combats en se réfugiant en territoire géorgien de l'autre côté de la frontière abkhaze. Ce mouvement de réfugiés est présenté par le gouvernement géorgien comme un nettoyage ethnique opéré par les Abkhazes,³⁴⁷ venant confirmer les peurs de la population géorgienne et accentuer l'hostilité.

Une fois la guerre civile déclenchée, elle fait place à une autre dynamique qui influe sur le déroulement du conflit et éventuellement sur sa résolution ou non-résolution.

³⁴⁵ Binette, "Les crise en Abkhazie : acteurs et dynamique", 839.

³⁴⁶ *Ibid.*, 842-43.

³⁴⁷ Hewitt, "Demographic manipulation in the Caucasus", 61.

Dans le cas de la guerre civile en Abkhazie, les combats ont cessé entre les protagonistes, sans qu'il y ait eu de résolution officielle. On considère depuis que l'Abkhazie se trouve dans une situation de conflit gelé, c'est-à-dire que les parties sont campés sur des positions irréconciliables, faisant appel d'une part aux principes de l'intégrité territoriale et d'autre part, à ceux du droit à l'autodétermination des peuples.³⁴⁸

³⁴⁸ Magdalena Dembinska, "Briser la logique du « gel »: approche différenciée et transformative en Abkhazie et en Transnistrie", *Études Internationales* 40 (2009), 613.

Conclusion

Ce travail a voulu faire la démonstration que les facteurs géopolitique et institutionnel ne sont pas suffisants afin d'expliquer l'éclatement de la guerre civile en Abkhazie, alors que la paix a été préservée en Adjarie. Malgré la nécessité, démontrée par les travaux de plusieurs auteurs, de considérer ces facteurs, la comparaison des deux régions autonomes géorgiennes nous a permis de prouver cette première hypothèse à travers leurs similitudes en ce qui a trait aux éléments de géopolitique ainsi qu'aux institutions. C'est le facteur identitaire qui s'avère déterminant pour expliquer la divergence de trajectoire entre ces deux républiques au sortir de l'URSS. Ce facteur nous permet de percevoir les mythes et symboles allant puiser dans l'histoire des groupes et de leurs relations, nous permettant d'expliquer les peurs collectives chez les groupes, leur articulation dans les discours et les actions des dirigeants, de même que l'hostilité qui a émergé chez les Géorgiens face au groupe abkhaze et vice versa. Ce même facteur démontre aussi que cette dynamique générée entre Géorgiens et Abkhazes n'a pas pu se manifester entre les Géorgiens et les Adjars. La distance ethnique entre ces deux groupes étant trop mince dans la perception qu'ont leurs membres de leur identité. Par conséquent, les mythes et symboles ne sont pas forgés à l'intérieur du groupe ni activés par ses élites et les peurs collectives n'émergent pas quant à la sécurité ou à la survie du groupe. Les Géorgiens et les Adjars n'ont donc pas construit d'hostilité dirigée l'un vers l'autre, contrairement aux Géorgiens et aux Abkhazes.

Si l'on observe la suite des choses dans les relations entre la Géorgie et l'Adjarie au cours des décennies suivantes, un constat similaire peut être fait qui vient soutenir les éléments de la seconde hypothèse, comme quoi la distance identitaire rapproche

Géorgiens et Adjars plus qu'elle ne les éloigne. En 2003, la Géorgie est le théâtre de la Révolution des roses, qui porte au pouvoir Mikheil Saakachvili en chassant Édouard Chevardnadze. Depuis la chute de l'URSS, l'Adjarie demeure gouvernée par Abashidze qui s'est sensiblement isolé du gouvernement central, alors que des tensions surviennent entre Batoumi et Tbilissi notamment sur la contribution de l'Adjarie au budget de l'État, sur sa législation qui n'est plus alignée à la constitution géorgienne, en plus des groupes paramilitaires qui assurent la sécurité d'Abashidze. À la suite de son arrivée au pouvoir, Saakachvili invite donc l'Adjarie à régler ces contentieux et à réintégrer entièrement la sphère de contrôle de l'État central. Il s'agit là d'un des événements récents supportant encore la seconde hypothèse. En effet, dans la foulée des élections parlementaires tenues en Adjarie en mars 2004, présumées frauduleuses par Tbilissi, Saakachvili exerce une forte pression sur Abashidze pour que celui-ci désarme rapidement ses forces paramilitaires et se réaligne plus généralement sur la politique du gouvernement central. Alors qu'Abashidze tient tête au gouvernement en souhaitant conserver ce niveau d'autonomie qui apparaît intenable pour Saakachvili, des manifestations sont organisées à Batoumi rassemblant plusieurs milliers de personnes demandant le départ d'Abashidze. Lorsque celui-ci finit par quitter l'Adjarie le 6 mai 2004, Saakashvili se rend en Adjarie afin de remercier la population de l'Adjarie pour la victoire qu'elle a rendue possible, en soulignant : "Georgia will be united".³⁴⁹

Ainsi, en ce début de XXI^e siècle, les habitants de l'Adjarie ont exprimé leur volonté de réintégrer pleinement la Géorgie, alors même que le dirigeant de la région souhaitait le maintien d'une quasi indépendance *de facto* de la république face à l'État

³⁴⁹ David Kakabadze. "Georgia President In Adjaria After Abashidze Flees", *RFE/RL* (2004). En ligne. <http://www.rferl.org/content/article/1052653.html> (page consultée le 29 avril 2012).

géorgien. Le désir d'Abashidze de tenir tête au gouvernement central n'a non seulement pas pu obtenir le support nécessaire parmi la population, mais celle-ci a de surcroît exprimé son support au dirigeant géorgien voulant que l'Adjarie réintègre pleinement la Géorgie. La seconde hypothèse en ce qui concerne le facteur identitaire permet donc d'analyser les relations entre la Géorgie et l'Adjarie dans différentes situations où des tensions surgissent sans pour autant que des mythes et symboles ne soient activés et n'entraînent un conflit ouvert.

L'analyse du facteur identitaire que nous venons ainsi de compléter contient toutefois certaines limites, la plus importante étant le manque d'informations permettant de vraiment déterminer l'identité du groupe adjar et la perception de ses membres par rapport aux relations avec les autres groupes. Peu d'informations, que ce soit des études précises portant sur ce groupe, des sondages parmi la population ou des données, sont disponibles sur les Adjars. Ceci est notamment dû à leur effacement des recensements pendant l'URSS après 1926. Les données disponibles ne nous donne pas une image claire de la position identitaire des individus en Adjarie : Combien parmi la population se considèrent d'abord Adjar, ensuite Géorgiens, ou inversement? Quelle place occupe la religion, musulmane ou chrétienne, dans les familles et chez les individus?, etc. Une étude sur le terrain serait en ce sens particulièrement utile afin de développer encore plus finement la seconde hypothèse.

Bibliographie

- Abushov, Kavus. 2009. "Policing the near abroad: Russian foreign policy in the South Caucasus". *Australian Journal of International Affairs* 63 (June): 187-212.
- Akiner, Shirin. 1986. *Islamic Peoples of the Soviet Union*. London, New York: Routledge & Kegan Paul.
- Anderson, Benedict. 1996. *L'imaginaire national*. Paris : La Découverte.
- Assatiani, Nodar et Alexandre Bendianachvili. 1997. *Histoire de la Géorgie*. Paris : L'Harmattan.
- Balivet, Thomas. 2005. *Géopolitique de la Géorgie. Souveraineté et contrôle des territoires*. Paris : L'Harmattan.
- Batoumi Sea Port Limited. 2005. "History of Batumi Sea Port Limited". En ligne. <http://www.batumiport.com/en/01-001.html> (page consultée le 28 mars 2011).
- Battistella, Dario. 2009. *Théories des relations internationales*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Beissinger, Mark R. 2002. *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bennigsen, Alexandre and S. Enders Wimbush. 1985. *Muslims of the Soviet Empire. A Guide*. Blooming & Indianapolis: Indiana University Press.
- Bennigsen, Alexandre et Chantal Lemercier-Quelquejay. 1981. *Les musulmans oubliés. L'Islam en U.R.S.S. aujourd'hui*. Paris : François Maspero.
- Binette, Pierre. 1998. "La crise en Abkhazie: acteurs et dynamique". *Études Internationales* 29 (n° 4) : 831-65.
- Brubaker, Rogers. 1996. *Nationalism Reframed. Nationhood and the National Question in the New Europe*. New York: Cambridge University Press.
- Buzan, Barry. 1991. *People, States and Fear*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Carrière d'Encausse, Hélène. 1978. *L'Empire Éclaté*. Paris: Flammarion.
- Chirikba, Viacheslav. 2008. "Abkhazia: Economic and Political Situation and Perspectives", En ligne. http://www.abkhaz.org/index.php?option=com_content&task=view&id=54&Itemid=37 (page consultée le 28 mars 2011).
- Clogg, Rachel. 2008. "The Politics of Identity in Post-Soviet Abkhazia: Managing Diversity and Unresolved Conflict". *Nationalities Papers* 36 (May): 305-29.

- Connor, Walker. 1994. *Ethnonationalism. The Quest for Understanding*. Princeton : Princeton University Press.
- Cornell, Svante. E. 2002. "Autonomy as a Source of Conflict. Caucasian Conflicts in Theoretical Perspective". *World Politics* 54 (January): 245-76.
- Correlates of War. *Codebook for Intra-State Wars v.4.0* En ligne. <http://www.correlatesofwar.org/> (page consultée le 14 février 2012).
- Dawisha, Karen and Bruce Parrott. 1994. *Russia and the New States of Eurasia. The Politics of Upheaval*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Dembinska, Magdalena. 2009. "Briser la logique du « gel »: approche différenciée et transformative en Abkhazie et en Transnistrie". *Études Internationales* 40 (décembre) : 611-29.
- Derluigian, Georgi M. 1998. "The tale of Two Resorts: Abkhazia and Adjara Before and Since the Soviet Collapse". Dans Beverly Crawford and Ronnie D. Lipschutz, *The Myths of « Ethnic Conflict »: Politics, Economics, and « Cultural » Violence*. Berkeley : University of California.
- Fearon, James D. and David D. Laitin. 2003. "Ethnicity, Insurgency, and Civil War". *American Political Science Review* 97 (February): 75-90.
- France. Ministère de la Défense. 2005. *Les mutations de l'armée russe: 1991-2005*. France: Centre de Doctrine d'Emploi des Forces.
- Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson. 2004. *La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques*. Les Presses de l'Université de Montréal.
- Global Investment Center. 2011. *Russia Air Force Handbook*. Washington, D.C.: International Business Publication.
- Gribincea, Mihai. 2001. *The Russian Policy on Military Bases: Georgia and Moldova*. Editura Cogito.
- Gurr, Ted Robert. 2000. *Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century*. Washington, DC : United States Institute of Peace.
- Hale, Henry E. 2004. "Explaining Ethnicity". *Comparative Political Studies* 37 (May): 458-85.
- Hewitt, B. G. 1995. "Demographic Manipulation in the Caucasus (with Special Reference to Georgia)". *Journal of Refugee Studies* 8 (1): 48-74.
- Hewitt, George. 1998. *The Abkhazians*. New York: St. Martin's Press.
- Hirsch, Francine. 2005. *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*. Ithaca & London: Cornell University Press.

- Horowitz, Donald. 1985. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkely, Los Angeles, London: University of California Press.
- Imam, Zafar. 1992. "How and Why the Soviet Union Disintegrated", *International Studies* 29 (October): 377-402.
- J. V. Staline Archive. 1913. *Marxism and the National Question*. En ligne. <http://www.marxists.org/reference/archive/stalin/works/1913/03.htm> (page consultée le 05 juillet 2011).
- Kakabadze, David. 2004. "Georgia President In Adjaria After Abashidze Flees", *RFE/RL*. En ligne. <http://www.rferl.org/content/article/1052653.html> (page consultée le 29 avril 2012).
- Kalyvas, Stathis N. 2003. "The Ontology of « Political Violence »: Action and Identity in Civil Wars", *Perspectives on Politics* 1 (September): 475- 94.
- Kalyvas, Stathis N. 2006. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kappeler, Andreas. 2001. *The Russian Empire*. Harlow: Pearson Education.
- Kaufman, Stuart J. 2006. "Symbolic Politics or Rational Choice? Testing Theories of Extreme Ethnic Violence" *International Security* 30 (Spring): 45-86.
- Kaufman, Stuart J. 2001. *Modern Hatreds. The Symbolic Politics of Ethnic Wars*. Ithaca & London: Cornell University Press.
- Kaufmann, Chaim. 2005. "Rational Choice and Progress in the Study of Ethnic Conflict: A Review Essay", *Security Studies* 14 (January-March): 178-207.
- Kemp, Walter. 2005. "Selfish Determination: The Questionable Ownership of Autonomy Movements", *Ethnopolitics* 4 (March): 85-104.
- Khazanov, Anatoly M. 1995. *After the USSR. Ethnicity, Nationalism, and Politics in the Commonwealth of Independent States*. Madison: The University of Wisconsin Press.
- King, Charles. 2008. *The Ghost of Freedom. A History of the Caucasus*. Oxford: Oxford University Press.
- Kymlicka, Will. 2001. *La Citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*. Montréal : Boréal-La Découverte.
- Lake, David A. et Donald Rothchild. 1998. *The International Spread of Ethnic Conflict. Fear, Diffusion, and Escalation*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Lakoba, Stanislav. 2006. "Abkhazia, Georgia and the Caucasus Confederation". En ligne. http://www.abkhaz.org/index.php?option=com_content&task=view&id=46&Itemid=64 (page consultée le 06 juillet 2011).

- Larsson, Robert L. 2004. "The Enemy Within: Russia's Military Withdrawal from Georgia", *The Journal of Slavic Military Studies* 17 (3): 405-24.
- Leonard, Mark et Charles Grant. 2005. "Georgia and the EU: Can Europe's neighbourhood policy deliver?". *Center for European Reform*. En ligne. http://www.cer.org.uk/sites/default/files/publications/attachments/pdf/2011/policy_brief_georgia_sept05-833.pdf (page consultée le 4 avril 2012).
- Lynch, Dov. 2002. "Separatist States and Post-Soviet Conflicts". *International Affairs* 78 (October): 831-48.
- Mamoulia, Georges. 2009. *Les combats indépendantistes des Caucasiens entre URSS et puissances occidentales. Le cas de la Géorgie (1921-1945)*. Paris : L'Harmattan.
- Matsuzato, Kimitaka. 2009. "Inter-Orthodox Relations and Transborder Nationalities in and around Unrecognised Abkhazia and Transnistria", *Religion, State and Society* 37 (September): 239-62.
- Mill, John Stuart. 1950. *John Stuart Mill's Philosophy of Scientific Method*. New York: Hafner Press.
- Mueller, John. 2000. "The Banality of « Ethnic War »". *International Security* 25 (Summer): 42-70.
- Nemtsova, Anna. 2010. "Rebuilding Abkhazia after Russia-Georgia war". En ligne. <http://www.telegraph.co.uk/sponsored/russianow/politics/8032390/Rebuilding-Abkhazia-after-Russia-Georgia-war.html> (page consultée le 8 décembre 2011).
- Nodia, Ghia. 2011. "Georgia's Showdown Between Church and State". *RFE/RL* (20 février) En ligne. http://www.rferl.org/content/commentary_georgia_churches/2314963.html (page consultée le 24 novembre 2011).
- Olcott, Martha Brill, Anders Åslund and Sherman W. Garnett. 1999. *Getting it Wrong. Regional Cooperation and the Commonwealth of Independent States*. Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace.
- Organisation des Nations Unies. *MONUG. Historique de la Mission*. En ligne. <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/past/unomig/background.shtml> (page consultée le 27 mars 2012).
- Parsons, J. W. R. 1982. "National Integration in Soviet Georgia". *Soviet Studies* 34 (4): 547-69.
- Petersen, Roger D. 2002. *Understanding Ethnic Violence. Fear, Hatred, and Resentment in Twentieth-Century Eastern Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Piskunova, Ekaterina. 2006. "Intérêts géopolitiques de la Russie et guerre civile en Géorgie" (Note de recherche numéro 31). Centre d'Études des Politiques Étrangères et de Sécurité, CEPES, Université du Québec à Montréal.

- Posen, Barry. 1993. "The Security Dilemma and Ethnic Conflict", *Survival* 35 (Spring): 27-47.
- Radvanyi, Jean et Nicolas Beroutchachvili. 1996. *Atlas géopolitique du Caucase*. Paris : Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).
- Radvanyi, Jean et Nicolas Beroutchachvili. 2009. *Atlas géopolitique du Caucase*. Paris : Éditions Autrement.
- Roper, Steven. 2001. "Regionalism in Moldova : The Case of Transnistria and Gagauzia", *Regional and Federal Studies* 11 (3) : 101-22.
- Saideman, Stephen M. 1998. "Is Pandora's Box Half Empty or Half Full? The Limited Virulence of Secessionism and the Domestic Sources of Desintegration". Dans David A. Lake et Donald Rothchild. *The International Spread of Ethnic Conflict. Fear, Diffusion, and Escalation*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 127-150.
- Sambanis, Nicholas. 2001. "Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes?", *Journal of Conflict Resolution* 45 (June): 259-82.
- Sambanis, Nicholas. 2004. "Using Case Studies to Expand Economic Models of Civil War". *Perspectives on Politics* 2 (June): 259-79.
- Sausryqua. 2006. "The Abkhazians in History". En ligne. http://www.abkhaz.org/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=47 (page consultée le 18 octobre 2011).
- Schöpflin, George. 1995. "Nationhood, communism and state legitimation". *Nations and Nationalism* 1 (1): 81-91.
- Silver, Brian D. 1980. *Population redistribution and the ethnic balance in Transcaucasia*. Kennan Institute for Advanced Russian Studies.
- Slider, Darrell. 1985. "Crisis and Response in Soviet Nationality Policy: The Case of Abkhazia". *Central Asian Survey* 4 (4): 51-68.
- Smith, Anthony D. 1986. *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford: Blackwell Publishers.
- Smith, Anthony D. 2010. *Nationalism*. Cambridge & Malden : Polity Press.
- Tishkov, Valery. 1997. *Ethnicity, Nationalism and Conflict in and After the Soviet Union. The Mind Aflame*. London, Thousand Oaks, New Delhi: SAGE Publications.
- Toft, Monica Duffy. 2001. "Multinationality, Regions and State-Building: the Failed Transition in Georgia", *Regional & Federal Studies* 11 (3): 123-42.
- Toft, Monica Duffy. 2002. "Indivisible Territory, Geographic Concentration, and Ethnic War", *Security Studies* 12 (winter): 82-119.

- Tournon, Sophie. 2007. "La Géorgie face au retour des Meskhètes". *Le courrier des pays de l'Est* 1030 (mars-avril).
- Tsygankov, Andrei P. and Matthew Tarver-Wahlquist. 2009. "Duelling Honors: Power, Identity and the Russia-Georgia Divide". *Foreign Policy Analysis* 5 (October), 307-326.
- Tunçer-Kilavuz, Idil. 2011. "Understanding Civil War: A Comparison of Tajikistan and Uzbekistan". *Europe-Asia Studies* 63 (March): 263-90.
- Varshney, Ashutosh. 2007. "Ethnicity and Ethnic Conflict". Dans Charles Boix et Susan C. Stokes, dir., *The Oxford Handbook of Comparative Politics*. Oxford : Oxford University Press.
- Walter, Barbara. 2003. "Explaining the Intractability of Territorial Conflict". *International Studies Review* 5 (4): 137-153.
- Zürcher, Christoph. 2007. *The Post-Soviet Wars. Rebellion, Ethnic Conflict, and Nationhood in the Caucasus*. New York & London: New York University Press.